



Sous la direction du Prof. Frédéric Darbellay

---

# **L'adoption internationale : mesure de protection dans l'intérêt supérieur de l'enfant ou marché lucratif ?**

*Evolutions et enjeux*

## **MÉMOIRE – Orientation Recherche**

Présenté à  
l'Unité d'enseignement et de recherche en Droits de l'enfant  
de l'Institut Universitaire Kurt Bösch  
pour obtenir le grade de Master of Arts interdisciplinaire en droits de l'enfant

par

Sandrine RUDAZ

du

Valais, Suisse

**Mémoire No .....**

SION

Janvier 2011

## RÉSUMÉ

---

L'intérêt supérieur de l'enfant constitue l'un des quatre principes généraux de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant. Il est une considération primordiale dans toutes les décisions qui concernent les enfants, mais devient LA considération primordiale lors de toute adoption. Toutefois, il est peu probable que l'adoption internationale, mesure de protection des enfants "sans parents", réponde toujours à ce principe. C'est ce que notre travail se propose d'analyser en étudiant le comportement des différents acteurs potentiellement impliqués dans un processus d'adoption, ainsi que leurs intérêts. Pour y parvenir, nous avons effectué une recherche de diverses sources bibliographiques et documentaires, tant scientifiques, institutionnels, que médiatiques. Ce travail utilisera également un éclairage interdisciplinaire, au travers des disciplines comme l'histoire, la sociologie et la science juridique.

Notre recherche nous révélera que d'autres intérêts sont mis en balance et parfois prédominant et qu'au nom de l'*intérêt supérieur*, des pratiques à la frontière de la légalité, voire même clairement illégales sont perpétrées comme la falsification de documents de naissance, l'échange d'un enfant pour une contrepartie financière ou matérielle, l'enlèvement d'enfants, etc.. Le *nouveau contrat social* qui érigeait l'enfant au statut de détenteurs de droit est rompu, puisque l'enfant se voit réifié pour ne devenir parfois qu'une transaction commerciale. Toutefois, bien que l'adoption puisse représenter pour certains un marché lucratif, la majorité des acteurs aspirent à offrir à l'enfant "sans parents" une famille, au risque que cela ne corresponde pas à son *intérêt supérieur* ou qu'il viole ses droits fondamentaux dans certains cas. Ce travail aboutit à la conclusion que l'*intérêt supérieur* de l'enfant peut-être mis à mal dans le cadre de l'adoption internationale et qu'il faut trouver de nouveaux moyens pour réguler ses pratiques.

### Mots-clés

Adoption internationale

Crise humanitaire

Droits de l'enfant

Intérêt supérieur de l'enfant

Pratiques illégales

# TABLE DES MATIÈRES

---

<b>1. Introduction</b>	<b>1</b>
1.1 Contextualisation	1
1.2 L'adoption internationale et l'intérêt supérieur de l'enfant	3
1.3 Une approche interdisciplinaire	4
1.4 Définition de certains concepts	6
<b>2. Origine et évolution</b>	<b>9</b>
2.1 L'adoption	9
2.2 L'adoption internationale	12
2.2.1 Définition	12
2.2.2 Historique	13
2.2.3 Les fonctions sociales	15
2.2.4 Une mesure de protection universelle ?	16
2.2.5 Tendances actuelles	17
2.2.6 Deux "types" d'adoption	21
2.3 Synthèse	21
<b>3. Fonctionnement</b>	<b>24</b>
3.1 Instruments de régulation de l'adoption internationale	24
3.1.1 Les deux piliers	26
3.1.2 Les grands principes	29
3.2 Les principaux acteurs	37
3.2.1 L'enfant "sans parents"	38
3.2.2 La famille d'origine	40
3.2.3 La famille adoptive	41
3.2.5 Les Etats, les services et organismes publics	42
3.2.4 Les intermédiaires	43
3.2.5 Les privés	44
3.2.6 Les organismes nationaux et internationaux	44
3.2.7 Les médias	44
3.3 Synthèse	45

<b>4. Les pratiques illégales</b>	<b>47</b>
<b>4.1 Dans les conditions "ordinaires"</b>	<b>47</b>
4.1.1 Les méthodes utilisées	47
4.1.2 Les abus intentionnels et les conduites "irrémédiables"	48
<b>4.2 Dans les situations de crises</b>	<b>51</b>
4.2.1 Les effets de la crise	51
4.2.2 Les réactions des principaux acteurs	54
<b>4.4 Synthèse</b>	<b>62</b>
<b>5. Les représentations sociales</b>	<b>65</b>
5.1. Les pro-adoptions	65
5.2 Les anti-adoptions	67
5.3 Les pragmatiques	69
5.4 Synthèse	69
<b>6. Discussion et conclusions</b>	<b>71</b>
6.1 Discussion	71
6.2 Conclusions	73
6.3 Recommandations	77
<b>7. Bibliographie</b>	<b>80</b>
<b>8. Annexes</b>	
Annexe 1 : Le Code d'Hammurabi du XVIII <sup>e</sup> siècle av. J. C.	
Annexe 2 : Les principes énoncés à Leysin les 22 et 23 mai 1960	
Annexe 3 : Les textes législatifs liés à l'adoption internationale	
Annexe 4 : Les pays ayant ratifié la Convention de la Haye de 1993	
Annexe 5 : L'échelle de Hart	

## LISTE DES ABRÉVIATIONS

---

AFP – Agence France Presse

CADTM – Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde

CDE – Convention internationale relative aux Droits de l'Enfant

CEPALC – Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes

CICR – Comité International de la Croix-Rouge

CLaH – Convention de la Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale ou Convention de la Haye de 1993

CODE – Coordination des ONG pour les Droits de l'Enfant

CRC – Child Rights Committee

HccH – Hague Conference on private international - Conférence de la Haye de droit international privé

HCDH – Haut Commissariat aux Droits de l'Homme

HCR – Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

ILO – International Labour Organization

NABSW – National Association of Black Social Workers

OAA – Organisme Agréé pour l'Adoption

ONG – Organisation Non Gouvernementale

ONU – Organisation des Nations Unies

PAM – Programme Alimentaire Mondiale

SAI – Secrétariat à l'Adoption internationale

SSI – Service Social International

UNICEF – United Nations Children's Fund

UNPD – United Nations Population Division

# 1. INTRODUCTION

---

## 1.1 CONTEXTUALISATION

---

Les menaces globales comme les changements climatiques, la prolifération des conflits, l'inégalité face au développement, le manque d'accès aux ressources, la crise financière, le ralentissement économique mondial en 2008 – 2009, la crise économique de 2009, la hausse des prix alimentaires, la généralisation de la violence notamment sexuelle envers les enfants et les femmes, ainsi que la discrimination basée entre autre sur l'origine ethnique, la nationalité, le genre ont affecté et affectent chaque année des milliers d'enfants. A titre indicatif, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), la plus grande organisation d'aide à l'enfance internationale, intervient annuellement dans plus de 200 situations d'urgence à travers le monde (UNICEF, 2010b, pp. 1-2). En 2009, 250 à 300 millions d'enfants auraient été affectés par des crises et catastrophes humanitaires (Save the Children, 2009, p. 9). Ces conjonctures entravent le bien-être des enfants. En effet, elles freinent les avancées majeures<sup>1</sup> dans le domaine des droits de l'enfant de ces dernières décennies en augmentant les risques de violation de leurs droits, puisque certaines situations conduisent à l'insécurité, à un effondrement du contrôle social et des valeurs sociétales, ainsi qu'à l'absence de loi. Les trafiquants tirent avantage de ces ruptures sociales et communautaires, ainsi que du fait que les gouvernements et les agences d'aide se focalisent sur d'autres priorités. Comme le relève Kent Page, porte-parole de l'UNICEF, « there are health concerns, malnutrition concerns, psychosocial issues and, of course, we are concerned that unaccompanied children will be exploited by unscrupulous people who may wish to traffic them for adoption, for the sex trade or for domestic servitude » (New York Times, 26 janvier 2010).

Pour répondre aux besoins urgents des enfants qui ne peuvent temporairement ou de manière permanente vivre avec leur famille et les protéger, les Etats parties ont l'obligation, selon la Convention internationale relative aux droits de l'enfant dont la ratification (la Convention ou CDE) est quasi universelle<sup>2</sup> de leur offrir « une protection et une aide spéciales » (CDE, art. 20, al. 1). Cette mesure spéciale de protection de remplacement peut notamment prendre la forme de l'adoption internationale (CDE, art. 20, al. 3), cadre principal

---

<sup>1</sup> La Convention relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989, le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, 25 mai 2000 et le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants du 25 mai 2000.

<sup>2</sup> C'est la Convention la plus ratifiée, puisque tous les Etats, à l'exception des Etats-Unis et de la Somalie l'ont ratifiée.

de notre travail. Nous voyons que l'Etat n'est plus, comme dans la théorie classique des droits de l'homme, réduit à un devoir de non-intervention dans les droits et libertés des enfants, il est désormais lié par des obligations positives d'action en faveur des enfants (Lammerant, 2005, p. 339).

L'adoption internationale représente une véritable révolution, puisque son apparition et son essor constituent un des « faits sociologiques du XX<sup>e</sup> siècle » (Ancel, 1961, p. 563), qui fut proclamé le siècle de l'enfant par la Suédoise Ellen Key (Verhellen, 1999, p. 21).<sup>3</sup> Tout d'abord d'origine humanitariste, la nature de la demande d'enfants dans les pays industrialisés évoluera pour remplir progressivement un rôle sociétal, celui de combler le déficit d'enfants dans les pays industrialisés. La disponibilité de nombreux enfants sans foyer dans les pays en voie de développement permet dans un premier temps de pallier à cette demande via des adoptions régulières et légales. Mais suite à la pression d'une demande toujours croissante, elle a également engendré des pratiques illicites et des trafics internationaux d'enfants, soit aux fins d'adoption à l'étranger, soit sous le couvert de l'adoption, à d'autres finalités illicites (Van Loon, 1990, p. 85). Dans un rapport remis le 6 janvier 2003 à la Commission des droits de l'homme, le Rapporteur spécial sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, Juan Miguel Petit (2003), fait état de « la prévalence alarmante » tant dans les pays d'origine (des enfants) que dans les pays d'accueil, « de pratiques illégales ou coercitives en matière d'adoption, qui se ramènent à des ventes d'enfants » (p. 2). Ces pratiques illégales ont jeté l'opprobre sur l'adoption internationale et de nombreux débats opposent actuellement les détracteurs aux partisans de l'adoption internationale, comme le souligne cette remarque d'Adam Pertman (2000) « Popular conceptions of intercountry adoption are confused and confusing, despite the existence of an "adoption revolution" ».

Dans des circonstances "ordinaires", ces pratiques illégales représentent un indicateur de la défaillance du système de protection de l'enfance des pays d'origine et ce, pour des raisons diverses : absence de législation en la matière ou législation désuète, corruption à tous les niveaux, pauvreté, manne financière pour certaines crèches, stratégie de survie pour des parents, etc.. Lors de crises humanitaires, d'origine naturelle ou anthropique, ces abus se voient exacerbés ; les communautés et les États eux-mêmes se retrouvent dans l'incapacité d'assurer la protection et l'assistance des enfants vulnérables dont ceux *provisoirement séparés* de leur famille ou *non accompagnés*. Ces enfants sont alors faussement désignés

---

<sup>3</sup> Ellen Key est une féministe suédoise renommée pour ses écrits sur la famille, l'éthique et l'éducation. Elle publia en 1900 le « Siècle de l'enfant ».

comme orphelins et de ce fait sont placés dans des orphelinats ou présentés pour l'adoption (Comité International de la Croix-Rouge [CICR], 2004, p. 13). Cette erreur de jugement n'est pas seulement une stratégie mercantile de la part de personnes peu scrupuleuses. Elle est également commise par des personnes bienveillantes, des institutions, des organismes laïcs ou religieux, des travailleurs sociaux, des familles adoptives, des stars internationales, etc. (Smolin, 2006, p. 162). De cette manière, ils participent, inconsciemment et / ou involontairement, à un véritable marché et justifient leur comportement en dramatisant l'urgence de la situation, ce qui les conforte à s'affranchir des normes juridiques et de la réalité (Rony Brauman, 2008).<sup>4</sup> Noël Mamère (2007) avait qualifié un tel comportement dans le cadre de l'affaire de l'Arche de Zoé de « colonialisme compassionnel » qui se construit sur la tyrannie de l'émotion et sur le mensonge.

La dernière crise humanitaire, largement médiatisée, n'a pas échappé à cette règle. Lors du tremblement de terre survenu en Haïti le 12 janvier 2010 et qui a affecté plus d'1,5 millions d'enfants (Estéus, Chalmers & Fils-Aimé, 31 janvier 2010), des procédures d'adoption ont été accélérées et de nombreux Etats ont évacué des enfants de manière précipitée. Parallèlement, d'innombrables incitations à l'adoption, exhortées par différents acteurs, véhiculées par des images et articles alarmant diffusés à foison par les médias internationaux, ont encouragé les familles, majoritairement occidentales, à adopter des petits haïtiens. Comme l'a souligné Mme Françoise Gruloos-Ackermans, la représentante du Fonds des Nations Unies pour l'enfance à Saint-Domingue :

Il y a eu de gros mouvements d'évacuation d'enfants, totalisant plus de 1'000 mineurs, peu après le tremblement de terre. Certaines ambassades ont fait sortir, de manière précipitée, des enfants en procédure d'adoption. [...] Il y a des gens de bonne volonté mais certains tirent parti du désastre pour se livrer à toute sorte de trafics. (Caroit, 2010)

## 1.2 L'ADOPTION INTERNATIONALE ET L'INTÉRÊT SUPÉRIEUR DE L'ENFANT

Dans les situations d'urgence humanitaire, le processus de filiation qui demande du temps est souvent confondu avec l'acte humanitaire. Or, Marlène Hofstetter (Hofstetter citée par Terre des hommes [TdH], 2010), responsable du secteur adoption de TdH, affirme que « l'adoption ne peut réussir en étant précipitée et conçue comme un processus de sauvetage

---

<sup>4</sup> « These vocal desperate to become parents demand reform, they will continue - wittingly or not - to pay for wrongdoing. Credulous Westerners eager to believe that they are saving children are easily fooled into accepting laundered children » writes David Smolin, a law professor and advocate for international adoption reform.



humanitaire » (p. 9). En effet, un geste humanitaire, aussi bienfaisant soit-il, ne saurait se confondre avec une démarche d'adoption (Giraud, s. d.). De ce fait, le « mythe de l'adoption » symbolisant la rencontre de deux souffrances, celle d'enfants privés de parents et sevrés d'amour et celle de parents privés d'enfants occulte souvent la dangerosité du processus adoptif, principalement en temps de crise (Khaïat, 2003, pp. 775-776), d'où nos interrogations. Est-ce que l'adoption internationale dans une situation de crise représente LA meilleure stratégie pour assurer à l'enfant un avenir meilleur ? Est-ce agir dans l'intérêt supérieur d'un enfant blessé ou choqué suite à une catastrophe humanitaire, ayant peut-être vécu la perte d'un parent, d'une famille que de l'insérer hâtivement dans une autre société sans avoir au préalable la certitude qu'il ne possède plus de famille ? De manière plus générale, que ce soit dans le cadre d'adoption "ordinaire" ou dans les situations d'urgence, est-ce que l'adoption internationale, mesure de protection de l'enfant "sans parents", contribue réellement à son bien-être ? Ou existe-t-il d'autres intérêts à favoriser cette pratique ? Pour y répondre, nous avons choisi une démarche interdisciplinaire que nous allons brièvement expliquer.

### 1.3 UNE APPROCHE INTERDISCIPLINAIRE

---

La littérature sur l'adoption internationale aborde, sous différents angles, des sujets très diversifiés, allant de l'analyse des différentes législations nationales à celle des processus de sélection des postulants à l'adoption, en passant par la discussion des enjeux socio-politiques qu'elle recèle ou l'évaluation psychologique des enfants concernés (Ouellette & Belleau, 1999). Dans le cadre et les limites de notre travail, notre angle d'analyse sera essentiellement socio-historico-juridique, au travers d'une recherche de diverses sources bibliographiques et documentaires, qu'elles soient scientifiques, institutionnelles ou médiatiques. Bien qu'à l'origine, l'adoption était un processus essentiellement privé entre les parents et les adoptants, il a progressivement pris de l'ampleur et intéressé les politiques familiales, d'où l'intérêt des sciences dites sociales et juridiques pour aborder notre problématique. L'histoire, quant à elle, offrira un regard diachronique pour appréhender cette évolution et inscrire l'adoption dans un contexte d'internationalité. Un accent tout particulier sera porté sur la discipline récente que sont les droits de l'enfant. En effet, ce « nouveau contrat social » (Zermatten, 2008, pp. 5 et 12) entre les adultes et les enfants permettra par la multiplicité de ses champs et de ses acteurs, ainsi que par la diversité de ses disciplines

étudiant la problématique de l'enfance, d'analyser le processus de l'adoption internationale sous différents angles.

Cette « interdisciplinarité, au-delà de la simple juxtaposition de points de vue disciplinaires, met en œuvre la collaboration et l'intégration entre des disciplines spécifiques autour d'un objet commun, dans une perspective de coproduction des connaissances » (Darbellay & Paulsen, 2008, p. 4). Chacune de ces disciplines via un enrichissement mutuel permettra d'appréhender notre sujet d'étude dans sa « réalité globale » grâce à la rencontre de points de vue différents (Morin, 2003, p. 9).<sup>5</sup> Nous tenterons également une approche transdisciplinaire pour pouvoir cerner la complexité de la problématique de l'adoption internationale, et à partir des contraintes de cette complexité, recourir à des interactions entre et au travers des disciplines pour comprendre le processus (Darbellay & Paulsen, 2008, p. 21).

Afin de répondre à nos objectifs, notre travail se divisera en cinq parties. Dans une première partie, nous aborderons les fondements historiques, juridiques et sociologiques de l'adoption, pour appréhender l'évolution de cette institution (Partie 2). Puis, nous expliciterons la législation en la matière, en énonçant les principes-clés de l'adoption internationale. Nous nous attacherons également à décrire les principaux acteurs impliqués dans l'adoption internationale, ainsi que leurs comportements (Partie 3). La divergence de leurs intérêts dans l'adoption et de leur perception de l'intérêt supérieur de l'enfant peuvent engendrer des pratiques illégales ou à la frontière avec la légalité, qui s'additionnent au comportement purement mercantiliste des trafiquants. Les pratiques évoquées et les exemples cités ont été choisis aléatoirement et ne sont par conséquent pas exhaustifs (Partie 4). Dans la quatrième et dernière partie, nous présenterons les représentations sociales des différents protagonistes de l'adoption qu'ils soient théoriciens ou praticiens, pour nous offrir quelques éclairages sur l'adoption internationale (Partie 5).

La volonté de ce travail n'est nullement de porter un regard critique ou un jugement quelconque concernant le choix des personnes qui se sont tournées vers l'adoption internationale. Car, nous entendons bien qu'il s'agit d'un acte volontaire, d'une décision et d'une démarche prises après de mûres réflexions et qui ont nécessité souvent un processus long et difficile. Nous ne souhaitons pas non plus participer aux débats idéologiques en vue de

---

<sup>5</sup> « La compréhension du monde est impossible avec le morcellement actuel de la pensée. L'enfermement disciplinaire rend inapte à percevoir et concevoir les problèmes fondamentaux et globaux, d'où la nécessité d'une pensée complexe qui puisse relier les connaissances, les parties au tout, le tout aux parties, et qui puisse concevoir la relation du global au local et du local au global. Nos modes de pensée doivent intégrer un va-et-vient constant entre ces niveaux » dit "L'Appel de Bora Bora" lancé par Edgar Morin, Pierre F. Gonod et Paskua le 21 mars 2009.

déterminer si l'adoption internationale est une bonne ou mauvaise alternative. Bien que notre travail porte principalement sur les dérives de l'adoption internationale, nous sommes parfaitement conscient qu'une grande majorité d'adoptions se fait dans un cadre légal et répond à l'intérêt supérieur de l'enfant. Néanmoins, l'intérêt de ce travail réside dans l'identification des causes profondes renforçant les risques d'abus dans le cadre de l'adoption internationale dans des conditions "normales" et en temps de crise, ainsi que de favoriser une prise de conscience des dérives et de ses conséquences lorsque l'intérêt supérieur de l'enfant n'est pas respecté. De plus, réaliser un travail sur les dérives de l'adoption internationale, alors que le sujet est encore présent dans les esprits avec le tremblement de terre survenu en 2010 en Haïti, nous apparaît comme une fenêtre d'opportunité pour sensibiliser non seulement l'opinion publique, mais également les politiques au niveau national et international et pour prendre conscience des manquements.

Par conséquent, notre travail ne possède aucune prétention d'innovation en la matière. Il aspire simplement à la compréhension du processus dans son intégralité, sa complexité et son évolution socio-historique, afin de participer à la réflexion autour des pratiques illégales. Comme l'affirme Marcel Proust (Proust cité par Morin, 2003), « un vrai voyage de découverte n'est pas de rechercher de nouvelles terres, mais d'avoir un œil nouveau » (p. 6) et c'est justement un autre regard sur l'adoption internationale que nous souhaitons apporter ici. Mais avant de rentrer directement dans l'analyse, il nous semble utile de définir les principales notions-clés mobilisées dans ce travail.

#### 1.4 DÉFINITION DE CERTAINS CONCEPTS

---

*Adoption* est un acte juridique qui établit un lien affectif, moral et spirituel entre l'adoptant et l'adopté. L'adoptant prendra soin de l'adopté et répondra à ses besoins physiques et psychologiques.

*Adoption internationale* est une filiation juridique, mais entre des parents adoptifs d'un pays ou d'une certaine nationalité avec un enfant d'un autre pays ou d'une autre nationalité. Nous pouvons distinguer l'adoption à l'étranger (*intercountry adoption*), qui implique une modification de la résidence habituelle de l'enfant quelle que soit la nationalité des parents adoptifs et l'adoption internationale (*international adoption*) proprement dite qui met en jeu des parents d'une nationalité différente de l'enfant, que ces derniers résident ou non dans le pays habituel de résidence de l'enfant (Commission des questions sociales, de la santé et de la famille, 1999, p. 2).

*Enfants séparés* sont des enfants séparés de leurs deux parents – ou du dernier « caregiver », mais pas nécessairement de parents plus éloignés. Ceux-ci peuvent donc inclure les enfants accompagnés par d'autres membres adultes de leurs familles.

*Enfants non accompagnés* sont des enfants séparés de leurs deux parents et d'autres parents et qui ne sont pas pris en charge par un adulte ayant la responsabilité légale ou coutumière de le faire.

*Enfant orphelin* : lorsque le décès de ses deux parents est établi. Dans certains pays, un enfant qui a perdu un seul parent est considéré comme orphelin.

*Pays d'origine ou donneur* sont les pays où les enfants sont majoritairement adoptés. Donc, les pays dans lesquels les enfants vivaient avant d'être transférés à l'étranger.

*Pays d'accueil ou pays receveur* sont les pays où les enfants sont adoptés.

*Parents d'origine* sont les parents biologiques de l'enfant.

*Parents adoptifs* sont les parents qui ont adopté un enfant.

*Pratiques illégales* qui seront indistinctement appelées abus, irrégularités, dérives, trafics, bien que cette dernière notion ne soit pas forcément appropriée<sup>6</sup>, englobent des pratiques qui s'assimilent à une adoption illégale : telles que des pressions psychologiques ou économique pour obtenir le consentement des familles vulnérables, l'adoption directe auprès des familles, l'adoption via Internet, l'adoption d'enfants qui n'ont pas été déclarés adoptables, la vente, voire l'enlèvement d'enfants, etc.. Dans ce dernier cas, il s'agit d'un commerce qui consiste à enlever les enfants à leur foyer et leur famille, à les emmener ailleurs, souvent au-delà des frontières et même sur d'autres continents pour être mis à la disposition d'autres personnes, généralement dans un but lucratif (Dottridge, 2004, p. 9).

*Une situation d'urgence*, crise ou catastrophe humanitaire, représente une situation qui menace la vie et le bien-être d'un grand nombre de personnes et qui nécessite de prendre des mesures extraordinaires pour assurer leur survie, leurs soins et leur protection. Elle nécessite une implication multisectorielle d'un large éventail d'acteurs internationaux de l'action humanitaire (UNICEF, 2010a, p. 3). Cet état de fait peut provenir d'un conflit armé, de cas de

---

<sup>6</sup> David Smolin a étudié dans un article la notion de trafic. Il en découle notamment qu'un trafic implique qu'une personne ou une marchandise soit transférée d'un pays vers un autre par une autre personne dont la volonté est de nuire à cette personne. Donc, la notion de trafic implique également que la personne soit réduite en esclavage, dans le but d'être exploitée sexuellement ou économiquement ou pour des mariages forcés (Smolin, 2004, p. 297).

post-conflits armés, de désastre naturel, de famine ou de conflit social de longue durée (UNICEF, 2007, Glossary).<sup>7</sup>

---

<sup>7</sup> Une autre définition, celle du Programme Alimentaire Mondial (2005), présente les situations d'urgence comme « [...] des situations où il est manifeste qu'il s'est produit un événement ou une série d'événements qui est à l'origine de souffrances humaines ou qui représente une menace imminente pour la vie ou les moyens de subsistance des populations que le gouvernement intéressé n'est pas en mesure de soulager ; il s'agit d'un événement ou d'une série d'événements dont on peut établir le caractère anormal et qui désorganise la vie d'une collectivité dans des proportions exceptionnelles » (p. 13).

## 2. ORIGINE ET ÉVOLUTION

---

L'adoption internationale est une institution récente, qui date d'une soixantaine d'années, mais elle tire son origine d'un processus millénaire. Par conséquent, pour comprendre l'apparition du processus et sa notion d'internationalité, nous souhaitons remonter aux racines-mêmes de l'adoption.

### 2.1 L'ADOPTION

---

Adopter tire son origine du latin *ad optare* signifiant choisir, donc « prendre par choix » un enfant. L'adoption est donc une filiation élective, puisqu'elle représente une filiation qui repose non pas sur le lien biologique, mais sur la volonté. En effet, elle crée un lien de filiation purement juridique entre des personnes qui ne sont pas apparentées par le sang en tant que parent et enfant (Encyclopaedia Universalis, 2008, p. 250). Une telle définition paraît restrictive, car elle omet la relation éducative et affective que le nouveau lien engendre. Nous pouvons dire qu'adopter est prendre légalement un enfant, établir un lien affectif, moral et spirituel avec lui et répondre à ses besoins physiques et psychologiques. Dans l'adoption, le lien juridique est un aspect important, car il permet de faire la différence entre l'adoption à proprement parler et d'autres types de liens qui sont créés dans le cadre de la famille d'accueil ou de la fécondation in vitro. Mais finalement, quelque soit le type de filiation, « l'enfant a surtout besoin d'amour, d'avoir une mère, un père auxquels il appartient et qui lui appartiennent. La filiation est *l'à-part-tenance* : c'est la marque de l'être à part, unique, pourvu d'une identité propre [...] » (Khaïat, 2003, p. 786).

Au niveau historique, l'adoption est une pratique ancestrale que l'on retrouve dans diverses civilisations et continents. L'histoire et le droit comparé montrent d'ailleurs que les caractéristiques de l'adoption varient dans ses buts, ses conditions et ses effets, selon les époques et les lieux. Par exemple, des ethnologues et anthropologues ont constaté que des pratiques adoptives se rencontrent dans les cultures aussi variées que celles des Inuits de l'Arctique nord américain, des Kikuyus du Kenya, des Moluquois d'Indonésie ainsi que sur l'Atoll de Minihi dans le Pacifique sud, à l'est de Tahiti (voire notamment Lallemand, 1993 ; Van Loon, 1990).

En Europe occidentale, le processus d'adoption existe depuis l'Antiquité<sup>8</sup>. L'une des plus anciennes lois écrites, le Code d'Hammurabi (XVIII<sup>e</sup> siècle av. J. C., cf. annexe 1 pour les textes du Code liés à l'adoption, King, 1915) renferme déjà des dispositions sur l'adoption des enfants. A Athènes et à Rome, elle permettait d'assurer la perpétuation religieuse, politique, civile et patrimoniale d'une famille<sup>9</sup> (Van Loon, 1990). Dans ce cas de figure, l'adoption se faisait uniquement dans l'intérêt de l'adoptant. Quant à l'adopté, il n'était nullement séparé de sa famille originelle, puisqu'il conservait des relations affectives avec ses anciens parents ainsi qu'avec ses frères et sœurs. A Rome, il existait également l'adoption politique et l'adoption servile.

Du VI<sup>e</sup> au XVII<sup>e</sup> siècles, l'Eglise a énormément influencé les sociétés européennes ex-romaines devenues chrétiennes ce qui engendra une disparition progressive de l'adoption légale. Cependant, celle-ci ne fut pas totale comme le soulève certains auteurs dont Paul Gonnet (1935), J. Goody (1985), Franck Roumy (1998a et b), ainsi que Didier Lett (1998).<sup>10</sup> Jusqu'à la Renaissance, il y a eu une forte exaltation des liens du sang qui a relégué au second plan la filiation adoptive, jugée inférieure à la filiation "naturelle" qui se fonde sur le mariage et la procréation (Roumy, 1998a, pp. 56-57).<sup>11</sup> L'adoption renaît progressivement avec St-Vincent de Paul, un prêtre illustre notamment pour avoir créé l'hôpital des Enfants-Trouvés à Paris en 1638, institution destinée à recueillir les enfants trouvés ou abandonnés (Coordination des ONG pour les droits de l'enfant [CODE], 2005, p. 19).

Toutefois, jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, l'adoption demeura le moyen de se procurer un successeur au nom et surtout aux biens de l'adoptant dépourvu de descendance. Ainsi, après un déclin dans l'ancien droit, dont certaines coutumes l'ignoraient, l'adoption fut progressivement consacrée au XIX<sup>e</sup> siècle (surtout après la Révolution française et le Code Napoléon de 1804). Elle survient à cette époque puisque la Révolution industrielle engendra de nombreux enfants abandonnés dont les aventures rocambolesques ont d'ailleurs fait

---

<sup>8</sup> De même que, sous une forme analogue impliquant l'établissement d'une filiation, dans les anciennes sociétés de Babylone, de Sumer, d'Inde, de Chine et du Japon notamment. Par contre, certaines sociétés traditionnelles africaines, amérindiennes et océaniques ont connu et connaissent un phénomène de « circulation d'enfants » dans plusieurs familles, sans substitution d'une filiation à une autre.

<sup>9</sup> Dans la Grèce antique, il n'y a pas vraiment de textes de lois sur l'adoption, mais plutôt des mythes dont celui d'Édipe, de Pâris, de Daphnis et Chloé. Ces mythes se retrouvent également dans la mythologie romaine avec Romulus et Rémus, etc. ou dans la religion avec Moïse. Dans la Rome antique, l'adoption procure un héritier à un homme sans enfant pour éviter l'extinction du lignage familial. Néron et Tibère auraient été adoptés pour cette raison.

<sup>10</sup> « En effet, une distinction importante s'impose entre l'adoption comme stratégie légale et patrimoniale, et l'adoption comme forme de placement (fostering) en un sens affectif et/ou charitable. Accueillir chez soi un enfant orphelin ou abandonné, le nourrir et l'élever comme et avec ses propres enfants, étaient chose assez courante dans les sociétés chrétiennes où des injonctions à la charité et à l'apprentissage comme affirmation d'identité sociale faisaient partie de la vie commune. Ce qui était rare, c'était l'adoption juridico-patrimoniale » (Kuehn, 1998, p. 70)

<sup>11</sup> A partir d'une maxime stigmatisant la nécessaire différence d'âge entre l'adoptant et l'adopté posée par le droit de Justinien, à savoir [il n'est pas permis à un plus jeune d'adopter un plus âgé que lui. L'adoption, en effet imite la nature et il est monstrueux que le fils soit plus âgé que le père [...] », les juristes médiévaux sont parvenus en quelques siècles, à reconstruire entièrement les règles juridiques relatives à la filiation adoptive. Si celle-ci, à leurs yeux, doit en tout point « imiter la nature » [adoptio naturam imitatur], c'est pour mieux se conformer à un ordre divin de l'univers se matérialisant par une procréation légitime dans le mariage (Roumy, 1998a, p. 51).

l'objets de nombreux récits romanesques : Charles Dickens (« Oliver Twist » 1839), Victor Hugo (Cosette dans « Les Misérables », 1862), Hector Malot (« Sans Famille », 1878), Lucy Maud Montgomery (« Anne of green gables », 1908), etc..

Ainsi, l'adoption remplit un large éventail de fonctions sociales incluant une grande diversité de conditions, de procédures et d'effets. Mais on retrouve aussi un certain nombre de traits communs. A l'origine l'adoption était essentiellement d'ordre privée, voire parfois informelle entre les parents et l'adoptant. En effet, l'adoption était fréquemment motivée par le désir de continuer la ligne de descendance principale dans une famille (élargie), afin que des biens, et en particulier des terres, demeurent dans la famille. En pareil cas, les intérêts familiaux sont à l'évidence prépondérants et l'adoption ne visait aucunement à offrir une sécurité à l'enfant (Van Loon, 1990, p. 23). Toutefois, un premier changement s'amorça lorsque ces comportements vont progressivement céder le pas au souci du bien-être de l'enfant. Sous la pression de l'opinion publique et en vue de régulariser notamment la situation des orphelins de la Première Guerre mondiale, plusieurs pays ont promulgué leur première loi en matière d'adoption ou on révisé les lois existantes. Depuis la Première Guerre mondiale, l'adoption prit donc son envol et devint selon l'expression du Doyen Savatier une « institution en euphorie » (Savatier, cité par Huet-Weiller, 1985, p. 612).

A l'origine, « l'adoption représentait le moyen d'assurer la transmission d'un patrimoine ou d'un nom, elle était considérée comme une sorte de fiction par la loi » et avait donc des effets limités, puisqu'elle ne devait pas détruire les liens du sang (Ancel, 1961, p. 566). Un lien de filiation était certes créé entre l'adoptant et l'adopté, mais ce dernier n'entrait pas dans la famille adoptive et conservait la plupart de ses liens avec sa famille par le sang. C'est une adoption que l'on qualifierait de simple ou *adoptio minus plena*. L'adoption simple fut généralisée jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle. La tendance moderne, au contraire, dans la mesure où précisément elle cherche à créer une véritable famille adoptive, tend à faire sortir l'adopté de sa famille d'origine. Mais cette tendance n'est pas uniforme, ni continue. Cette nouvelle adoption est appelée adoption plénière qui est la forme légale privilégiée dans les pays occidentaux (Ouellette citée par Fine, 1998, p. 153). Elle attribue à l'enfant une nouvelle famille et accorde aux adoptants un statut parental exclusif. L'adoption plénière traditionnelle ou fermée rompt les liens entre l'enfant et sa famille d'origine et confère à l'adopté la qualité d'enfant légitime. La famille d'origine s'efface ainsi au profit de la famille adoptive (Goubeau & Beaudoin, 1996, p. 52). L'adoption internationale est une *adoption plénière*.



Nous pouvons encore relever qu'une nouvelle forme est apparue aux Etats-Unis et qu'on nomme adoption ouverte. Ces adoptions ouvertes peuvent être restrictives (échange de renseignements et photos entre les familles), semi-ouvertes, où les parents d'origine rencontrent initialement la famille adoptive puis échangent avec la famille adoptive des informations sur leur enfant ou ouvertes (*open adoption*). Le principe est donc de maintenir un lien entre la famille adoptive, l'enfant et la famille d'origine (Goubeau & Beaudoin, 1996, p. 52).

Après cette mise en perspective historique et juridique de l'adoption, nous allons à présent nous intéresser à l'adoption internationale en tant que telle.

## 2.2 L'ADOPTION INTERNATIONALE

---

Contrairement à l'adoption "classique" que nous venons de développer, l'adoption internationale est un phénomène relativement récent, puisque son point de départ s'inscrit dans le milieu du XX<sup>e</sup> siècle. L'adoption s'est adaptée aux mutations socioéconomiques, politiques et familiales survenues en Occident principalement vers le début des années 60 et a progressivement intégré les principes d'extranéité (la nationalité, la résidence, le domicile, etc.), d'internationalité et de transnationalité.<sup>12</sup> Etant donné que l'adoption internationale implique le mouvement d'enfants principalement des pays en voie de développement vers l'Europe occidentale, l'Amérique du Nord, la Scandinavie et l'Australie, elle nécessite des intermédiaires pour veiller au bon déroulement du processus, ainsi que des structures de surveillance qui peuvent être d'ordre public ou privé.

### 2.2.1 DÉFINITION

---

Comme l'adoption "classique", l'adoption internationale est une filiation juridique, mais entre des parents adoptifs d'un pays ou d'une certaine nationalité avec un enfant d'un autre pays ou d'une autre nationalité. Nous pouvons distinguer l'adoption à l'étranger (*intercountry adoption*), qui implique une modification de la résidence habituelle de l'enfant quelle que soit la nationalité des parents adoptifs et l'adoption internationale (*international adoption*) proprement dite qui met en jeu des parents d'une nationalité différente de l'enfant, que ces derniers résident ou non dans le pays habituel de résidence de l'enfant (Commission des questions sociales, de la santé et de la famille, 1999, p. 2).

---

<sup>12</sup> A titre informatif, lorsqu'il a fallu trouver l'expression française pour parler de *intercountry adoption*, certains membres de la Commission spéciale sur les affaires générales et la politique de la Conférence de la Haye avaient suggéré le qualificatif d'adoption transnationale, qui a fortement déplu, car surtout usité dans le droit des transactions internationales (Parra-Arangen, 1994, p. 9).

L'adoption internationale peut également être considérée comme un type de circulation d'enfants. Mais contrairement à la majorité des cas qui se font sans renonciation aux droits parentaux, sans rupture de liens affectifs, ni opprobre liée au placement d'enfants (Lammerant, 2001, p. 91), l'adoption internationale représenterait un transfert définitif et total d'enfants vers de nouveaux parents (Lallemand, 1993). Comment explique-t-on dès lors l'émergence et le développement de l'adoption internationale ?

---

### 2.2.2 HISTORIQUE

---

L'adoption internationale s'est développée en cinq vagues (Alstein & Simon, 1991). La première eut lieu suite à la Deuxième Guerre mondiale qui laissa des milliers d'enfants orphelins provenant d'Allemagne, d'Italie, de Grèce, du Japon et de la Chine. Ces enfants ont été confiés à des familles américaines, canadiennes, australiennes ainsi qu'européennes et dans une moindre mesure, chinoises et japonaises (Riley, 1997 ; Freundlich & Lieberthal, 2000). L'adoption de ces enfants représentait une réponse humanitaire *ad hoc* à la situation des enfants abandonnés durant la guerre, mais également empreinte de compassion et de préoccupations d'ordre affective (Secrétariat à l'Adoption Internationale [SAI], s. d.).

L'adoption d'enfants de Corée du Sud, à la fin de la guerre en 1953, initia la seconde vague, ainsi que la pratique de l'adoption internationale à large échelle. Néanmoins, les adoptions internationales restèrent majoritairement intra-européennes jusqu'à la fin des années '60, où débuta la décolonisation des nations. A cette période, l'adoption internationale connut un véritable essor et devint alors un phénomène mondial avec comme principale base idéologique la solidarité du monde industrialisé et occidental avec le Tiers Monde. Ce sentiment était le corollaire de la culpabilité et de la responsabilité des anciens colonisateurs envers le fardeau que devaient affronter les nations nouvellement décolonisées (UNICEF, 1998, p. 2). En effet, le Nord cherchait à se déculpabiliser de l'abondance dans lequel il vivait en « portant secours » aux milliers d'enfants laissés pour compte.<sup>13</sup> Il se développa alors un axe Nord-Sud (troisième vague) de l'adoption internationale : de l'Amérique latine et de l'Asie vers les États-Unis et l'Europe, donc des enfants des pays pauvres vers les pays riches (SAI, s. d.).

Dans les années '70, l'adoption a commencé à revêtir le caractère d'un phénomène mondial et les enfants sont "exportés" en masse. Car, dans de nombreux pays industrialisés le

---

<sup>13</sup> « [...] natural disasters in South Asia, HIV and famine crises in Africa, sociopolitical upheaval and poverty in eastern European and South American countries and restrictive family planning policies in China have resulted in calls for the significant movement of children to adoptive homes in developed countries » (Bergquist, 2009, p. 622).

nombre d'enfants adoptables a commencé à baisser fortement en raison des changements sociaux et démographiques. En effet, les taux de natalité se sont mis à décroître, la régulation des naissances est devenue socialement admise, l'avortement a commencé à être légalisé, la honte qui s'attachait aux naissances illicites a reculé et les parents célibataires (surtout la levée de la stigmatisation sociale des mères célibataires) ont eu accès aux prestations sociales.

Ainsi, à mesure que l'institution de l'adoption était de plus en plus socialement admise, le nombre d'enfants disponibles pour l'adoption commençait à diminuer, tandis que la demande, elle, continuait de croître, en raison notamment du désir d'enfant et de l'augmentation de la stérilité, ainsi que de l'« hypofécondité » (Van Loon, pp. 57-59). Pour répondre à cette demande, les agences et les intermédiaires se multiplièrent et usèrent de moyens plus ou moins acceptables (UNICEF, 1998, p. 2). C'est à partir de ce moment-là que le langage économique a fait son apparition en parlant d'une courbe d'offre d'enfants valables dans les pays en développement et d'une courbe de demande dans les pays développés (Degeling, avril 2008, p. 8). Conjointement, le trafic d'enfants à grande échelle commence à être dénoncé, bien qu'il existait déjà auparavant.

Au début des années 1990, à la suite de l'effondrement de l'URSS, la création de nouveaux États à l'Est et le passage à l'économie de marché, le flux des adoptions internationales suit un nouvel axe Est-Ouest en plus de l'axe Nord-Sud traditionnel (SAI, s. d.) (quatrième vague). C'est également la première fois, depuis la Deuxième Guerre mondiale, que des enfants "blancs" étaient disponibles en si grand nombre à l'adoption internationale (Hollingsworth, 2003).

La cinquième et dernière vague, qui se situe vers 1995, est incarnée par l'adoption des enfants originaires de Chine, surtout suite à la « politique de l'enfant unique » lancée par le régime chinois en 1979. La majorité des enfants abandonnés ou placés pour l'adoption sont des filles, puisque historiquement le garçon a plus de valeur qu'une fille dans la famille chinoise.

De nos jours, la demande d'enfants est toujours aussi forte, alors que de nombreux pays ont fermé leurs portes à l'adoption internationale principalement suite à des pratiques illégales, comme nous le verrons dans les prochains chapitres.

---

### 2.2.3 LES FONCTIONS SOCIALES

---

Les premières considérations liées à l'adoption internationale étaient d'ordre humanitaire et les enfants adoptés étaient des enfants plus âgés, avec parfois des carences physiques ou mentales (Triseliotis, 2000, p. 48). En effet, lors de la Guerre de Corée (1950-1953), insérée dans un contexte de Guerre Froide et de politique étrangère anti-communiste, de nombreux Américains se sont mobilisés pour "sauver" les orphelins de race mixte de Corée du Sud. Le christianisme, le travail des missionnaires et la religion ont également joué un rôle important, puisqu'à cette époque le caritatif était intrinsèquement lié au religieux. Plus de 38'000 enfants coréens ont ainsi été adoptés aux Etats-Unis entre 1953 et 1981 (Comité de la Pédiatrie Communautaire, 2006) alors que de telles pratiques n'étaient auparavant pas courantes dans ce pays.<sup>14</sup>

Les motivations pour l'adoption internationale se sont également modifiées, pour ne répondre plus qu'à des considérations personnelles, à savoir fonder une famille. Par ailleurs, ce n'est que dans le courant du XX<sup>e</sup> siècle, que la « famille adoptive fait avec éclat sa rentrée sur la scène juridique » et s'affirme (Ancel, 1961, p. 563). Parallèlement, les changements démographiques et sociaux survenus dans les années '70 dans les pays industrialisés eurent de vastes conséquences. Le type de personnes adoptants changea pour céder la place à des familles de classe moyenne désireuse de créer ou d'agrandir la famille et qui pour cela aspirent à des enfants plus jeunes. Et ce désir répond à différents besoins.

En effet, à l'échelle individuelle parentale, le désir d'enfant est sous-tendu par différents besoins, des plus conscients aux plus inconscients. Dans leur étude, Kellerhals & Widmer (2005, p. 64), exposent trois genres de motivations principales. La première est la relation : l'enfant est désiré, parce qu'il est l'occasion d'une communication privilégiée, d'un épanouissement personnel, d'offrir une preuve d'amour à l'autre. La deuxième est l'action, s'occuper d'un enfant est une activité désirée. Le troisième est l'identité car le statut des membres du couple change, d'époux ils deviennent parents (prestige, valeur). En général le désir d'enfant suit le mariage, ou est une des causes du mariage. Les parents actuels négocient la conception de l'enfant, qui correspond entre autre à un besoin de continuité (inscription dans la lignée), un désir narcissique (continuation de soi) ou de faire mieux que ses parents

---

<sup>14</sup> En Corée, les enfants orphelins étaient traditionnellement pris en charge par la famille élargie. Les premiers orphelinats de style occidental ont été introduits par les missionnaires dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (Hubinette, 2004). La pratique occidentale de l'adoption par des gens qui n'ont aucune parenté via une agence n'était pas pratiquée, car les croyances culturelles enracinées dans la doctrine du néo-confucianisme depuis le XVII<sup>e</sup> siècle n'autorisaient que l'adoption à des fins telles que l'héritage et la continuité de la lignée paternelle. Toutefois, l'adoption n'était pas considérée comme étant favorable (Javier, Baden, Biafora & Camacho-Gingerich, 2007).

(pan identificatoire), etc..<sup>15</sup> Mais le plus souvent, c'est l'ensemble de ces besoins, dans tout ce qu'ils recèlent d'ambivalence, qui agissent conjointement (CODE, 2005, p. 10). Ainsi, comme l'affirme Huet-Weiller (1985) « de remède à l'absence d'héritier, l'adoption devient ainsi un moyen de pallier à l'absence de parents et à l'absence d'enfant » (p. 612). Elle est souvent considérée comme une alternative à la procréation médicalement assistée et représenterait même une sorte de thérapie, d'« antidote à l'abandon » (Lammerant, 2001, p. 26).

Du côté de l'enfant, l'adoption internationale constitue selon Verhellen (1999, p. 97) « un droit spécifique » d'un groupe-cible particulièrement vulnérable, les enfants abandonnés, momentanément séparés ou orphelins, et son rôle primaire est d'offrir une protection à ces enfants, de leur assurer les soins nécessaires (CDE, art. 21), de leur permettre une survie et un développement dans le respect de leurs droits. Cette mesure de protection sociale et légale s'inscrit dans un système plus vaste de protection de l'enfance, basé sur les droits de l'enfant. Précisons également que les filles se trouvent encore davantage exposées aux risques d'abus lorsqu'elles sont momentanément séparées, abandonnées ou orphelines (exploitation sexuelle, etc.). Mais cette distinction, bien qu'elle soit importante, ne rentrera pas dans le cadre de ce travail.

---

#### 2.2.4 UNE MESURE DE PROTECTION UNIVERSELLE ?

---

L'adoption considérée comme une filiation élective et juridique n'est pas pratiquée dans tous les pays. En effet, certains l'interdisent ou l'ignorent. Dans les Etats musulmans, à l'exception de la Turquie, de l'Indonésie et de la Tunisie, l'adoption est interdite. Les musulmans ne reconnaissent pas la *tabnia*, conception de l'adoption. Ils proscrivent ce qu'ils considèrent comme une imitation de la nature. En effet, pour eux, l'adoption telle que pratiquée tente de calquer la filiation biologique (Amsatou, 1993). L'article 4 de la Déclaration sur les droits et la protection de l'enfant dans le monde islamique adoptée le 15 décembre 1994, dit ceci :

L'islam reconnaît à chaque enfant le droit à une filiation paternelle qui est un droit imprescriptible. C'est pour cette raison qu'il a interdit l'adoption qui prive l'enfant de ce droit. Cependant, il n'empêche pas qu'une famille intègre en son sein un enfant étranger et le protège, il y invite plutôt.

---

<sup>15</sup> Les couples stériles veulent le plus souvent réparer la blessure d'une image de soi déficiente ; le désir d'adoption des couples avec enfants coïncide parfois avec le besoin de nourrir une estime de soi par un acte qui s'inscrit dans le champ des valeurs reconnues de tous (Delannoy, 2006, p. 44).

Toutefois, le droit coranique reconnaît la kafalah qui est une décision de placement provisoire à laquelle il peut être mis fin à tout moment et qui cesse à la majorité de l'enfant. Le kafil prend bénévolement en charge l'entretien, l'éducation et la protection de l'enfant mineur « au même titre que le ferait un père pour son fils ». Cependant, la kafalah ne crée pas de lien de filiation<sup>16</sup> (Colombani, 2008).

Il y a également des pays qui ignorent l'adoption comme la Birmanie ou le Bhoutan. Car il existe, dans ces pays, des coutumes locales de prise en charge des enfants par la communauté lorsque les parents ne sont plus en mesure de subvenir à leurs besoins, par exemple en cas de décès ou de difficultés économiques. Par conséquent, cela ne signifie pas pour autant que l'adoption y est formellement interdite (Choulot & Diribarne-Somers, 2007, p. 101).

En Afrique noire francophone, par exemple, l'adoption telle qu'elle est considérée par nos structures occidentales n'existent pas en tant que telles. Elle existe de fait.<sup>17</sup> Car les parents confient leurs enfants à de la famille ou des amis pour l'éducation (Amsatou, 1993, p. 144). Le but de cette adoption n'est donc pas de créer un lien de filiation.

Au vue de ce qui a été dit ci-dessus, l'adoption internationale ne constitue pas une mesure de protection de l'enfant acceptée partout dans le monde. Certains Etats l'interdisent simplement, tandis que d'autres l'adoptent en fonction de leur culture et de leur tradition. C'est pourquoi l'adoption internationale ne peut être considérée comme une mesure de protection de l'enfant universellement acceptée.

---

### 2.2.5 TENDANCES ACTUELLES

---

L'analyse statistique par pays démontre que l'adoption internationale n'est pas un phénomène bilatéral entre États qui s'échangeraient des enfants, mais qu'il est unilatéral et que, de façon prédominante, il apparaît que le transfert d'enfants se fait des pays d'origine (ou donneur) vers les pays d'accueil (ou receveur). Ce qui correspond à un mouvement des pays pauvres vers les pays riches. Toutefois, les États les plus pauvres ou les plus peuplés ne sont pas pour autant ceux qui fournissent le plus d'enfants à adopter, puisque le nombre des adoptions est avant tout déterminé par la demande des pays riches (Selman, 2006). Ces

---

<sup>16</sup> Cette pratique est à mettre en corrélation avec un verset du Coran indiquant que « Dieu ne loge pas deux cœurs au dedans de l'Homme [...] non plus qu'il ne fait vos fils de ceux que vous adoptez » (Vulbeau, 2008, p. 23).

<sup>17</sup> L'adoption, telle qu'elle est pratiquée en Afrique noire francophone est en grande partie une conséquence des structures familiales et sociales. Elle est en outre une manifestation de la solidarité entre membres du groupe. En effet, les structures sociales et familiales négro-africaines sont telles que le groupe familial élargi peut à tout moment prendre en charge ses enfants, lorsque, pour une raison ou une autre, leurs père et mère viennent à disparaître. L'éducation de tels enfants est alors assurée par les aînés du lignage et notamment par les frères et sœurs pris au sens le plus large, incluant donc les cousins et cousines jusqu'à des degrés assez éloignés (Amsatou, 1993, pp. 142-143).

transferts créent une hiérarchie entre les nations, certaines n'ayant rien à donner que leurs enfants, tandis que d'autres sont demandeuses et réceptrices d'enfants. Ou autrement dit le pays pauvres ont des enfants qui ont besoin d'un foyer et les pays riches ont des foyers en besoin de bébé (Graff, 1 novembre 2008).

Ceci étant dit, le nombre d'adoptions internationales a augmenté de façon significative et constante dans la plupart des pays d'Europe occidentale après 1945, pour atteindre un pic entre 1970 et 1985. De manière générale, le nombre d'adoption internationale a continué à croître jusqu'à nos jours. Cependant, depuis la fin des années 80,<sup>18</sup> l'adoption internationale a subi une certaine régression dans certains pays, due vraisemblablement à de multiples facteurs, parmi lesquels la diminution du nombre d'enfants adoptables, le renforcement des garanties de respect des droits des enfants et des parents d'origine, la lutte contre les trafics, la prise de conscience des difficultés de l'adoption, etc. (Lammerant, 2001, pp. 4-5). En Italie, l'adoption internationale a connu une progression constante depuis 2000 et qui s'est stabilisée en 2009 (Lammerant & Hofstetter, 2007) (cf. Tableau 1). Dans d'autres pays, par contre, comme la France, Italie et Espagne, elle a sensiblement augmenté jusqu'en 2005. Depuis 2004-2005, cette tendance à la baisse semble toucher les pays d'accueil les plus importants, en Europe et en Amérique du nord.

**Tableau 1 : Evolution globale du nombre d'adoption internationale par pays d'accueil**

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Etats-Unis</b>	20'099	21'616	22'884	22'728	20'679	19'613	17'433	12'753
<b>Italie</b>	2'225	2'772	3'402	2'874	3'188	3'420	3'977	3'964
<b>France</b>	3'551	3'995	4'079	4'136	3'977	3'162	3'271	3'017
<b>Espagne</b>	3'625	3'951	5'541	5'423	4'472	3'648	3'156	3'006
<b>Allemagne</b>	1'919	1'720	1'632	1'453	1'388	1'432	1'251	n/a
<b>Canada</b>	1'926	2'180	1'955	1'871	1'535	1'717	1'208	605
<b>Suède</b>	1'107	1'046	1'109	1'083	879	800	793	912
<b>Pays-Bas</b>	1'130	1'154	1'307	1'185	816	782	767	682
<b>Danemark</b>	609	522	527	586	448	429	395	498
<b>Suisse</b>	558	722	658	452	455	394	279	444
<b>Australie</b>	561	472	502	585	576	568	440	441
<b>Norvège</b>	747	714	706	582	448	426	304	344
<b>Total</b>	38'057	40'864	44'302	42'958	38'861	36'391	33'274	26'666

(Sudre, 2010, p. 11)

<sup>18</sup> Environ 20'000 par année dans les années '80 (Alstein & Simon, 1991) à 32'000 fin des années '90 (Selman, 2006).

Les raisons de cette baisse sont d'une part que certains pays d'origine ont fermé leurs portes à l'adoption internationale suite aux pressions internationales (Vietnam, Libéria, Inde, Guatemala). D'autre part, la Chine, la Corée du Sud et la Russie semblent être entrés dans un processus permanent de réduction du nombre d'enfants disponibles pour l'adoption internationale (Smolin, 2010). L'amélioration des conditions économiques dans certains pays en développement, ainsi que la mise en place de politiques familiales, ont favorisé les adoptions nationales. Quant aux autres facteurs ayant également une influence sur la fluctuation des chiffres, nous pouvons citer des crises humanitaires (catastrophe naturelle comme en Haïti, etc.), la ratification de la Convention de la Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale (ClaH) qui a fortement réduit les adoptions en Roumanie par exemple ou en Chine (la ClaH est entrée en vigueur en 2006) et la concurrence que se livrent les pays d'accueil.

Le nombre d'adoption globale (domestique et internationale) s'élevait à plus de 260'000 par année vers 2005 (United Nations Population Division [UNPD], 2009, p. 66). Précisons que ce nombre n'inclut pas les adoptions privées où les parents adoptifs rencontrent directement les parents d'origine. Il est difficile d'avancer un chiffre précis en matière d'adoption internationale, car il n'y a pas en ce domaine d'obligation déclaratoire pour les États, qu'ils soient d'accueil ou d'origine, pas même au titre de la Convention de la Haye de 1993. De plus, les pays ne font souvent pas la différence entre adoption domestique et adoption internationale. Il faut donc s'en remettre aux éléments disponibles pays par pays, qui peuvent comporter des facteurs d'incertitudes (Colombani, 2008). De plus, les adoptions qui se font illégalement sont également difficilement quantifiables. Toutefois, l'adoption internationale (*intercountry* et *international*) impliquerait le transfert d'environ 30'000 à 40'000 enfants par année vers les pays d'accueil, ce qui correspond environ entre 9% et 15% du nombre d'adoptions totales. Ce sont les Etats Unis qui reçoivent le plus grand nombre d'enfants provenant d'autres pays, soit environ 10'000 par année (Masson, 2001 ; Javier, Baden, Biafora & Camacho-Gingerich, 2007). Suivent ensuite l'Italie et la France. Comme nous le voyons dans le tableau à la page suivante, les principaux pays d'accueil ou receveur, où les enfants sont adoptés, sont principalement situés en Europe occidentale, en Amérique du Nord, en Australie et en Nouvelle-Zélande.

Quant aux pays d'origine, où les enfants vivaient avant d'être transférés, ils varient selon les périodes. En effet, après la Deuxième Guerre mondiale, il s'agissait de la Grèce, l'Italie, l'Allemagne et le Japon. A partir de la mi-1950, c'était la Corée. Puis, s'ajoutèrent



l'Equateur, la Colombie, le Brésil, les Philippines et l'Inde, dans les années '80. Vers 1990, ce fut la Roumanie. Mi '90, ce fut le tour de la Chine et de la Russie (Selman, 2006, pp. 189-190). La France, qui est un des principaux pays receveurs, s'est tournée vers Haïti et le Vietnam vers 2005. De manière plus générale, plus de la moitié des enfants adoptés sont issus de la Chine, la Fédération de Russie, du Guatemala, de l'Ukraine et de la République de Corée (UNPD, 2010, pp. 3-4). Nous voyons donc que peu d'enfants adoptés internationalement proviennent de l'Afrique, de l'Amérique latine ou des Caraïbes (cf. Tableau 2).

Concernant le sexe des enfants, on parle souvent d'une prédominance de filles, comme un ratio de 100 filles pour 87 garçons (UNPD, 2009, p. 96). Mais en fait, cela dépend des pays d'origine. En effet, des pays comme la Chine, l'Inde ou le Vietnam ont une claire majorité de filles pour l'adoption, alors que pour l'Ukraine et la Corée du Sud, ce sont plutôt des garçons. Quant à l'âge des enfants, cela dépend également des pays d'origine et de leurs législations, car certains pays ne permettent pas l'adoption d'enfants en dessous de 1 ou 3 ans (Selman, 2006, pp. 196-197).

**Tableau 2 : Nombre d'adoptions internationales dans les pays d'origine par ordre croissant**

1980 - 1989		
Rang	Pays	Nombre
1	République de Corée	6'123
2	Inde	1'532
3	Colombie	1'484
4	Brésil	753
5	Sri Lanka	682
6	Chili	524
7	Philippines	517
8	Guatemala	224
9	Pérou	221
10	El Salvador	218

1998 - 2006		
Rang	Pays	Nombre
1	Chine	8'644
2	Fédération de Russie	5'777
3	Guatemala	3'726
4	Ukraine	2'672
5	République de Corée	2'258
6	Vietnam	1'419
7	Inde	1'098
8	Bulgarie	1'010
9	Kazakhstan	948
10	Colombie	846

(Kane, S. 1993, cité dans UNPD, 2009, p. 82)

---

## 2.2.6 DEUX "TYPES" D'ADOPTION

---

Il ne s'agit pas de type d'adoption à proprement parler, puisque les différentes sortes d'adoption sont soit simples, soit plénières, et peuvent être *endo-* ou *hétérofamiliales*, selon que l'enfant est apparenté ou non aux adoptants. Cependant, dans le cadre de ce travail, nous distinguons volontairement deux types d'adoption afin de mettre en évidence le fait qu'il existe une adoption légale, ainsi qu'une adoption qui se déroule en dehors de tout cadre juridique. Toutefois, la frontière entre les deux est parfois très ténue. En effet, la falsification de certificats de naissance par exemple est difficilement décelable.

### 1) LÉGALES

---

Les adoptions légales et régulières s'opèrent dans un cadre très précis et dans le respect des législations nationales des pays donneurs et receveurs, ainsi que de la législation internationale, dont la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale de 1993 pour les pays. Nous en reparlerons au chapitre 3.1.

### 2) ILLÉGALES

---

Les adoptions illégales représentent celles qui se déroulent en dehors de tout cadre juridique. Elles sont qualifiées de trafic international et englobent « l'ensemble du processus organisé par lequel un enfant est déplacé à l'intérieur ou à l'extérieur des frontières d'un pays, par le vol ou la violence, moyennant une contrepartie financière » (Hürzeler-Caramore, Hofstetter, Bengoa & Chibatte, 2004, p. 93). Ces pratiques illégales ont existé dès l'origine du processus, mais ont réellement pris leur essor lorsque la demande des pays occidentaux est devenue supérieure à l'offre et a exercé une pression sur les pays d'origine. En effet, ce déséquilibre a favorisé le développement d'un commerce lucratif pour combler une demande toujours croissante. Toutefois, leur nature secrète ne permet pas d'en évaluer l'ampleur.

---

## 2.3 SYNTHÈSE

---

Dans l'évolution historique de l'adoption s'inscrit également la perception de l'enfant. En effet, à l'origine, l'adoption était principalement considérée dans l'intérêt des adoptés et l'enfant était considéré comme un adulte en miniature. Selon Ariès (1960), le « sentiment de l'enfance » serait apparu au XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles, pour s'exprimer avec vigueur au XVII<sup>e</sup> siècle, où les premiers organismes de soutien aux enfants abandonnés apparaissent. Les représentations sociales de l'enfant ont conditionné les lois et les pratiques de l'adoption.

Avec l'augmentation du nombre d'enfants abandonnés suite à la Révolution industrielle, les Etats vont progressivement adopter des mesures de protection de l'enfant et l'adoption fut à peine inscrite dans leurs lois de certains pays qu'elle s'élargit pour intégrer un élément de transnationalité.

Durant tout le XX<sup>e</sup> siècle, la conception de l'adoption a considérablement évolué. A l'origine, l'adoption n'était nullement menée dans l'intérêt de l'enfant, mais bien dans celui des adoptants, que ce soit pour transmettre un héritage, accéder à une fonction publique, perpétuer la descendance, etc.. Elle a également permis de régulariser des filiations illégitimes. Par la suite, elle est devenue une mesure de protection sociale et légale de l'enfant privé de famille, fondée sur l'intérêt supérieur de celui-ci, en vue de répondre à ses besoins physiques et psychologiques tout en créant un lien moral, affectif et spirituel entre l'enfant et sa famille adoptive. Par conséquent, l'adoption est à la fois un « instrument de protection de la jeunesse et un mode d'établissement d'une filiation socio-éducative et socio-affective » (Lammerant, 2001, p. 4).

Nous avons vu que le cadre de l'adoption internationale est étroitement lié avec la notion de sauvetage d'enfants à travers les frontières dans un contexte soit de conflits armés, soit de désastres naturels ou encore de pauvreté. Quant aux pays d'origine de l'adoption, ils sont pour la plupart issus du Tiers Monde. Leur importance sur la scène de l'adoption est également étroitement corrélée avec les crises que ces pays connaissent, d'où l'identification de cinq vagues successives.

A cette division, certaines études opposent deux autres subdivisions, motivées toutes deux par des considérations humanitaires. La première, qui a duré jusqu'au milieu des années '70, s'est caractérisée par le besoin de trouver des familles pour les enfants ; la seconde, formée par la chute du taux de fertilité et le manque des bébés pour l'adoption domestique aux Etats-Unis et dans d'autres nations occidentales, est caractérisée par la demande d'enfants. L'adoption internationale perçue comme une relation mutuellement bénéfique entre un enfant en besoin d'un foyer et des adultes qui souhaitent élever un enfant s'est progressivement modifiée (Trenka, 2009). En effet, les considérations d'ordre affectif et humanitaire ont cédé le pas aux revendications du droit à l'enfant formulées même tacitement par les futurs parents adoptifs. Ce qui prime désormais n'est plus tant les besoins de l'enfant, mais plutôt la demande des adultes (Delfieu & De Gravelaine, 1988, p. 30).

Toutefois, quelques soient les différentes phases évolutives identifiées, il existe un consensus affirmant que l'adoption internationale a connu un changement de paradigme

délaissant la vision humanitaire pour embrasser en quelque sorte le libéralisme économique (Javier *et al.*, 2007). Ce marché est régi par les lois de l'offre et de la demande, dont le déséquilibre est en partie comblé par des pratiques illégales qui enrichissent des spéculateurs principalement basés dans les pays d'origine mais qui ancrent leurs racines jusque dans les pays d'accueil. Sans pour autant entrer dans les détails, certains auteurs dont Ian Atzet (2010) ont d'ailleurs analysé l'adoption internationale selon différentes problématiques inhérentes au marché.

Pour autant, l'être et le devenir de l'adoption internationale n'est pas si sombre, puisqu'il existe une législation internationale qui caractérise cette institution et délimite le champ d'action des différents acteurs impliqués dans le processus adoptif. Comme nous allons le voir dans le chapitre suivant, il s'agit d'une sorte de code éthique de l'adoption internationale.

### 3. FONCTIONNEMENT

---

Pour assurer le bien-être et l'intérêt supérieur de l'enfant vivant sur leur territoire, il incombe aux États de promouvoir la mise en place d'un système de protection de l'enfance, conformément à leurs obligations internationales. Ces derniers englobent les lois, les politiques, les procédures ainsi que les pratiques destinées à prévenir et à lutter efficacement contre les divers problèmes de maltraitance (sévi­ces, négligence, etc.), l'exploitation commerciale ou sexuelle, le trafic, le travail des enfants, la discrimination, les pratiques traditionnelles dangereuses comme la mutilation génitale et le mariage forcé, mais aussi toutes autres formes d'abus qui entraveraient sa survie, son développement et son bien-être physique et émotionnel (United Nations High Commissioner for Refugees [UNHCR], 2008). Ce système implique également des acteurs tant au niveau parental (micro-contexte), familial et communautaire (méso-contexte), qu'au niveau institutionnel et étatique (macro-contexte), qui élaborent des stratégies et développent des synergies pour créer un environnement protecteur autour de l'enfant qui se trouve au cœur du système.

Il faut également que ce système de protection soit efficient. Pour cela, les États doivent, dans un premier temps, ratifier les principales normes internationales de protection des droits de l'enfant et les transposer dans leur législation. Ils doivent également assurer une prise en charge adaptée aux différents profils d'enfants (handicapé, réfugié, etc.) et leur offrir des solutions satisfaisantes et durables. C'est pour cela que la plupart des États possèdent des lois nationales et ont également ratifié des traités internationaux en vue de protéger les enfants du travail forcé, de la pauvreté, de la maladie et de l'exploitation. Ils ont également émis des lois afin de retirer un enfant de situations dangereuses pour le placer dans un environnement sain et aimant (Myers, 2009, p. 790), comme c'est le cas pour les enfants orphelins ou abandonnés. Les mesures de protection spéciale de l'enfance peuvent être des placements temporaires comme les familles d'accueil ou les institutions ou des solutions à long terme comme l'adoption. Nous allons dans un premier temps identifier les principales législations en la matière, avant de nous pencher sur les acteurs susceptibles d'intervenir et d'interagir dans le cadre d'une adoption internationale.

#### 3.1 INSTRUMENTS DE RÉGULATION DE L'ADOPTION INTERNATIONALE

---

L'adoption internationale est soumise à trois niveaux de régulation qui contiennent chacun des règles juridiques. Le premier concerne les règles sociétales, inhérentes à une société, une culture. Le deuxième a trait aux règles nationales, liées à l'adoption au niveau

national. Enfin le troisième et dernier englobe les règles internationales régissant l'adoption internationale. Ces trois niveaux "législatifs" peuvent entrer en conflit selon les Etats.

Les règles sociétales déterminent le comportement adopté par la communauté notamment par rapport aux enfants les plus vulnérables. Dans de nombreuses cultures, c'est la communauté qui prend en charge les enfants privés de parents, que ce soit des membres de la famille ou des voisins. L'enfant retrouvera ainsi des parents de « substitution » comme c'est notamment le cas en Afrique, au Brésil, en Haïti, etc.. Concernant les textes d'application nationaux, ils occupent naturellement une place essentielle dans la multitude des normes applicables à l'adoption. En effet, ce sont les lois du pays d'accueil qui déterminent qui peut se porter candidat à l'adoption internationale, quelles sont les conditions à rencontrer avant que l'enfant entre au pays et quels seront dorénavant ses droits. Ce sont par contre les lois du pays d'origine qui déterminent si l'enfant est adoptable, quelles conditions doivent être respectées avant qu'il puisse être adopté par des ressortissants étrangers et quels seront les effets de cette adoption sur son statut à l'intérieur de ce pays.

Quant aux normes internationales, il a fallu plusieurs années pour que la Communauté internationale prenne conscience de la nécessité de réguler l'adoption internationale, afin de réduire toutes pratiques illégales. En effet, ce n'est que vers le milieu des années '50 que la Communauté internationale commence à s'interroger sur la question de l'adoption internationale. En 1960, un séminaire sur l'adoption internationale, qui s'est tenu à Leysin en Suisse, peut être considéré rétroactivement comme un événement majeur qui a renforcé la conception naissante de l'adoption, axée sur la protection de l'enfant. Cette conception a inspiré les travaux législatifs internationaux (Conseil de l'Europe et Conférence de La Haye) comme nationaux. La quasi-totalité des pays industrialisés ont commencé à revoir leur législation en matière d'adoption en plaçant de plus en plus l'accent sur l'intérêt de l'enfant. Ce cycle d'études a abouti à l'élaboration de principes considérés comme fondamentaux en matière d'adoption internationale et qui se retrouvent pour la plupart dans la Convention de La Haye du 29 mai 1993 (Van Loon, 1990, p. 35) (cf. Annexe 2 pour consulter ces principes). En 1971, une Conférence mondiale sur l'adoption et les familles d'accueil rend à nouveau attentif la Communauté internationale sur la nécessité de réglementer en vue de sauvegarder les droits et l'intérêt supérieur de l'enfant (UNICEF, 1998, p. 2).

Concernant les textes législatifs internationaux à proprement parler, ils se sont surtout développés dans les années '80, période qui connut de nombreux abus dans l'adoption

internationale que ce soit dans les pays d'Europe de l'Est ou en Amérique centrale et latine où les médias ont relaté de nombreuses histoires où des enfants ont été vendus (Muntarhorn, 1994). Dans les années 1990, la préoccupation s'est orientée sur la protection et les droits de l'enfant dans l'adoption internationale (Javier *et al.*, 2007, p. 163). Les conventions internationales définissent dorénavant les normes internationales visant, en particulier, à protéger les enfants et à concilier les droits et les perspectives des différents pays entre lesquels les enfants adoptés circulent (Ouellette, Collard & Lavallée, 2005, p. 13).

---

### 3.1.1 LES DEUX PILIERS

---

Il existe plusieurs textes législatifs, conventions et déclarations qui contribuent à donner un cadre à l'adoption internationale. Comme nous ne pouvons pas toutes les présenter ici, nous nous centrerons essentiellement sur deux textes fondamentaux qui forment la pierre angulaire de l'adoption internationale. Toutefois, vous trouverez en annexe 3 une liste chronologique des textes législatifs en la matière.

Les réflexions et les préoccupations de la Communauté internationale tenues depuis le milieu du XX<sup>e</sup> siècle se traduiront plus concrètement dans les textes de la Convention des Nations Unies de 20 novembre 1989 relative aux droits de l'enfant et la Convention de la Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale (Colombani, 2008 ; SAI, s. d.). Dans la mesure où la Convention a été une source d'inspiration majeure pour l'élaboration de la ClaH – le parallèle dans la formulation des articles en atteste – certains vont même jusqu'à considérer cette dernière comme un « instrument de mise en œuvre de la Convention » (Boéchat, 2006, p. 31). Pour d'autres, elle constitue, dans sa conception, un développement très substantiel de l'article 21 de la Convention (Bucher, 2003, p. 68). Nous allons donc passer en revue ces deux textes.

#### 1) LA CONVENTION INTERNATIONALE RELATIVE AUX DROITS DE L'ENFANT

Le 20 novembre 1989, la Convention internationale relative aux droits de l'enfant a été adoptée par 193 pays sur 195. Pour la première fois, les droits de l'homme sont reconnus à l'enfant. Cette convention est l'instrument législatif relatif aux droits de l'homme le plus complet en ce qui concerne la promotion et la protection des droits de l'enfant, puisqu'elle clarifie le niveau et l'étendu des standards à respecter pour le développement optimal et le bien-être des enfants, considérés individuellement et en tant que groupe, quelque soit leurs situations (Cantwell, 1998, p. 311). Elle consacre la reconnaissance d'un nouveau statut à

l'enfant, comme personne à part entière, détentrice de droits attachés à sa personne (Zermatten, Trembley, Rausis & Pillet, 1997, p. 3) et la Convention énumère la liste de ces droits. Elle demande également aux Etats d'assurer la mise en œuvre de tous les droits inscrits dans la CDE. Car, les articles sont indissociables et interdépendants. Par conséquent, la violation d'un article implique forcément la violation d'un ou plusieurs autres. Les Etats doivent également offrir des mesures de protection, ainsi que les moyens pour permettre à l'enfant de participer dans le processus de décision ou de mise en œuvre. C'est ce qu'on a appelé « les trois P » : prestation, protection et participation. Nous retrouvons ces trois éléments dans l'article 21 qui traite de l'adoption. Par conséquent, nous nous concentrerons essentiellement sur l'article 21 et également sur l'article 20.

En effet, l'article 20 prévoit une protection de remplacement pour tout enfant temporairement ou spécifiquement privé de son milieu familial, dont fait partie l'adoption. Il s'agit donc « d'un droit spécifique » qui vise un groupe-cible particulier, les enfants privés de parents, et présente les conditions à l'intérieur desquelles l'adoption doit se dérouler. A l'article 21, let. b, la CDE reconnaît que l'adoption à l'étranger peut être envisagée comme un autre moyen d'assurer les soins nécessaires à l'enfant, si celui-ci ne peut être correctement pris en charge dans son pays. Les autres articles qui s'adressent aux enfants privés de protection parentales sont les articles 3 (intérêt supérieur de l'enfant), 7 (nom et nationalité), 9 (séparation des parents), 11 (déplacement), 20 (protection et aide spéciales) et 35 (enlèvement, vente et traite d'enfants). Ces différents articles regroupent les libertés et droits civils de l'enfant (7), ainsi que les mesures sur le milieu familial et les protections de remplacement (art. 9 et 11, en plus de l'art. 20).

## 2) LA CONVENTION DE LA HAYE DE 1993

Le 29 mai 1993, la dix-septième session de la Conférence de La Haye de droit international privé a adopté la Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale, entrée en vigueur le 1er mai 1995. Elle est communément appelée la Convention de la Haye de 1993 (ClaH). Il s'agit d'un instrument multilatéral qui établit une coopération entre les autorités des Etats d'origine et les Etats d'accueil.

La Convention de La Haye a pour but d'établir « des garanties pour que les adoptions internationales aient lieu dans l'intérêt supérieur de l'enfant et dans le respect des droits fondamentaux qui lui sont reconnus en droit international » (art. 1) et d'instaurer un système de coopération entre les Etats contractants, pour assurer le respect des garanties prévues dans



l'intérêt de l'enfant, des parents d'origine et des adoptants (art. 4-5 et 28-31), notamment le principe de subsidiarité de l'adoption internationale (art. 4, let. b), et prévenir ainsi l'enlèvement, la vente ou la traite d'enfants (art. 8, 32 et 33) (Lammerant, 2001, p. 71). Par conséquent, elle constitue un réel progrès car elle sert de référence dans les principes, mais elle laisse aussi une large autonomie d'application aux pays qui l'ont ratifiée. Cette convention a engendré une réforme dans la pratique de l'adoption internationale dite « pré-Hague » (donc avant son entrée en vigueur), qui était considérée comme « chaotique, incohérente et particulièrement sujette aux abus comme le trafic d'enfants » (Van Loon, 1990, p. 129).

Bien qu'elle ne parle pas spécifiquement des condamnations de trafiquants,<sup>19</sup> dans son article 1, let. b, la Convention a pour objet « d'instaurer un système de coopération entre les Etats contractants pour assurer le respect de ces garanties et prévenir ainsi l'enlèvement, la vente ou la traite d'enfants ». Toutefois, c'est le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants qui oblige les Etats à criminaliser et à punir les pratiques illégales. Toutefois, le respect de la ClaH devrait permettre d'éviter toutes pratiques illégales.

La Convention de la Haye de 1993 s'applique ainsi entre les Etats qui l'ont ratifiée. Ils sont actuellement, 83 Etats sont signataires de la Convention de la Haye (Etat au 3 août 2010), dont la majorité représente les pays d'accueil : Europe, Amérique du Nord, Australie, Nouvelle-Zélande (cf. annexe 4, carte des pays ayant ratifié la ClaH). Précisons également que les pays d'origine les plus sollicités, comme la Fédération de Russie (signé, mais pas ratifié), l'Ukraine, la Corée et le Vietnam (signé, mais pas ratifié), ne sont pas parties à la ClaH. Toutefois la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la Convention de la Haye « réitère la recommandation selon laquelle les États contractants, dans leurs relations avec les États non Contractants, devraient appliquer, autant que possible, les standards et les garanties prévus par la Convention » (Conférence de la Haye [HccH], 17-25 juin 2010, p. 5).<sup>20</sup>

---

<sup>19</sup> Le Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants impose notamment aux États parties d'incriminer pénalement le fait, pour un intermédiaire, de susciter «improprement» un consentement à l'adoption nationale ou internationale, en violation des instruments internationaux applicables (art. 3, 3.2, 4.2, 4.3, 9 et 10).

<sup>20</sup> En effet, la Commission spéciale sur le fonctionnement de la ClaH affirme que « reconnaissant que la Convention de 1993 est fondée sur des principes acceptés de manière universelle, et que les États parties sont convaincus de la nécessité de prévoir des mesures pour garantir que les adoptions internationales aient lieu dans l'intérêt supérieur de l'enfant et le respect de ses droits fondamentaux, ainsi que pour prévenir l'enlèvement, la vente ou la traite d'enfants, la Commission spéciale recommande aux États parties d'appliquer les standards et les garanties contenus dans la Convention, dans toute la mesure du possible, aux adoptions internationales effectuées dans les relations avec des États non contractants. Les États parties devraient également encourager de tels États, sans délai, à prendre toutes les dispositions nécessaires, incluant éventuellement la promulgation d'une législation et la création d'une Autorité centrale, afin de leur donner la possibilité d'adhérer à ou de ratifier la Convention » (Bureau permanent de la Conférence de la Haye de droit international privé, 2001, p. 46).

Par ailleurs, cette recommandation a été renouvelée dans le cadre du tremblement de terre survenu en Haïti en janvier 2010.<sup>21</sup>

Puisque la Convention a été universellement ratifiée, à l'exception des USA et de la Somalie, et que la Convention de la Haye s'applique même aux Etats qui ne sont pas parties, nous pouvons affirmer qu'elles offrent des garanties et des standards internationaux qui doivent ou devraient être respectés lors de chaque adoption. Ils mettent en place, avec d'autres textes législatifs, une sorte de code éthique de l'adoption, notamment au travers des concepts-clés comme l'intérêt supérieur de l'enfant, la subsidiarité, l'adoptabilité et indirectement les profits indus.

---

### 3.1.2 LES GRANDS PRINCIPES

---

#### 1) L'INTÉRÊT SUPÉRIEUR DE L'ENFANT

---

L'intérêt supérieur de l'enfant, un des quatre principes généraux de la CDE, créé au XIX<sup>e</sup> siècle (Verdier, 2008),<sup>22</sup> fut formulé pour la première fois dans la Déclaration des droits de l'enfant adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1959 qui affirme que l'intérêt supérieur de l'enfant doit être la considération déterminante lors d'adoption de lois pour permettre à l'enfant de se développer d'une façon saine et normale sur le plan physique, intellectuel, moral, spirituel et social, dans des conditions de liberté et de dignité (principe 2). Cependant, sa désignation varie selon les textes, allant de « bien-être », à « bien de l'enfant », « intérêt de l'adopté » ou encore « intérêt manifeste de l'enfant ».

Nous retrouvons ce principe dans les deux principales conventions en matière d'adoption internationale. La Convention parle de l'intérêt supérieur de l'enfant dans son article 3 et qui doit être « une mesure primordiale » dans toutes les décisions concernant les enfants. Elle renforce même cette notion dans le cadre de l'adoption, puisque celle-ci devient « **LA** considération primordiale » (CDE, art. 21) lorsqu'il s'agit de prendre des décisions concernant les enfants privés de parents. L'intérêt supérieur devient donc le facteur unique à considérer. Tandis que dans la ClaH, articles 1, 4, let. b et 16, l'intérêt supérieur est « le principe » qui doit guider le choix de l'adoption internationale. Il existe donc une nuance non

---

<sup>21</sup> « Haïti est partie à la CNUDE [Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant], mais il ne l'est pas à la Convention de La Haye de 1993 sur l'adoption internationale. Cependant en 2000, la Conférence de La Haye a adopté une Recommandation priant les États parties d'appliquer les standards et garanties contenus dans la Convention, dans toute la mesure du possible, aux adoptions internationales effectuées dans les relations avec des États n'ayant pas encore adhéré à la Convention. Plus de 80 États, y compris la majorité des États d'accueil, sont parties à cette Convention. Par conséquent, même si Haïti n'est pas partie à la Convention de La Haye de 1993, tous les États d'accueil devraient appliquer ces normes et garanties » (HccH, 2010, 20 janvier).

<sup>22</sup> L'intérêt pour l'enfance s'est notamment imposé dans les grandes lois protectrices du XIX<sup>e</sup> siècle : la loi de 1841 imitant le travail des enfants ; la loi de 1882 rendant l'instruction publique obligatoire ; la loi du 24 juillet 1889 introduisant la possibilité de prononcer une déchéance de la puissance paternelle (Verdier, 2008, p. 34).

négligeable entre les deux conventions. En effet, la Convention de la Haye de 1993 atténue l'importance de cet intérêt supérieur, car selon Isabelle Lammerant (2001), il constitue « certainement une condition nécessaire de l'adoption mais vraisemblablement pas une condition suffisante » (p. 35).

En effet, il existe plusieurs intérêts en présence qu'il faudrait prendre en compte et préserver, notamment l'intérêt de la famille adoptive et celui de la famille d'origine (Bergquist, 2009), que ce soit par exemple le droit de l'enfant à ne pas être séparé de ses parents et à être élevé par eux (art. 8), ou celui des parents biologiques à la préservation de la vie familiale lorsqu'il apparaît, par exemple, que l'adoption est intervenue contre leur souhait ou sans leur consentement (Boéchat, 2006, p. 34). Par conséquent, lors de toute procédure d'adoption (choix des parents confiant l'enfant à l'adoption, choix des parents adoptant, recours aux intermédiaires etc.), l'intérêt supérieur de l'enfant prime et détermine la meilleure solution à prendre (Zermatten, 2005, p. 18).

Mais le problème est que cette notion demeure floue, car le Groupe de travail qui a préparé le texte de la Convention n'a pas approfondi la définition de l'intérêt supérieur. Le Comité des droits de l'enfant n'a pas non plus proposé de critères. Ce sont les juges qui au cas par cas déterminent et enrichissent cette notion, ce qui implique un danger de l'arbitraire, puisque l'intérêt supérieur de l'enfant sera considéré selon les préjugés et le système de valeurs du juge ou du décideur. Comme l'affirme le doyen Carbonnier « cette clef magique ouvre sur un terrain vague » (Carbonnier cité par Khaïat, 2003, p. 784). Bien que l'incertitude du concept d'intérêt supérieur de l'enfant laisse une grande marge de manœuvre entre les mains du décideur, elle permet néanmoins de s'adapter à chaque situation particulière et d'éviter ainsi le danger de solutions standardisées (Cantwell, 2010). En effet, il est primordial de considérer l'enfant dans sa situation propre et dans son individualité.<sup>23</sup> Car pour pouvoir déterminer l'intérêt supérieur de l'enfant, « cela suppose d'avoir une idée précise et complète de l'identité de l'enfant, notamment sa nationalité, de son éducation, de son origine ethnique, culturelle et linguistique, de ses éléments particuliers de vulnérabilité et de ses besoins en terme de protection » (Comité des droits de l'enfant, 2005, p. 8).

Le bien-être de chaque enfant ne peut donc pas être obtenu de la même manière, surtout qu'il différera selon les cultures. Chaque enfant est un individu unique avec des

---

<sup>23</sup> Le *casus management* permet d'analyser la situation de l'enfant dans son ensemble et de rechercher les informations utiles comme le certificat de naissance, etc. Pour le mener à bien, il est mené par des experts dans différents domaines (psychologues, juristes, etc.) offre un système de surveillance et de contrôle qui facilite la mise en place d'un processus pour justifier les actions visant à encourager la protection de l'enfant (International Labour Organization [ILO], 2006, p. 34).

besoins spécifiques qui dépendent notamment des circonstances, surtout lorsqu'il s'agit de considérer cet intérêt au regard d'enfants privés de parents. Par conséquent, il s'agit d'un concept dynamique et non figé qui dépendra fortement des capacités évolutives de l'enfant.

Bien que l'intérêt supérieur de l'enfant soit étroitement lié à celui de la famille, puisque c'est elle qui garantit l'épanouissement harmonieux de sa personnalité dans un climat de bonheur, d'amour et de compréhension (CDE, préambule), cette notion est importante pour nous signaler que ce sont les besoins de l'enfant qui justifient fondamentalement toute démarche en matière d'adoption, et non ceux des adultes (Lammerant, 2001, p. 34).

### LA NON-DISCRIMINATION (ART. 2)

Le concept de non-discrimination est inscrit à l'article 2, disposition générale et 21, let. c de la Convention qui oblige des États contractants à « [veiller] en cas d'adoption à l'étranger, à ce que l'enfant ait le bénéfice de garanties et de normes équivalant à celles existant en cas d'adoption nationale ». Il se trouve également à l'article 22, al. 2, selon lequel si aucun membre de la famille n'a été retrouvé, l'enfant "sans parents" se voit accorder la « même protection que tout autre enfant définitivement ou temporairement privé de son milieu familial »<sup>1</sup>. L'article 26, al. 2 de la Convention de la Haye 1993 contient une clause de non-discrimination plus spécifique en vertu de laquelle, lorsqu'une adoption plénière prononcée en application de la Convention a pour effet de rompre le lien préexistant de filiation, l'enfant jouit des droits équivalents à ceux qui résultent d'une adoption produisant cet effet dans l'État d'accueil.

Dans le cadre de l'adoption internationale, le principe de non-discrimination garantit des droits et des protections équivalents à tous les enfants adoptés. Il vise aussi à protéger les enfants les plus vulnérables et défavorisés et à garantir qu'ils aient, comme tout autre enfant, la possibilité de grandir dans un environnement familial (HccH, 2008, p. 31). Le concept de non-discrimination implique également que l'adoption confère à l'enfant adopté les mêmes droits et obligations que celle de la filiation. En d'autres termes, elle crée une filiation comme les autres (Khaïat, 2003, p. 785). La non-discrimination implique également de ne pas faire de distinction entre les garçons et les filles, si ce n'est bien entendu exercer une discrimination positive de genre pour renforcer la protection envers les filles. Pour finir, l'adoption doit être proposée à tout enfant dont la situation personnelle le justifie, sans préjudice de situation sociale, race, ethnie, culture, problème de santé physique ou mentale (SSI, 2004).

## LE DROIT À LA VIE, SURVIE ET AU DÉVELOPPEMENT (ART. 6)

Ce droit implique notamment la protection contre la violence et l'exploitation pour permettre la survie et le développement physique, mental, spirituel, moral, psychologique et sociale de l'enfant (CDE, art. 27). Il en découle donc également le droit à la santé (CDE, art. 24), à l'éducation (CDE, art. 28 et 29), le droit au jeu et aux loisirs (CDE, art. 31). Il inclut également le rôle-clé des parents et de la famille pour la croissance et le bien-être de l'enfant (CDE, Préambule). Il implique donc que les Etats soutiennent la famille et assurent protection et soins aux enfants en temps normal et prennent des mesures spéciales en temps de crise. Les Etats doivent donc prendre des mesures particulières pour protéger les enfants particulièrement vulnérables que sont les enfants momentanément séparés, abandonnés ou orphelins. Ce principe est d'autant plus important que certaines filles sont victimes d'infanticide vu que suivant les sociétés, les garçons possèdent une valeur économique et sociale plus grande, comme c'est notamment le cas en Chine.

## L'OPINION DE L'ENFANT (ART. 12)

Pour évaluer l'intérêt supérieur, il est également primordial de tenir compte de l'opinion de l'enfant. Le flou existant laisse au libre arbitre du juge ou d'un adulte le choix de déterminer l'intérêt supérieur. Or, « l'enfant qui est capable de discernement a le droit d'exprimer librement son opinion sur toute question l'intéressant, les opinions de l'enfant étant dûment prises en considération eu égard à son âge et à son degré de maturité » (CDE, art. 12). L'enfant possède donc un droit de participation dans toutes les questions qui le concernent. Ce droit est implicite dans divers articles, comme celui d'exprimer son opinion et de donner son consentement à l'adoption, ainsi que dans les articles 13 – 15 (liberté de pensée, d'expression, d'association). Alors qu'il est explicite à l'article 9, al. 2 (CDE) qui dans le cas où l'enfant doit être séparé de ses parents, il a « la possibilité de participer aux délibérations et de faire connaître leurs vues ».

L'article 13 de la Convention approfondit encore le droit à la liberté d'expression : « [...] ce droit comprend la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations de toute espèce, sans considération de frontières, sous une forme orale, écrite, imprimée ou artistique, ou par tout autre moyen du choix de l'enfant » qu'on retrouve à l'article 4, let. d, ch. 1 de la ClaH.

Il paraît incontestable que la Convention veut lier expressément le droit à l'information, la liberté d'expression et la participation. Le tournant voulu par la CDE se vérifie dans cet article, puisque l'enfant est considéré comme un sujet de droit et participant

actif, avec des opinions et des sentiments propres. Nous pouvons dire que c'est notamment dans cet article que le « nouveau contrat social » prend tout son sens. En effet, l'enfance est une période particulière et l'enfant, un être singulier. « L'enfance a des manières de voir, de penser, de sentir qui lui sont propres ; rien n'est moins sensé que d'y vouloir substituer les nôtres » (Rousseau, 1762, p. 92). Ainsi, l'enfant n'est pas un homme en réduction ; il n'est pas non plus un être imparfait (Psychologie du développement, p. 21), mais un acteur social qui possède sa propre vision du monde.

Pour conclure sur la notion d'intérêt, reprenons les propos de Jean Zermatten (2005, p. 21) qui affirme que la notion d'intérêt supérieur de l'enfant est une notion qui a deux rôles « classiques », celui de contrôler et de trouver des solutions. D'une part, l'intérêt supérieur de l'enfant aide les personnes à prendre la bonne décision envers les enfants (Critère de solution). D'autre part, il sert à veiller à ce que l'exercice des droits et des obligations vis-à-vis des enfants soit correctement effectué (critère de contrôle). La recherche de l'intérêt supérieur de l'enfant constitue le fondement de l'adoption internationale, dont la subsidiarité et l'adoptabilité en sont les deux moyens d'application (Boéchat, 2006, p. 35).

## 2) LA SUBSIDIARITÉ

Le principe de subsidiarité signifie d'une part que toutes les mesures pour que l'enfant puisse être réintégré dans sa famille biologique aient été entreprises et d'autre part, que toutes les autres mesures de placement dans le pays d'origine aient également été investiguées, y compris l'adoption interne ou domestique. Le concept de subsidiarité est intrinsèquement lié à celui de la famille. En effet,

Il est essentiel pour la santé mentale de l'enfant de bénéficier d'une relation chaleureuse, intime et continue avec sa mère ([...] ou une personne qui joue le rôle de mère de façon stable), relation dans laquelle les deux trouvent de la satisfaction et du plaisir. (Zeanah & Shah, 2005, p. 1)

En effet, dans les deux conventions, la priorité est le maintien de l'enfant dans sa famille d'origine et dans sa culture d'origine ou sa réintégration si une séparation a eu lieu. Car la famille ou la famille élargie possède la responsabilité de nourrir, d'habiller et d'éduquer l'enfant, mais c'est elle également qui lui permettra de développer son identité, l'estime de soi, le sentiment de sécurité. C'est elle qui répond à tous les besoins primaires comme secondaires de la pyramide de Maslow. La famille, la famille élargie et la communauté jouent un rôle primordial dans le développement de l'enfant. Elles lui permettent

d'acquérir la culture de son pays. Celle-ci implique, selon l'anthropologue britannique Edward Burnett Taylor (Burnett Taylor cité par Cuche, 1996), « la connaissance, les croyances, l'art, la morale, le droit, les coutumes, les connaissances pratiques et les autres capacités ou habitudes acquises par l'homme en tant que membres de la société » (p. 16), ainsi que les ressources nécessaires pour s'épanouir dans sa vie d'adulte (Bold, Henderson & Baggaley, 2006, p. 4).

En effet, la Convention présente l'adoption « comme un autre moyen d'assurer les soins nécessaires à l'enfant, si celui-ci ne peut, dans son pays d'origine, être placé dans une famille nourricière ou adoptive ou être convenablement élevé » (CDE, art. 21, let. b). Tandis que la ClaH, dans son préambule, dit que « l'adoption internationale peut offrir à l'enfant les avantages d'une famille permanente lorsqu'une famille appropriée ne peut être trouvée dans son État d'origine » et à son article 4, let. b que les adoptions visées par la Convention ne pouvaient avoir lieu que si les autorités compétentes de l'Etat d'origine « ont constaté, après avoir dûment examiné les possibilités de placement de l'enfant dans son État d'origine qu'une adoption internationale répond à l'intérêt supérieur de l'enfant ». La Convention cite différentes alternatives comme le placement dans une famille, la kafalah de droit islamique, l'adoption ou en cas de nécessité, le placement dans un établissement pour enfants, alors que la ClaH se contente de parler des possibilités de placement de l'enfant dans son Etat d'origine, sans les nommer.

L'adoption internationale est donc un moyen de placement qui est qualifié de subsidiaire par rapport aux autres alternatives de prise en charge existantes, comme la prise en charge spontanée par des membres de la famille ou par des tiers, placement familial officiel auprès de membres de la famille ou de tiers, placement en institution, refuges et autres lieux de protection, centres de transit, ménages dirigés par des enfants et les placements à l'étranger (UNICEF & SSI, 2004b). Elle représente également une solution de dernier recours, bien qu'il faille nuancer quelque peu cette assertion. En effet, le Guide de Bonnes pratiques No 1 (2008) note que les solutions nationales telles que le maintien permanent de l'enfant dans un établissement ou dans une famille d'accueil temporaire ne peuvent, dans la majorité des cas, être considérées comme des solutions préférables à l'adoption internationale (p. 30). C'est donc l'institutionnalisation, le fait de placer un enfant provisoirement ou jusqu'à sa majorité dans une institution, qui est considérée comme « un dernier recours ». Bien qu'elle soit majoritairement décriée, car entravant le développement de l'enfant, ces institutions, comme les orphelinats, sont nombreuses dans les pays pauvres. En effet, elles représentent souvent

des placements temporaires, des endroits où la famille peut laisser l'enfant lors de problèmes tels que la pauvreté, la maladie ou autre urgence (New York Times, 10 mai 2009) ou encore une prise en charge de l'enfant pour le bien de la collectivité et favoriser ainsi le plein emploi comme ce fut le cas dans les pays socialistes (Dunn, 2003, p. 15).

Cependant, l'enfant séparé de ses parents et placé en institutions souffre généralement de carence affective, car il ne peut pas créer un lien d'attachement durable (voir notamment Bowlby, 1988) ou élaborera dans 73% des cas un type d'attachement dit « désorganisé » (Van IJzendoorn & Bakermans-Kranenburg, 2010), selon l'âge auquel l'enfant a été placé, ainsi que la durée de son placement.<sup>24</sup> Le cas des enfants placés en orphelinats en Roumanie après l'ouverture du pays en 1990 est exemplaire à ce niveau.

Jusqu'en 1989, année de la chute du régime de Ceaucescu et de l'ouverture de la Roumanie au reste du monde, une politique pro-nataliste a accru le taux de naissance tout en interdisant l'avortement (Yemm, 2010, p. 564). Ne pouvant plus s'occuper de leurs enfants, les femmes les abandonnaient et le système de protection de l'enfant encouragea l'institutionnalisation (UNICEF, 2004, p. 11). Ces enfants souffraient de carence affective et de troubles du comportement importants. Suite à de nombreuses études menées dans les orphelinats, il est recommandé que :

NO child under three years should be placed in a residential care institution without a parent/primary caregiver. When highquality institutions are used as an emergency measure, it is recommended that the length of stay should be no more than 3 months for children under three years of age. (Browne, 2009, p. 18 ; Browne & Hamilton-Giachritsis, 2004, p. 26)

Par conséquent, l'adoption internationale est souvent préférable au placement institution tout comme un placement permanent à l'étranger est préférable à un placement temporaire dans le pays d'origine. Selon de nombreux auteurs, les textes internationaux tracent les principes d'une politique globale de protection de l'enfant, et précisent la place de l'adoption dans une véritable hiérarchie des mesures d'aide à l'enfant :

---

<sup>24</sup> Les milieux pédiatriques sont unanimes pour dire que les enfants placés en institutions subissent des retards dans le développement, le langage, attrapent des maladies, etc.. Des enfants placés très jeunes et pour une période excédant quelques mois souffrent des dommages sociaux et intellectuels. Effectivement, les nombreuses enquêtes réalisées dans le monde entier ont mis en lumière, selon les cas, des conditions matérielles médiocres (parfois inhumaines), des insuffisances (parfois graves au point de menacer la vie des enfants) en matière de nutrition, d'hygiène et de soins de santé, des carences en personnel (effectifs trop maigres, sans qualifications et mal rémunérés), des cas de mauvais traitements et d'exploitation, de discipline trop dure, d'absence de réexamen de la pertinence du placement, de manque ou d'absence de contacts avec la famille ou d'autres proches, et d'absence de préparation à la vie hors de l'institution (UNICEF & SSI, 2004a, p. 9).



- primauté de la famille comme lieu de développement pour l'enfant car « l'intérêt prioritaire de l'enfant est d'être élevé par ses parents naturels » (Déclaration des Nations Unies du 3 décembre 1986, art. 39) ;
- priorité du soutien à la famille d'origine (nucléaire et élargie) et de la prévention de l'abandon et du placement ;
- priorité à des solutions permanentes (réintégration familiale, adoption) plutôt que temporaires (institution, famille d'accueil) ;
- priorité d'une solution nationale (réintégration familiale, adoption nationale) à une solution internationale (adoption internationale).

L'adoption en elle-même constituant déjà une mesure subsidiaire d'aide à l'enfance qui ne s'impose que lorsque la famille biologique n'est plus en mesure de prendre soin de l'enfant, l'adoption internationale devient par conséquent « doublement subsidiaire » (Lammerant, 2001, p. 666). Mais encore faut-il prendre en compte le critère d'adoptabilité de l'enfant.

### 3) L'ADOPTABILITÉ

---

L'adoption d'un enfant non accompagné, séparé, abandonné ou orphelin ne devrait être envisagée qu'une fois établi que l'enfant est adoptable, ce qui dans la pratique signifie, entre autres, que les efforts menés en vue de retrouver sa famille et de procéder à une réunification familiale n'ont pas abouti ou que les parents ont consenti à l'adoption. (Comité des droits de l'enfant, 2005, p. 25)

L'adoptabilité implique que les parents soient morts ou qu'ils aient librement (sans aucune pression financière ou autre) et en toute connaissance des faits consentis à l'adoption. Ainsi, un enfant est adoptable, s'il ne possède pas de famille capable de le prendre en charge. Or, selon le rapport de Graça Machel (1996),<sup>25</sup> « la plupart des enfants non accompagnés ne sont pas des orphelins et, même lorsque les deux parents sont morts, ils ont souvent des proches qui, conformément aux coutumes et aux traditions, peuvent s'en occuper et sont disposés à le faire. [...] » (p. 23). Ce critère est par conséquent difficile à évaluer, du moins dans certains pays et dans certaines circonstances.

---

<sup>25</sup> Graça Machel est l'une des figures emblématiques du continent africain. Ses efforts inlassables en faveur des enfants victimes de la guerre, des femmes, de l'éducation et de la reconstruction de son pays natal, le Mozambique, lui ont valu de nombreuses récompenses internationales. Aujourd'hui, elle est notamment ambassadrice de l'UNICEF.

#### 4) LA PROHIBITION DES PROFITS INDUS

---

Les Etats doivent prendre toutes les mesures appropriées pour veiller à ce qu'en cas d'adoption internationale, le placement de l'enfant ne se traduise pas par un profit matériel indu pour les personnes qui en sont responsables (CDE, art. 21, let. d ; ClaH, préambule et art. 1, let. b). Le même principe est énoncé, comme condition de la validité de l'adoption, à l'article 4, let. c, ch. 3 et let. d, ch. 4 de la ClaH. On a beaucoup insisté sur l'importance de cette question au sein de la Commission spéciale sur le fonctionnement de la Convention de la Haye, où il a été rappelé que « la situation actuelle démontre qu'il n'y a pas que les organismes intermédiaires qui se laissent tenter par des profits matériels indus », et qu'« il est arrivé que des avocats, des notaires, des fonctionnaires, voire des magistrats et des professeurs d'universités, réclament ou acceptent des sommes excessives ou des cadeaux somptueux à de futurs parents adoptifs » (Rapport de la Commission spéciale, No 310 ; Parra-Aranguren, 1994, p. 81). Tel fut le cas au Guatemala, connu comme le pays ayant le plus grand taux de corruption dans le cadre des adoptions internationales. En effet, environ 99% des adoptions internationales se font à l'extérieur de tout cadre légal. Elles sont privées et la plupart sont entre les mains d'avocats (Goldsmith, 2000). Faute de transparence, il est impossible de déterminer l'origine de l'enfant, les raisons pour lesquelles il a été confié en adoption, si un avocat a été ou non impliqué dans le trafic d'enfants et si des frais légaux dissimulent d'abusifs gains financiers (Leduc, 14 mai 2001). Dans ce pays, la majorité des cas d'adoption internationale se sont accompagnés d'un certain nombre d'infractions pénales : achat et vente d'enfants, faux et usage de faux, hébergement de bébés en attente d'adoption dans des foyers et crèches privés établis à cette fin, etc. (Calcetas-Santos, 2000).

Après avoir passé en revue les instruments régulant l'adoption internationale et les enjeux qu'ils font émerger, nous pouvons à présent décrire quels sont les principaux acteurs intervenant dans la problématique de l'adoption internationale.

### 3.2 LES PRINCIPAUX ACTEURS

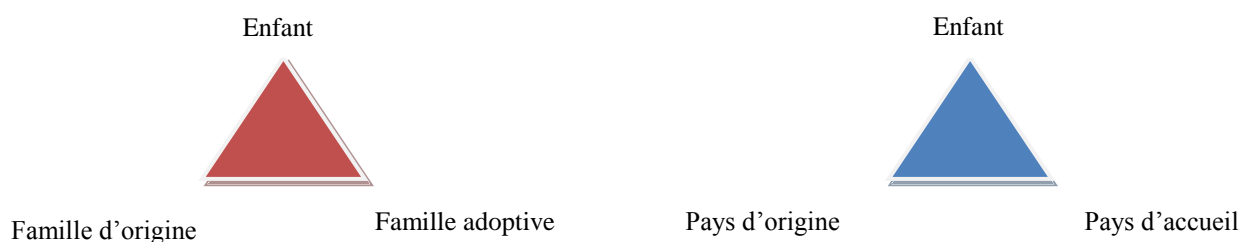
---

Comme mentionné, l'adoption internationale est une mesure spéciale qui s'inscrit dans un système de protection de l'enfance. Dans le cadre de la mise en œuvre de cette mesure spéciale de protection, plusieurs acteurs interagissent autour de l'enfant. La littérature identifie principalement trois niveaux d'acteurs sociaux : le niveau privé, avec le triangle adoptif enfant, parents d'origine et parents adoptifs (cf. figure 1) (voir notamment Lammerant, 2001 ; Smolin 2004 ; Atzet, 2010) ; le niveau étatique et interétatiques, y compris

les législations nationales, avec la triangulation, enfant, Etat d'origine et Etat d'accueil (Figure 2) (voir notamment Smolin, 2004 ; Atzet, 2010) et pour finir, le niveau supranational avec le Comité des droits de l'enfant et les Organisations non gouvernementales (ONG). Plusieurs autres acteurs peuvent également intervenir dans un scénario adoptif, comme les autorités centrales si le pays est signataire de la ClaH, les intermédiaires qui font le lien entre ces deux sphères et qui sont soit accrédités, donc reconnus, soit privés.

Nous avons choisi de présenter les acteurs qui de notre point de vue peuvent jouer un rôle primordial dans le processus adoptif, puisque chacun possède ses propres ressources, intérêts et vision de ce que devrait être l'adoption et que chacun peut à un moment donné devenir manipulateur, manipulé ou manipulable selon les circonstances. Ces derniers sont la famille d'origine, la famille adoptive, les Etats, les intermédiaires, les ONG et les médias.

**Figure 1**



### 3.2.1 L'ENFANT "SANS PARENTS"

Par enfant, nous entendons au sens de l'article premier de la Convention, « tout être humain âgé de moins de dix-huit ans, sauf si la majorité est atteinte plus tôt en vertu de la législation qui lui est applicable ». Dans le groupe social que représentent les enfants nous avons évoqué une catégorie d'enfants qui se trouvent davantage exposés aux risques d'exploitation, de travail forcé et de recrutement (Dunn, 2003, p. 14), ce sont les enfants particulièrement vulnérables. C'est une notion couramment usitée dans la littérature qui identifie des enfants qui, dans une communauté, risquent de perdre leurs droits fondamentaux que ce soit celui d'être pris en charge par leurs parents, d'être traité avec égalité, de bénéficier des soins de santé, d'une éducation, ainsi que d'une protection (Bold, Henderson & Baggaley, 2006). Souvent, ces enfants sont dépourvus d'accès à un système adapté d'identification, d'enregistrement et de détermination de leur âge, etc. (Comité des droits de l'enfant, 2005, p. 4).

Le concept de vulnérabilité regroupe les enfants en situation de rue, les enfants soldats, les enfants porteurs de VIH, les enfants victimes de guerre, de désastres naturels, de pauvreté extrême, de toutes formes de violence et d'exploitation, ainsi que ceux porteurs de handicap, les enfants placés en institution. Il regroupe également les enfants momentanément séparés de leur famille, non accompagnés ou orphelins (Cantwell, 1997). Lorsque nous parlons d'enfants momentanément séparés, cela signifie que l'enfant a été momentanément séparé de ses deux parents ou de la personne chargée selon la loi ou la coutume de subvenir à ses besoins, mais pas nécessairement d'autres membres de sa famille (Comité des droits de l'enfant, 2005, p. 5). Les enfants non accompagnés regroupent des enfants séparés de leurs deux parents et d'autres parents et qui ne sont pas pris en charge par un adulte ayant la responsabilité légale ou coutumière de le faire. Quant aux enfants orphelins, cela signifie que le décès des deux parents est établi. Cette dernière définition peut également inclure les enfants qui n'ont perdu qu'un seul parent selon les sociétés.

Ces dernières années, le nombre d'enfants orphelins a considérablement augmenté, dû aux conflits armés comme en Irak, en Afghanistan, et à la pandémie du HIV/SIDA. Par exemple, de 2001 à 2003, le chiffre global d'enfants en-dessous de 17 ans orphelins à cause du HIV/SIDA a passé de 11.5 millions à 15 millions (le chiffre est le même pour 2007/2008), dont 12.3 millions en Afrique sub-saharienne (11.6 millions, 2007/2008). En Asie, en 2003, il y avait 87.6 millions d'orphelins pour diverses causes (Joint United Nations Programme on HIV/AIDS, United Nations Children's Fund & United States Agency for International Development [UNAIDS, UNICEF & USAID], 2004, p. 3). Mais vouloir déterminer le nombre d'enfants orphelins à travers le monde est un travail laborieux. Différents chiffres sont avancés, qui sont parfois manipulés en fonction de la mouvance partisane en faveur ou contre l'adoption. Un exemple : selon les chiffres présentés par l'UNICEF, il y aurait actuellement 163 millions d'enfants orphelins à travers le monde, contre 132 millions en 2005 (rapport) (Graff, 1 novembre 2008 ; UNICEF, 2009). Or, si on analyse la définition donnée par l'UNICEF d'un orphelin, elle englobe les enfants qui ont perdu un des deux parents ou les deux, comme nous l'avons mentionné (UNICEF, 2009).<sup>26</sup> Par conséquent, ces enfants ne sont pas des orphelins au sens strict où nous l'entendons communément dans nos sociétés occidentales. Les enfants placés en institution y sont également inclus. Or ils ne sont pas

---

<sup>26</sup> Dans son rapport, l'UNICEF distingue les orphelins paternels, les orphelins maternels, les doubles orphelins (The Joint United Nations Programme on HIV/AIDS *et al.*, 2004, p. 6).

forcément orphelins.<sup>27</sup> La plupart des organisations d'aide à l'enfance affirment d'ailleurs que le nombre d'enfants réellement adoptables est faible, mais elles n'avancent pas forcément de chiffres.<sup>28</sup>

---

### 3.2.2 LA FAMILLE D'ORIGINE

---

Nous avons évoqué le mythe de l'adoption. Il existe également le « mythe de l'abandon » (Fonseca, 2000, p. 53). En effet, plusieurs causes poussent les parents biologiques à abandonner leur enfant ou à les placer en institution : discrimination envers le sexe (en Chine, la naissance d'une fille est désastreuse pour les parents), le handicap, l'illégitimité des naissances, naissance issue d'un viol, adultère ou inceste ; l'âge de la mère ; une grossesse non désirée ; une addiction ; les maladies telles que le SIDA ; la mort ; la conjoncture économique et sociale (crise financière, guerre, catastrophes naturelles, etc.). Parmi ces différentes raisons, la pauvreté en est la cause principale. En effet, de nombreux parents offrent leur enfant à l'adoption parce qu'ils vivent dans la précarité et sont incapables de nourrir leur progéniture. Cet état de fait se voit souvent renforcé par des guerres, des crises naturelles, des maladies, etc.. Après le tsunami en 2004, par exemple, des milliers d'enfants Indonésiens ont été abandonnés dans les orphelinats, par un phénomène connu sous l'appellation de « séparation secondaire » ; leurs familles les ont placés là parce que tout ce qu'ils possédaient-y compris leurs biens de subsistance - avait été détruit, compromettant ainsi les soins et la protection qu'elles auraient normalement pu assurer (Save the Children, 2009, p. 10).

L'adoption représente souvent un choix cornélien, entre vivre avec son enfant dont ils ne peuvent pas s'en occuper ou l'offrir à une famille qui pourra lui donner de l'amour, ainsi que la stabilité et l'aisance matérielle. Le placement est donc une stratégie de survie, surtout dans des pays en développement où l'Etat n'offre aucune aide aux familles (Fonseca, 2000, p. 55). Françoise Dolto, qui a étudié la problématique dans une perspective psychanalytique innovante, affirme ainsi que dans le mot abandon, il y a don (Dolto citée par CODE, 2005, p. 27). Par conséquent, les mères biologiques, souvent calomniées pour cet acte qui représente un processus de vie autant que de deuil, sont avant tout soucieuses de l'intérêt supérieur de l'enfant

---

<sup>27</sup> Many people believe that millions of healthy babies need Western homes, lest they wither in institutions or die on the streets. This myth is perpetuated, to some extent, by UNICEF's misleading estimate that the world includes 163 million orphans. It's not so. Most of UNICEF's "orphans" are "single" orphans, having lost just one parent ; others live with extended family (Graff, été 2010).

<sup>28</sup> « As international adoptions have flourished, so has evidence that babies in many countries are being systematically bought, coerced, and stolen away from their birth families. [...] In reality, there are very few young, healthy orphans available for adoption around the world. Orphans are rarely healthy babies; healthy babies are rarely orphaned » (Graff, 1 novembre 2008).

Dans ces divers cas où les parents d'origine sont en vie, l'adoption internationale est soumise à leur consentement volontaire, libre et éclairé, puisque selon l'article 18 de la Convention « la responsabilité d'élever l'enfant et d'assurer son développement incombe au premier chef aux parents », avec la nuance que ceux-ci « doivent être guidés avant tout par l'intérêt supérieur de l'enfant ». Comme nous l'avons mentionné pour l'enfant, mais cela vaut cette fois pour les parents, « toutes les parties intéressées doivent avoir la possibilité de participer aux délibérations et de faire connaître leurs vues » (CDE, art. 9, al. 2). Or souvent ce consentement est manipulé, voire vicié, que ce soit par les orphelinats où les parents placent leurs enfants, par des personnes en milieu hospitalier qui disent à la mère que l'enfant est mort-né, par des certificats de naissances falsifiés pour attester que l'enfant appartient à quelqu'un d'autre qu'à sa mère de naissance, etc.. Tinan, un enfant haïtien adopté à l'âge de 5 ans par une famille française, explique que dans son cas « quelqu'un avait fait signer un papier d'abandon à ma mère biologique. Mais elle ne savait pas lire, elle ne savait pas ce qu'elle signait ! » (UNICEF, 2010c).

---

### 3.2.3 LA FAMILLE ADOPTIVE

---

Dans l'élaboration des législations et la pratique juridique, une place importante a été traditionnellement réservée aux futurs parents adoptifs, fréquemment organisés en groupe de pression. De nos jours, du fait de l'infertilité, des mariages tardifs, etc., certains parents se sont tournés vers l'adoption internationale afin de répondre à leur désir d'enfant et réaliser leur projet de parentalité. Leurs revendications s'ancrent dans le droit de fonder une famille inscrit dans plusieurs conventions. Ce droit a progressivement donné naissance au droit d'avoir un enfant qui ferait écho au droit d'un enfant de grandir dans une famille, inscrit à l'article 9 de la Convention. Toutefois, le désir d'enfant des futurs parents adoptifs est souvent un désir préférentiel. Pour choisir l'enfant, divers critères entrent en ligne de compte qui ne relèvent pas seulement de l'adoptabilité de l'enfant. En effet, plusieurs études faites sur les « types » d'enfants adoptés démontrent plusieurs tendances qui se dessinent comme celle où à l'exception d'un nombre relativement faible de parents adoptifs noirs, la majorité des adoptants sont blancs et veulent des enfants à la peau claire. Derrière cette volonté se cache notamment la croyance selon laquelle les adoptions réussiraient mieux si l'ethnie, la culture et la couleur de l'enfant sont respectées. Les enfants doivent également être en bonne santé et jeune – de préférence quelques mois à 3 ans (Cantwell, 2003). A titre informatif, plus de 60% des enfants adoptés ont moins de 5 ans (UNPD, 2010, p. 4).

Or, la catégorie « enfants jeunes, en bonne santé et adoptables » est relativement faible, alors que des milliers d'enfants qualifiés « d'enfants difficiles à placer » ou à « besoins spéciaux » grandissent sans famille ou vivent en institutions aussi bien dans les pays industrialisés que dans ceux en voie de développement (Cantwell, 2003). Ces enfants sont désignés ainsi car ils sont soit atteints du VIH/SIDA, soit diagnostiqués avec des maladies graves, porteurs de handicap, traumatisés, âgés de plus de 4, 5, 6 ans, issus d'une certaine origine ethnique ou raciale ou font partie d'une fratrie. Ils attendent une solution permanente de protection comme l'adoption. Par conséquent, l'image, répandue dans le public des pays industrialisés, d'un « Tiers Monde vaste réservoir de bébés adoptables » ne correspond pas tout à fait à la réalité.

---

### 3.2.5 LES ETATS, LES SERVICES ET ORGANISMES PUBLICS

---

Deux types d'Etat sont impliqués dans l'adoption internationale, l'Etat d'origine et l'Etat d'accueil. L'Etat d'origine est l'Etat où l'enfant réside habituellement avant que son adoption ne soit envisagée. L'Etat d'accueil est l'Etat où l'enfant va être déplacé après son adoption dans le pays d'origine. Si l'Etat est partie à la ClaH, il a dû instaurer une autorité centrale nationale qui est en charge de protéger l'enfant durant toutes les étapes du processus adoptif. L'Autorité centrale interviendra la plupart du temps « dans le processus d'élaboration des politiques, procédures, critères et directives en matière d'adoption ». De plus, elle « jouera souvent un rôle important en matière d'agrément, de surveillance et de contrôle des agences ou organismes exerçant sur son propre territoire ou autorisés à exercer dans un Etat d'origine » (HccH, 2008, par. 173 et 174).

Les services sociaux, ainsi que le système judiciaire jouent également un rôle très important. Ce dernier veille à l'application et au respect des lois et c'est également les juges qui statuent sur les décisions d'adoption. Quant au premier, ce sont en principe les assistants sociaux qui font passer un examen psychosocial aux futurs parents adoptifs pour déterminer s'ils sont « qualifiés et aptes à adopter » (ClaH, art. 15).

Enfin, c'est le pays d'origine qui détermine l'adoptabilité de l'enfant, donc vérifie le consentement des parents biologiques, tandis que le pays d'accueil valide la qualification et l'aptitude des parents adoptifs.

---

### 3.2.4 LES INTERMÉDIAIRES

---

Un intermédiaire est une association à but non lucratif, à laquelle il est recommandé de faire appel, et dont le but est de conseiller et soutenir les candidats à l'adoption dans leurs démarches et ce tout au long de la procédure et parfois même après l'adoption. Elles font également le lien entre la famille d'origine et la famille adoptive. Entre autres activités, ils informent ces derniers des lois applicables, des conséquences de l'adoption internationales et se chargent des formalités d'adoption. L'Etat, qu'il soit d'origine ou d'accueil, doit garantir et contrôler leur moralité et leurs compétences (Khaïat, 2003, p. 779). Ces intermédiaires peuvent être soit des autorités publiques ou personnes morales de droit public placée sous la tutelle de l'Etat, soit des organismes agréés par le Gouvernement (OAA) qui sont des personnes morales de droit privé, soit des organismes non agréés comme des associations de parents adoptifs. Il peut être du domaine social, juridique, étatique, associatif (les associations formées de parents adoptifs et d'anciens enfants adoptés), ainsi que des agences d'adoption internationale.

Si l'Etat est partie à la ClaH, c'est l'autorité centrale qui accrédite les organismes avec lesquels elle va collaborer, appelés les organismes agréés pour l'adoption (OAA) comme des organismes d'aide à l'enfance. Toutefois, les intermédiaires peuvent également être d'ordre privé, tout en étant reconnue par l'Etat et qui mènent leurs actions soit conjointement avec les institutions publiques, soit en lieu et place de celles-ci (HccH, mai 2010, p. 100). Dans les pays qui ne sont pas membres de la Convention de la Haye, ces intermédiaires peuvent être soit des interlocuteurs officiels ou non soit des organismes privés qui mènent parfois entre eux une compétition pour attirer les parents adoptifs. Etant donné que le marché florissant de l'adoption permet de demander des sommes astronomiques pour adopter un enfant, le nombre d'agences d'adoption privées s'accroît dangereusement (Triseliotis, 2000, p. 49).

Les intermédiaires sont d'une importance capitale, car il ne serait pas pertinent de confier les procédures d'adoption internationale uniquement à un corps de fonctionnaires d'Etat dans les pays d'accueil, dans la mesure où les organismes intermédiaires en adoption ont une présence sur le terrain et une connaissance des enfants (et des institutions qui les accueillent) qui leur permettent d'éviter au mieux les abus et trafics dans les pays d'origine (Hofstetter, 2001, p. 4). Les intermédiaires occupent ainsi une place complémentaire cruciale dans le paysage de l'adoption internationale. Ils proposent toute une série de services qu'ils sont souvent les seuls à pouvoir offrir, en particulier dans les pays d'accueil (Boéchat, 2006, p. 51). En effet, certains organismes privés sont parfois davantage qualifiés, disposent de plus



de ressources et ont plus d'expérience que les autorités publiques (HccH, mai 2010, p. 105). Par contre, il n'est pas souhaitable qu'ils statuent sur la décision d'adoptabilité d'un enfant ou la capacité légale des futurs parents adoptifs qui doivent être rendues par une autorité compétente indépendante. Cette décision doit être rendue par une autorité compétente indépendante, spécialiste des questions sociales, familiales ou de l'enfance de l'État d'origine (HccH, mai 2010, p. 105).

---

### 3.2.5 LES PRIVÉS

---

Par cette désignation, nous entendons des adoptions privées ou individuelles qui se font sans passer par un organisme. Il s'agit de situations où les candidats entreprennent eux-mêmes les démarches dans le pays d'origine, ou en ayant recours à des tiers au sujet desquels l'État d'accueil ne possède aucune garantie. Les futurs parents contactent directement des organismes sociaux, des cabinets juridiques pour entamer la procédure d'adoption. Elle n'est pas clairement interdite par la ClaH, mais par les législations nationales de certains pays. L'avantage des adoptions privées est qu'elles permettent à des parents personnes ou couples de plus de 40 ans d'adopter, des personnes célibataires, etc. qui seraient refusés s'ils passaient par un OAA.

---

### 3.2.6 LES ORGANISMES NATIONAUX ET INTERNATIONAUX

---

Ces organismes peuvent être des organisations onusiennes, comme le Comité des droits de l'enfant, l'UNICEF, ainsi que des ONG, telles Terre des hommes, Save the Children, et bien d'autres encore qui s'engagent toute l'année dans divers programmes d'aide au développement (éducation, santé, approvisionnement en eau, etc.) et sont notamment actives dans le domaine de l'adoption. La grande majorité des organisations d'aide à l'enfance ont adopté la CDE comme référence dans leur travail, leurs actions et leurs réflexions, dont l'intérêt supérieur de l'enfant. Toutefois, cet intérêt supérieur est parfois interprété et utilisé de manière erronée pour justifier des activités de protection de l'enfant (Cantwell, 1998, p. 320). Nous le verrons de manière plus approfondie dans les situations de crise, puisque c'est essentiellement dans ce genre de situation que l'intérêt supérieur de l'enfant est "travesti".

---

### 3.2.7 LES MÉDIAS

---

Par médias, nous entendons la presse, la radio, la télévision ou encore Internet. Ils sont responsables d'informer le public, ainsi que de susciter la réflexion et le débat sur une

thématique donnée. Par conséquent, ils jouent un rôle fondamental dans la prise de conscience générale de la réalité de l'adoption internationale. Cependant, les sujets sur l'adoption internationale en tant que tels sont plutôt occasionnels hormis des reportages sur le « parcours du combattant » mené par les parents adoptifs ou en dehors d'événements particuliers, tels des scandales, alors qu'une sensibilisation régulière serait plus qu'opportune. Les médias ont plus souvent tendance à valoriser les pratiques illégales, voire les échecs que les nombreuses adoptions qui se sont déroulées en toute légalité et dans l'intérêt supérieur de l'enfant. Mais nous le verrons, leurs rôles s'intensifient en cas de crises humanitaires.

### 3.3 SYNTHÈSE

---

L'adoption internationale est une mesure de protection de l'enfant "sans parents", régulée par une législation nationale et internationale, ainsi que par des règles coutumières. Les deux principales conventions qui veillent au bon fonctionnement de l'adoption et érigent en quelque sorte un code éthique de l'adoption à respecter par les Etats parties, ainsi qu'entre les différents Etats, sont la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention de la Haye de 1993. Bien que les différents droits inscrits dans la CDE sont universels, interdépendants et indissociables, trois principes constituent le noyau dur de l'adoption internationale, à savoir l'intérêt supérieur de l'enfant, la subsidiarité et l'adoptabilité. Les deux derniers principes permettent de réaliser l'adoption dans l'intérêt supérieur de l'enfant.

En effet, l'intérêt supérieur de l'enfant est d'être élevé dans sa famille, y compris celle élargie, ainsi que dans sa communauté pour permettre un développement harmonieux de l'enfant. De ce fait, les politiques doivent promouvoir en premier lieu les solutions nationales avant d'envisager l'adoption internationale. La réinsertion familiale, le placement en famille d'accueil par exemple et la préservation de la cellule familiale devraient être des priorités. Ce qui impliquerait que les Etats investissent davantage de moyens et de ressources pour soutenir les familles, ainsi que de développer de véritables politiques familiales, indispensables pour créer et préserver un environnement protecteur autour de l'enfant au sein du pays d'origine.

Dans le processus de l'adoption, divers acteurs interagissent autour de l'enfant, lequel est au cœur de toutes les stratégies et synergies développées. Chacun, selon ses ressources et sa perception de l'adoption, possède des intérêts propres et qui contrebalancent ou s'opposent parfois à l'intérêt supérieur de l'enfant. Les parents biologiques abandonnent leur enfant pour des raisons diverses dont la principale est la pauvreté. Quant aux parents adoptifs, ils désirent des enfants jeunes, en bonne santé et dans un délai d'attente raisonnable. Les Etats d'origine

manquant de ressources n'investissent pas ou peu dans la mise en place d'un système de protection de l'enfant. De plus, les différents services en charge de l'adoption sont souvent parasités par la corruption. Les Etats d'accueil, eux, tendent de répondre au déficit structurel d'enfant en exerçant une pression diplomatique sur le pays d'origine "réfractaire". Et pour terminer, les médias à l'affût d'événements chocs n'épilouent pas beaucoup sur la réalité de l'adoption internationale en temps "ordinaire". Comme nous pouvons le constater, les logiques qui animent ces différents acteurs semblent d'une part reléguer l'intérêt supérieur de l'enfant au second plan, et d'autre part, favoriser, en partie du moins, l'apparition et le développement de pratiques illégales où l'enfant est réduit à une simple marchandise. « Comme il peut être source d'énormes bénéfices, l'enfant est devenu un objet de transaction commerciale » (Calcetas-Santos, 2000, p. 13).

## 4. LES PRATIQUES ILLÉGALES

---

### 4.1 DANS LES CONDITIONS "ORDINAIRES"

---

Les pratiques illégales surviennent principalement dans les Etats d'origine, donc dans des pays en voie de développement. Ces derniers doivent affronter des difficultés d'ordre socio-économique, gérer des politiques natalistes ainsi que pallier au manque de ressources et de personnels qualifiés. Ils doivent également faire face aux conséquences d'une pauvreté endémique, comme l'augmentation des abandons laquelle peut être renforcée par des trafiquants qui font pression sur les parents. L'Etat d'origine doit également faire face à la corruption de ses propres services en lien avec l'adoption internationale. On constate également une prolifération dans les Etats d'origine d'orphelinats et de centres d'accueil à vocation charitable mais qui exercent leurs activités à l'insu des autorités compétentes, lesquelles éprouvent par conséquent des difficultés à réguler ces activités. Par conséquent, le système de protection social et de l'enfance sont soit sclérosés, soit dysfonctionnels ou complètement inexistants. Leur mise en place ou leur efficacité représentent un défi majeur pour ces pays (HccH, mai 2010, p. 99). Par conséquent, la situation des enfants y est souvent très problématique.

---

#### 4.1.1 LES MÉTHODES UTILISÉES

---

Dans des conditions "ordinaires", les principales méthodes et moyens utilisés dans les cas d'abus peuvent être regroupés en quatre catégories (UNICEF, 1998). La première englobe toutes les tentatives encourageant des autorités nationales à changer leurs politiques ou leurs pratiques par des pressions politiques ou économiques douteuses. La seconde inclut les méthodes afin d'obtenir des enfants de manière illégale, comme l'enlèvement, l'identification de mères vulnérables pour les inciter à donner leur bébé, des informations erronées sur la mort du bébé, l'échanges d'un enfant en contrepartie d'une récompense financière ou matérielle versée à la famille, l'institution, etc.. La troisième implique des permissions d'adopter illégales en falsifiant les certificats d'aptitude des parents adoptifs ou en corrompant des juges afin d'obtenir des décisions favorables. La quatrième et dernière implique des fausses déclarations de naissance ou de paternité, ainsi que le fait d'emmener l'enfant dans un pays tiers, afin d'éviter le processus de l'adoption.

---

#### 4.1.2 LES ABUS INTENTIONNELS ET LES CONDUITES "IRRÉFLÉCHIES"

---

Nous allons voir que les pratiques illégales affiliées au trafic d'enfants sont l'œuvre de personnes désireuses de s'enrichir sur le marché lucratif de l'adoption. Néanmoins, les principaux acteurs inclus dans le système de protection de l'enfant et qui appartiennent au contexte du micro, méso ou macro, peuvent également choisir un comportement qui encouragent certains abus ou du moins qui ne respectent pas les principes ou lignes de conduites à adopter. Ceci étant dit, leurs stratégies répondent d'une part à leur propre intérêt, mais aussi à leur perception de l'intérêt supérieur de l'enfant.

Ces abus surviennent principalement dans les pays d'origine où le système de protection de l'enfant est faible ou quasi-inexistant, pour des raisons allant du manque de ressources de la part du Gouvernement, en passant par la pauvreté et le manque de qualification des professionnels, etc.. Par conséquent, ces dysfonctionnements permettent dans le cadre de l'adoption internationale, aux personnes malintentionnées de mener un trafic d'enfants au détriment des familles pauvres.

Les pratiques illégales sont l'apanage de personnes privées groupées en réseau ou d'organismes privés non agréés par l'Etat, ayant parfois des relais à l'intérieur de ce dernier, qui aspirent à s'enrichir sur un marché florissant, puisque l'excès de demande par rapport à l'offre permet de demander des sommes exorbitantes, la rareté faisant le prix. Par exemple, John Davies, un "entrepreneur" de l'adoption, appelé par ses supporters l'*Indiana Jones* de l'adoption, demandait 20'000 \$ pour délivrer des enfants provenant notamment des pays de l'Est à des familles américaines (Doyle & Searle, 4 avril 1995). Il est communément admis que les adoptions individuelles ou privées présentent plus de risques, mais sont fort attrayantes dans la mesure où elles allègent les procédures et le délai d'attente. Les technologies modernes dont Internet, leur facilitent le travail, puisque certains divulguent même les photos d'enfants à adopter. Une sorte de « vente par correspondance ». Le Rapport van Loon (1990) soulignait d'ailleurs que les nombreux abus en matière d'adoption internationale révélaient un lien entre ces abus et la prédominance d'adoption privée. En effet, elles « laissent la porte ouverte à tous les abus, elles ne garantissent pas nécessairement le respect des intérêts de chaque acteur de l'adoption » (Lammerant, 2001, p. 346). En 2009, le Ministère des Affaires étrangères français rendait les parents adoptifs attentifs au fait qu'une agence d'adoption au Pakistan vantait les possibilités d'adopter en 15 à 20 jours des enfants de 0 à 8 ans (France Diplomatie, 6 mars 2009).

Mais il y a également des professionnels (avocats, juristes, notaires, travailleurs sociaux, médecins, etc.) qui interviennent dans ces pratiques illégales (Van Loon, 1990, pp. 78-79). En 2008, dans la province Nord du Vietnam, des chefs de clinique étaient accusés de falsifier les sceaux d'organismes publics destinés à valider les nouveaux-nés pour l'adoption internationale (An, 2008). De nombreux fonctionnaires publics sont également compromis. Durant les années '70, l'Argentine connut une *Dirty War* menée par la junte militaire. Durant cette période, environ 500 bébés sont nés en captivité. De jeunes femmes enceintes étaient détenues et torturées afin d'obtenir l'enfant qu'elles portaient. Ces enfants ont été volés et donnés ou vendus aux familles des militaires ou policiers sans enfants en falsifiant les documents d'identité. Les mères étaient systématiquement exécutées pour couper tous liens biologiques. Le régime a pu ainsi se faire des profits considérables sur ces adoptions illégales (Avery, 2004, pp. 235-242).

Bien souvent, c'est la corruption qui pousse des personnes peu qualifiées ou des offices publics mal rattachés à l'Etat à participer à des gains financiers supplémentaires dans l'adoption internationale notamment. Ces services sont souvent peu pris en considération ou considérés comme des priorités peu importantes et donc peu financées et débordées de travail. Ainsi, l'erreur est souvent de penser que les personnes participant au trafic sont issues uniquement du domaine privé. Or, des fonctionnaires interviennent dans ce trafic et peuvent le faire d'autant plus facilement que les structures étatiques de ces pays sont défaillantes (Myers, 2009, p. 802). De plus, la grande partie de ces opérations illégales se déroulent dans les pays en développement connaissant une administration chancelante. En outre, les trafiquants peuvent également compter sur des réseaux internationaux incluant des juristes ou d'autres intermédiaires en Amérique du Nord ou en Europe (Van Loon, 1990, p. 89).

Les familles d'origine et les familles adoptives participent également à des pratiques illégales. En effet, certaines mères participent elles-mêmes aux adoptions clandestines. Elles ne sont pas victimes de parents adoptifs rapaces et encore moins des mères dépourvues d'amour, mais plutôt des femmes ayant agi pour le mieux et dans le meilleur intérêt de tous, étant donné les circonstances (Fonseca, 2000, p. 63). Chantal Collard (2005) raconte dans son article « Triste terrain de jeu » à propos d'Haïti, que l'abandon anonyme de bébés se produit de façon routinière, notamment dans les maternités. La future mère s'inscrit sous un faux nom et après la naissance, elle enlève son bracelet d'hôpital et celui de son bébé, dénouant ainsi symboliquement le lien de filiation, et laisse son enfant. De même, des enfants sont donnés aux couples stériles du pays, c'est ce qui est communément appelé « l'adoption à la

haïtienne ». Quelques jours après un abandon, des parents soi-disant repentants se présentent à la maternité accompagnés de proches qui agissent comme « témoins » pour réclamer « leur enfant » et ils enregistrent par la suite une déclaration de naissance.

Quant aux familles adoptives, la pression de leur demande contribuent malgré elles au trafic d'enfants et le plus souvent d'enfants en bonne santé. En 1989, en Roumanie<sup>29</sup>, après l'augmentation considérable des adoptions internationales suite à la découverte des enfants placés dans les orphelinats, les futurs parents adoptifs ont pris conscience que souvent ces enfants n'étaient pas en en bonne santé, physique ou mentale, suite aux longues années d'institutionnalisation. C'est pourquoi certains d'entre eux décidèrent de se rendre directement dans le pays pour adopter un enfant. « The majority of adoptive parents are coming back to America with infants and newborns, and about half of them are not from institutions » affirmait la Consule générale américaine à Bucarest (Hunt, 1991).

En outre, les parents adoptifs estiment souvent que les démarches à entreprendre dans le cas d'une adoption ainsi que le délai d'attente sont exagérément longs, parfois plus de deux ans, ce qui les poussent à se tourner vers l'adoption privée, plutôt que de s'adresser à des intermédiaires ou des services étatiques (Van Loon, 1990, p. 20). Or, elles ont davantage à perdre à agir ainsi qu'en faisant appel à des services publics, car par exemple, ils risquent d'être amenés à rencontrer la famille d'origine sans y être préparés, etc.. Mais, précisons également que dans certains cas, les parents adoptifs participent malgré eux au trafic d'enfants, ne sachant pas que l'enfant a été enlevé puisque l'adoption se déroule sous des apparences de légalité. C'est ce que David Smolin (2006) qualifie de *blanchiment* (p. 115) d'enfants plutôt que de trafic. Les enfants sont pris de manière illégale aux parents d'origine, mais comme l'adoption passe par des procédures officielles et le système légal, l'enfant sera légalement adopté.

Les Etats d'accueil eux-mêmes se rendent indirectement complices de certains abus en exerçant une pression sur les pays d'origine. En 2004, Nigel Cantwell (Cantwell cité par l'Office Fédéral de la Justice en qualité d'autorité centrale fédérale, l'Ufficio del tutore ufficiale & l'Autorité centrale du Canton du Tessin, 2004) décrivait dans le cadre d'un colloque que certains pays d'accueil prenaient certaines initiatives pour stimuler leurs homologues d'origine à mettre à disposition plus d'enfants. Il relevait le cas de la France où

---

<sup>29</sup> Nous avons utilisé l'exemple de la Roumanie autant dans les circonstances "ordinaires", que lors d'une crise. En effet, elle représente un cas particulier, car l'ouverture de la Roumanie après la chute de Ceaucescu a engendré de grandes similitudes avec une crise, à savoir des éléments d'anarchie, d'*anomie*, l'augmentation de la violence, etc.. Par conséquent, elle ne représente pas un cas "classique" de situation post-catastrophe (Cantwell, 1998, p. 318) et c'est pour cela, que nous nous sommes permis de l'utiliser dans les deux cas de figure.

25'000 ménages agréés attendaient un enfant. C'est pourquoi Christian Jacob, ministre délégué à la famille, avait décidé d'entamer un périple au Vietnam, puis en Chine, afin de rencontrer ses homologues. Le Groupe d'études parlementaire sur l'adoption entend « nouer ou renouer des contacts avec les pays où les enfants peuvent être adoptés (comme la Chine ou la Roumanie)... » (p. 9). De cette manière, de nombreux accords bilatéraux sont également signés entre les pays. Ou dans les cas où un pays d'origine ferme ses portes à l'adoption, le pays d'accueil va rechercher activement des enfants adoptables dans d'autres pays. C'est ce que David Smolin (2006) qualifie de « cycles d'abus » (« cycles of abuse ») où un pays devient un important pays d'origine. L'accroissement dans les adoptions internationales laisse donc la porte ouverte à de nombreux cas de pratiques illégales. Lorsque les scandales éclatent, les pays d'origine ferment leurs portes ou imposent un moratoire. De ce fait, l'intérêt va se tourner vers une autre nation pauvre et ainsi de suite (pp. 132-133).

---

## 4.2 DANS LES SITUATIONS DE CRISES

---

---

### 4.2.1 LES EFFETS DE LA CRISE

---

#### 1) DÉFINITION D'UNE CRISE

---

Nous avons vu qu'en temps "normal", les abus liés à l'adoption internationale existent pour diverses raisons : pauvreté endémique, corruption, violence, etc. Nous souhaitons appréhender le processus adoptif dans un contexte particulier qui est celui des crises qui sont de plus en plus fréquentes, violentes et dont les conséquences sont dramatiques pour des pays déjà fortement affaibli. C'est le cas notamment en Afrique, qui connaît dans de nombreuses régions la famine, ainsi qu'un taux élevé de personnes porteurs du virus HIV ; en Asie du Sud qui connaît de nombreuses catastrophes naturelles (Indonésie, Pakistan, Inde, etc.) et en Amérique latine en proie à de nombreux bouleversements politiques, etc. (Bergquist, 2009, p. 622).

Comme René Thom (1976) l'a démontré, il existe une différence entre une catastrophe (discontinuité observable) et une crise (qui peut être un phénomène latent). Une catastrophe est un événement soudain et imprévu qui s'accompagne souvent de pertes humaines, infligeant à la société entière, ou à une partie d'entre elle, des souffrances et des peines profondes. Une catastrophe engendre une interruption temporaire de tous les systèmes vitaux en place, des pertes matérielles et des difficultés considérables pour les activités sociales et économiques (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes [CEPALC],



2003, p. 1). Les catastrophes sont issues de phénomènes climatiques et/ou géologiques tels des raz-de-marée, ouragans, inondations, sécheresse, famine, tremblements de terre, éruptions volcaniques, incendies de forêts, etc., tandis qu'une crise peut être latente, évolutive, peut dégénérer comme se résorber. Elle peut également précéder, provoquer ou suivre une catastrophe. Enfin, une crise peut être d'ordre politique, économique, social, issu d'une situation de conflit armé interne ou international ou de post-conflit, etc..

Toutefois, lorsque la crise éclate, elle engendre un bouleversement désastreux de la situation antérieure suivi d'un effondrement substantiel ou total de l'autorité à la suite d'un conflit interne ou externe (UNICEF, 2007, Glossary), comme c'est le cas suite à un conflit armé. Le Bureau de la Coordination des affaires humanitaires (BCAH) quant à lui distingue les désastres naturels et les conflits armés. Cependant, que ce soit une crise ou une catastrophe, qu'elle soit d'origine naturelle ou anthropique, ces deux phénomènes engendrent à un moment donné une situation d'urgence qui représente une situation menaçant la vie et le bien-être d'un grand nombre de personnes et qui nécessite de prendre des mesures extraordinaires pour assurer leur survie, leurs soins et leur protection (UNICEF, 2010a, p. 4).

## 2) LES CONSÉQUENCES DÉVASTATRICES ET L'AIDE AFFLUENT

En effet, les conséquences sont nombreuses. Dans la majorité des cas, les infrastructures de base telle que la santé, l'éducation, l'eau et les installations sanitaires, de même que les transports et les moyens de communication, sont fortement réduits ou détruits. Les gouvernements ne peuvent plus exercer de contrôle sur certaines parties du territoire, faute de ressources ou / et n'ont plus les capacités pour gérer la crise. Les communautés se retrouvent également limitées suite au traumatisme psychologique, engendré notamment après avoir été témoin de la violence, des meurtres ou des décès, mais également suite à la destruction des ressources matérielles et au déplacement de la population. Les valeurs sociétales risquent de s'effondrer, favorisant l'apparition de comportements criminels et antisociaux (UNICEF & SSI, 2004b, pp. 2-3). La population voit ses conditions de vie se péjorer, tout particulièrement les groupes les plus pauvres et les plus vulnérables. Le système de protection de l'enfance souvent déjà affaibli se trouve fortement mis à mal, ce qui diminue les normes de protection et accroît dangereusement la vulnérabilité des enfants. Les statistiques mondiales montrent que les catastrophes causent dans les pays en développement des dommages plus importants et parfois même irréversibles qui affectent le plus durement les groupes de population à risque (CEPALC, 2003, Introduction). Cet état de fait exhorte les

abus et la violence principalement à l'encontre des femmes et des enfants qui nécessitent une protection particulière afin que leurs droits ne soient pas bafoués (UNICEF, 2007, Glossary).

Par conséquent, les enfants ont urgemment besoin d'assistance et de protection, devoirs qui incombent aux Etats. Selon le Comité permanent interorganisations de l'action humanitaire et des droits de l'homme (Inter-Agency Standing Committee Task Force on Humanitarian Action and Human Rights [IASC], 2004, p. 3), le concept de protection regroupe « [...] all activities aimed at ensuring full respect for the rights of the individual in accordance with the letter and the spirit of the relevant bodies of law, i.e. human rights law, international humanitarian law and refugee law ». Toutefois, lorsque les Etats ne veulent pas ou ne peuvent pas accomplir ces obligations inscrites dans la législation internationale, des organisations humanitaires et des droits de l'homme viennent en aide pour fournir ces prestations. Ce sont les institutions de secours d'urgence nationales qui sont généralement chargées d'évaluer les besoins humanitaires immédiats lorsqu'une catastrophe se produit, avec l'aide du Système des Nations Unies et d'autres organisations internationales publiques et privées. En outre, les pays et organisations internationales proches interviennent rapidement – directement ou par le biais d'organisations non gouvernementales – pour offrir une aide supplémentaire en fonction des besoins. Des agents publics et privés y participent ainsi que nombreuses organisations non gouvernementales ou d'aide sociale, locales, régionales et internationales (CEPALC, 2003, Introduction).

Le déroulement des activités suite à une crise sont généralement regroupées en trois phases : a) secours d'urgence, b) réhabilitation et relèvement (parfois dénommée "transition") et, c) reconstruction. La phase de secours d'urgence correspond à la prise de toutes les mesures possibles pour sauver des vies humaines et fournir des denrées de premier secours à ceux qui sont les plus touchés. Elle comprend également des activités de recherche, de sauvetage, d'évacuation, de fourniture d'abris, de premiers secours, de soins médicaux d'urgence et de protection, de réouverture transitoire des routes de communication et des transports, de réparations préliminaires des services publics essentiels, de premiers recensements des victimes et de repérage initial des dommages subis par les propriétés publiques et privées (CEPALC, 2003, p. 6).

Comme nous pouvons l'imaginer, il est extrêmement difficile d'effectuer un choix entre toutes ses priorités, et de ce fait, le système de protection des enfants, dont ceux momentanément séparés de leurs parents, est parfois relégué au second plan, surtout qu'il représente une discipline nouvelle dans l'action humanitaire (Save the Children, 2009, p.

57).<sup>30</sup> De même, l'aide humanitaire a évolué, ces 20 dernières années, pour davantage intégrer les communautés à leurs actions (Save the Children Sweden, 2006, p. 2). Car ce sont elles qui sont les plus aptes pour évaluer les besoins de protection des enfants et des familles. Par conséquent, la première assistance est apportée par les communautés, qui par ses ressources sociales incarnent la source primaire de protection et de solidarité pour les enfants. Avec l'aide de la communauté, les familles se mobilisent rapidement pour offrir plusieurs types de prise en charge des enfants momentanément séparés de leurs parents : prise en charge spontanée par des tiers (famille d'accueil) ou des membres de la famille élargie, centres de transit (en attendant qu'on retrouve les membres de la famille), placement à l'étranger chez des paires (à court ou à long terme), placement en institution, ménages dirigés par les enfants ou l'adoption internationale (Machel, 1996). Or, les communautés sont parfois tellement affaiblies et traumatisées qu'il se peut que le recours à ces formes de prise en charge traditionnelles soient compromises ou limitées (UNICEF & SSI, 2004b, p. 2).

Dans un tel contexte, nous reprenons les acteurs que nous avons énumérés au chapitre précédent afin d'identifier un éventuel changement de leur comportement dans une situation de crise.

---

#### 4.2.2 LES RÉACTIONS DES PRINCIPAUX ACTEURS

---

##### 1) L'ENFANT "SANS PARENTS"

---

C'est durant les premiers jours, voire les premières heures (72 heures) d'une situation d'urgence que les enfants courent le risque le plus élevé d'être séparés de leurs familles. C'est durant ce laps de temps qu'ils sont davantage vulnérables au trafic, à l'exploitation, à l'enrôlement comme enfants soldats, à la violence, notamment sexuelle, etc.. En effet, pendant le déplacement des populations pour échapper par exemple à une catastrophe ou changer de camp de personnes déplacées internes, les enfants peuvent facilement se retrouver volontairement ou involontairement séparés de leur famille. Ce risque perdure lorsque la situation d'urgence se stabilise et que des camps sont installés (UNICEF, 2010b, pp. 3-4). L'ampleur du problème est souvent déterminée aussi bien par la nature de l'urgence que par les conditions de vie des communautés avant la crise (Save the Children, 2009, p. 13). Par conséquent, dans les situations de crise, il y a une augmentation d'enfants "sans parents" et il existe une propension élevée à qualifier ces enfants d'orphelins (Save the Children, 23 janvier

---

<sup>30</sup> The problem, said Roshan Khadivi, UNICEF's spokeswoman in Port-au-Prince, is that after an earthquake as destructive as Haiti's the authorities are so preoccupied with providing food, water and medical help that « children can easily become the forgotten victims » (Fletcher, 26 janvier 2010).

2010), surtout dans les pays qui considèrent comme orphelin celui qui n'a perdu qu'un des deux parents. Néanmoins, il est extrêmement difficile d'évaluer le nombre d'enfants vulnérables dans les situations de crise.

Aux dangers encourus s'ajoutent également les traumatismes psychologiques liés à de tels événements. Freud (1920) a défini le traumatisme comme étant un « choc émotionnel important, généralement lié à une situation où une personne ou un groupe de personnes a senti sa vie en danger et qui met en péril son équilibre psychique ». Ce stress post-traumatique se constate chez la plupart des enfants, mais se trouve exacerbé auprès des enfants abandonnés, momentanément séparés ou orphelins qui sont exposés à des conditions extrêmes. Selon le guide de la santé mentale et psychosociale (Inter-Agency Standing Committee, janvier 2010), la plupart des enfants et des adolescents montrent tout d'abord des signes de souffrance psychologique, comme des cauchemars, un retrait social, des difficultés à se concentrer, un comportement agressif ou parfois un comportement régressif dans le développement normal de l'enfant (sucer le pouce), etc. Ces enfants recherchent une protection. La plupart retrouveront un fonctionnement normal une fois que leurs besoins de base auront été remplis, tels la sécurité, la sûreté, des activités régulières comme le jeu et l'école (Comité Permanent Interorganisations [CPI], 2007).

Or, dans le cas d'Haïti où des mesures expéditives ont été prises, des enfants encore traumatisés sont arrivés notamment en France, accueillis par des familles non préparées à gérer à adopter un enfant ayant vécu un traumatisme. A ce choc psychologique peuvent également s'ajouter un éventuel stress et traumatisme d'être transféré dans une nouvelle famille, alors que normalement les parents adoptifs viennent chercher l'enfant dans son pays d'origine (Service Social International [SSI], 2010).

## 2) LA FAMILLE D'ORIGINE

---

Nous avons vu que l'abandon d'enfants dû à la pauvreté est relativement courant dans certaines sociétés en développement. Ce comportement se trouve renforcé dans les cas d'urgence, puisque les parents n'ont pas accès aux services nécessaires pour s'occuper de leurs progénitures. Par conséquent, ils croient que de tels services seraient disponibles ailleurs. De même, si des infrastructures de prise en charge résidentielles des enfants sont mises sur pied, les familles estiment qu'ils sont capables de fournir de meilleurs services que ceux auxquels la famille peut accéder. Ce genre de séparation peut souvent se passer de façon inaperçue dans les quelques semaines ou mois qui suivent l'avènement d'une crise

humanitaire, et échapper à la vigilance du personnel d'urgence dont l'attention est absorbée par l'impact du choc initial (Save the Children, 2009, p. 13). En Haïti, beaucoup de parents ont placé leurs enfants dans un orphelinat après le séisme, comme celui de la « Maison des Anges ». Sur 30 enfants recensés, seuls deux sont réellement orphelins. Les familles les ont placés là, car ils ne peuvent pas subvenir aux besoins de leur enfant, ni leur payer l'école (Faliu, Bjorgvinsson, Castellino, Dussey & Biondina, 2010).

### 3) LA FAMILLE ADOPTIVE

---

Les futurs parents adoptifs dont les procédures d'adoption sont en cours font pression pour que celles-ci soient accélérées. Pour Haïti, des familles françaises en voie d'adopter ont réclamé à l'Etat une accélération des procédures. Des futurs parents se sont réunis en collectif pour justifier ces mesures exceptionnelles à cause de la santé souvent « précaire » des enfants et « les conditions qu'ils vont avoir à affronter » (Agence France Presse - AFP, 2010, 17 janvier). De même, de nouvelles demandes ont afflué et certains parents qui ont perdu un enfant lors de la catastrophe alors que l'adoption était en cours sont venus sur place pour choisir un autre enfant.

Certaines familles participent parfois "consciemment" à des pratiques illégales. Dans l'affaire de l'arche de Zoé (nous reviendrons plus en détails sur cette affaire au point 5), certaines familles concevaient l'opération de l'Arche de Zoé, maintes fois décriées dans la presse, comme une aubaine, « en y voyant une possibilité d'adoption "rapide et à coût raisonnable" », comme on a pu le lire sur des forums Internet (Troubé, 2008, p. 63). Ces exemples montrent donc que certaines familles adoptives peuvent saisir certaines opportunités créées par cette situation de crise afin d'adopter plus facilement. Ces comportements s'apparentent, de fait, à des pratiques illégales.

### 4) LES ETATS, LES SERVICES ET ORGANISMES PUBLICS

---

L'Etat d'origine, dont les services ont fortement été touchés ou affaiblis par la catastrophe doit notamment gérer les nombreux dossiers d'adoption qui gisent dans les décombres, dont certains en suspens, ainsi que les nouvelles demandes affluentes. Afin de gérer ces différentes situations et pour éviter tout trafic d'enfants, les pays d'origine sont nombreux à vouloir fermer leurs portes momentanément à l'adoption internationale.

Quant aux pays receveurs, bien que la grande majorité ait ratifié la ClaH, ils offrent aussi des signaux contradictoires au pays d'accueil en proie à la catastrophe. En effet, certains proposent un moratoire sur les adoptions, tandis que d'autres continuent à pratiquer l'adoption

internationale, comme ce fut le cas avec Haïti. Or, lorsque le système de protection de l'enfant dysfonctionne dans un pays d'origine, situation renforcée par une crise, les Etats d'accueil devraient suspendre momentanément l'adoption.

Ce manque de coopération entre les pays d'accueil a été illustré en Haïti, où tremblement de terre a mis en évidence une nouvelle problématique, à savoir comment agir lorsque les procédures d'adoption sont en cours. La plupart des pays receveurs ont accéléré les procédures, même celle qui étaient encore à un stade peu avancé. Par conséquent, il n'est pas certain que dans tous les cas, le principe de subsidiarité, comme celui d'adoptabilité, aient été respectés (SSI, 2010). En effet, suite au séisme et au chaos qui a suivi, près de 1800 enfants ont fait l'objet d'évacuations vers le Canada, les Etats-Unis, la France, les Pays-Bas ou la Suisse, sans que les procédures d'adoption soient clairement achevées (Hofstetter, 10 juin 2010). Le Canada, par exemple, sur les 203 enfants transférés, 68 n'étaient qu'au début des démarches. L'« Opération cigogne » a permis à 203 enfants haïtiens d'être réunis avec leur famille au Canada depuis le séisme survenu près de Port-au-Prince le 12 janvier (Citoyenneté et immigration Canada, 4 mars 2010). De même pour les Pays-Bas dont les 108 enfants transférés, 56 enfants avaient les procédures finalisées, 44 enfants avaient déjà subi le *matching*<sup>31</sup> mais 9 enfants n'avaient même pas encore débuté le *matching* (Radio Suisse Romande La Première [RSR], 2010, 1 février). Nous voyons donc que les pressions exercées par certains pays d'accueil pour favoriser l'adoption internationale en temps de crise peuvent engendrer des situations potentiellement problématiques. Comment peut-on dès lors être certain que les droits de l'enfant sont respectés ?

## 5) LES ORGANISMES NATIONAUX ET INTERNATIONAUX

Les comités nationaux de la Croix-Rouge, les différentes agences des Nations Unies, telles que l'UNICEF, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Réfugiés (HCR), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) le Programme Alimentaire Mondial (PAM), le Haut Commissariat au droits de l'Homme (HCDH), les grandes ONG d'urgence, les associations de solidarité internationale, ainsi que des associations spécialisées dans l'aide à l'enfance, comme Terre des hommes, Save the Children, se mobilisent aux côtés des secours locaux. Bien que l'aide humanitaire soit indispensable, l'afflux massif et le manque de coordination entre les organisations peuvent participer à des violations des droits de l'enfant, ainsi que de la législation locale (SSI & UNICEF, 2004 novembre).

---

<sup>31</sup> Apparemment en français. C'est est le fait de proposer de confier un enfant en besoin d'adoption à des candidats adoptants adéquats.

Prenons l'exemple de la guerre du Vietnam qui dura de 1959 à 1975. Les USA, principaux protagonistes de ce conflit, décidèrent, sous la pression des groupes humanitaires sur le terrain comme Holt, Friends of Children of Viet Nam (FCVN), Friends For All Children (FFAC), Catholic Relief Service, International Social Services, International Orphans, and the Pearl S. Buck Foundation, d'emmener des enfants orphelins du Vietnam du Sud, soit plus de 70'000, vers les Etats-Unis d'Amérique, ainsi que vers d'autres pays. Cette intervention de grande envergure portait le nom d'« Opération Babylift ». Le Président Ford annonçait le 3 avril 1975 une trentaine de vols pour évacuer les bébés et les enfants (Martin, mars 2000). L'« Opération Babylift » demeure la plus grande opération d'évacuation outremer d'enfants. Les chiffres varient selon les rapports, mais cette opération aurait impliqué entre 2'500 et 3'000 enfants évacués dont la majeure partie vers les Etats-Unis, les autres vers le Canada, l'Australie et l'Europe (Martin, mars 2000). Des doutes ont émergé sur l'adoptabilité des enfants, ainsi que sur les documents de travail et furent renforcés par la constatation que ces enfants possédaient des membres de leur famille encore vivants.<sup>32</sup> L'affaire fut déférée au tribunal :

The court found that some of the children arrived with accompanying documentation that was on its face insufficient to establish orphan status, but conceded that given the urgency of the airlift, the INS (note : Immigration and Naturalization Service) permissibly could allow entry under discretionary parole until immigration status could be determined. (Bergquist, 2009, p. 628)

Un autre cas est celui de la guerre du Rwanda qui fit entre 500'000 et 800'000 de morts (certains parlent même d'un million) et deux millions de mutilés sur les 7.7 millions d'habitants (UNHCR, 1997). Des organisations, notamment Médecins du Monde ont estimé qu'il fallait emmener en France les enfants gravement blessés, pour y être soignés. Or, les familles d'accueil ont tenté d'adopter les enfants qui pour certains craignaient de rentrer dans leur pays.<sup>33</sup> D'autres associations comme celle italienne *Together for Peace* évacuèrent des enfants à la demande des parents, tandis que des enfants déjà placés dans des orphelinats furent également évacués. En tout, le nombre d'enfants s'élevait à 218 âgés de quelques mois à 17 ans (Cantwell, 1997, pp. 44-45). Une partie de ces enfants ont par la suite été adoptés par les familles d'accueil (Frenkiel, 12 avril 2001), et ce sans le

---

<sup>32</sup> « It does not matter at all that on television a Vietnamese foster mother sobbed bitterly and strained for a last look at the child she had cared for as Vietnamese infants were put on a plane at Tan Son Nhut. There are clearly no attempts being made to find foster parents in Vietnam who could take a child ; we do not want to give money for that » (Emerson, 26 avril 1975).

<sup>33</sup> « I was forced to return. The Italian and Rwandan government decided. I was really sad because I lived with a family and the woman treated me like her own child. I loved her very much. After six years in a family home - to find out that you'll have to leave them and your friends the next day and never see them again is really, really sad » said Gerard, fifteen year old (Frenkiel, 2001).

consentement des familles survivantes au Rwanda, ni de celui du Gouvernement rwandais. Ce dernier avait d'ailleurs interdit les adoptions et avait demandé leur retour depuis 1995 (BBC, 12 avril 2001).

Dans le cas des évacuations pour raison de santé, des difficultés surgissent souvent lorsque la famille adoptive, pensant que l'enfant aura de meilleures chances dans le pays hôte, refuse à l'enfant qui lui a été confié de revenir dans sa famille d'origine. (Machel, 1996, p. 25)

Ce comportement met en évidence un droit « celui de l'intérêt supérieur » en confrontation avec le droit à l'identité (la famille) et aux garanties dans le processus d'adoption.

Dans cette jungle, les ONG professionnelles ont du mal à faire entendre leur voix. En effet, elles publient à maintes reprises des communiqués de presse explicitant qu'il faut identifier et enregistrer les enfants séparés, rechercher les membres de la famille et favoriser la réintégration familiale, pour protéger l'enfant de la détresse psychosociale suite au traumatisme vécu par la crise et souvent par le décès de parents ou de proches (SSI, UNICEF, Tdh, Save the Children, HCR, CICR, etc.).

A tous les organismes déjà présents s'ajoutent encore une kyrielle de micro-associations, laïques ou religieuses, souvent peu ou pas expérimentées avec pour seule bagage un élan de générosité ainsi que des particuliers, qui participent à la confusion locale (Troubé, 2008, pp. 16-20). L'élan compassionnel, idéaliste, « mi-prophète, mi-urgentiste » « épris de solutions miracles et d'avis tranchés » tentent de rendre le monde conforme à leurs idées (Troubé, 2008, p. 11). Ils se rendent coupables de trafic d'enfants, en agissant avec des « réflexes de style Rambo » (Cantwell, 1998, p. 318) et en ne coopérant pas avec les autres organismes, qu'ils jugent souvent inefficaces. L'histoire nous révèle plusieurs cas de ce type.

En 2007, l'Arche de Zoé, une ONG française, annonce son plan d'évacuer 10'000 orphelins du Darfour en proie à la guerre, dans la région ouest du Soudan (BBC, 29 octobre 2007). Ces enfants étaient présumés orphelins à cause du conflit armé qui a causé la mort de 200'000 personnes et plus de 2.5 millions de réfugiés (Associated Press, 30 octobre 2007). Ignorant la tradition de ses pays musulmans, ainsi que leur législation où l'adoption est interdite, 107 enfants ont été enlevés au Tchad par l'organisation d'Eric Breteau en vue d'être évacués, placés en sécurité, voire même adoptés par des familles françaises ou danoises. Or, ces enfants n'étaient pas soudanais, mais tchadiens et les parents avaient cédé à la pression



que leurs enfants seraient scolarisés au Tchad (Plasse, 30 octobre 2007). Cependant, l'adoption n'est ni permise au Tchad, ni au Soudan. Dans ce cas, ils auraient même soudoyé les enfants avec des friandises et de l'argent (Web in France Magazine, 29 janvier 2008).<sup>34</sup>

En Haïti, dix Américains de l'Eglise baptiste « The New Life Children's Refuge » fondée par Laura Silsby de l'Idaho, du Texas et du Kansas, ont tenté d'enlever 33 enfants âgés de 2 à 12 ans (Wingfield-Hayes, 1 février 2010). Il s'agit d'un ministère chrétien à but non lucratif voué au sauvetage, à l'amour et aux soins des enfants haïtiens et dominicains orphelins, abandonnés et pauvres.<sup>35</sup> Leur but était de sauver ces enfants et de les placer dans un orphelinat à Magante en République dominicaine (BBC, 5 février 2010).<sup>36</sup> Toutefois, sur le site Internet de leur Eglise, il est stipulé qu'ils vont entreprendre toutes les démarches et saisir toutes les possibilités pour l'adoption via un partenariat avec la « Fondation New Life Adoption » qui subventionne les adoptions pour des parents chrétiens aimants qui autrement n'auraient pas les moyens de pouvoir adopter. Par l'intermédiaire d'un pasteur haïtien, les parents ont confié leurs enfants aux baptistes qui promettaient de leur donner une bonne éducation en République dominicaine. Mais il n'était nullement question d'adoption (Caroit, 11 février 2010, p. 2). Ils ne possédaient d'ailleurs aucune permission officiel, ni de preuves authentifiant que les enfants étaient réellement orphelins. Par la suite, les enfants furent placés dans l'association néerlandaise « SOS Children villages », où le porte-parole, George Willeit explique que plusieurs enfants avaient clairement affirmé qu'ils n'étaient pas du tout orphelins et qu'ils avaient toujours leurs parents (Penhau, 1<sup>er</sup> février 2010). « Dans ce pays ravagé, des personnes viennent se servir d'enfants comme d'une marchandise » souligne Marlène Hofstetter, Secteur adoption à Tdh (Hofstetter cité par Tdh, 2010).

Ce genre de charité défendue par ce type d'ONG, basé sur des intentions louables, n'aident pas, bien au contraire. Par ailleurs, Richard Danziger, à la tête de la lutte contre le trafic auprès de l'Organisation Internationale contre les migrations, a qualifié ce type d'adoption « d'adoption cowboy ». Tandis que le ministre Haïtien des affaires sociales, Yves Christallin, considère ces adoptions comme des enlèvements (Westcott, 2010). Dans ce sens, certaines ONG contribuent à leur manière à perpétrer des pratiques illégales quand bien même leurs actions se basent sur des sentiments humains d'entre-aide. Pourtant, la CDE détermine

---

<sup>34</sup> Mariam, 10, said, « A car came with two whites and one black man, who spoke Arabic. The driver said, 'Come with me, I'll give you some money and biscuits and then I'll take you home » (Web in France Magazine, 29 janvier 2008).

<sup>35</sup> « They are very precious kids that have lost their homes and their families, and are so, so in need of God's love and compassion and a very nurturing setting » (Wingfield-Hayes, 1 février 2010)

<sup>36</sup> The mission's aim became to « They rescue Haitian orphans abandoned on the streets, makeshift hospitals or from collapsed orphanages in Port-au-Prince and surrounding areas, and bring them to New Life Children's Refuge in Cabarete, Dominican Republic » (BBC, 5 février 2010).

très clairement le cadre dans lequel toutes actions en faveur des enfants doit se dérouler (CDE, art. 22). Ce qui implique que toutes activités menées en dehors de ce cadre ne contribuent pas à l'intérêt supérieur de l'enfant.

## 6) LES MÉDIAS

---

Lors d'une crise, les médias se doivent d'informer le public sur la situation d'urgence avec la plus grande acuité possible et ce dans un souci de neutralité. Cependant, lors d'une catastrophe, il paraît légitime de se poser la question quant à la qualité et les moyens de production de l'information, sachant qu'ils n'ont que rarement le temps de faire une analyse complète de la situation. En effet, les médias cherchent plutôt à exacerber les sentiments de l'opinion publique, par des images chocs et un matraquage médiatique, à créer du sensationnalisme, afin de mobiliser les quidams à verser des dons plutôt que de réellement informer le public sur une situation donnée.

Après l'ouverture de la Roumanie, les titres des journaux de l'époque étaient éloquentes : « Horreur légale en Roumanie », « Les orphelins perdus de Roumanie », « Les enfants oubliés de Roumanie », « Le désastre roumain », « Les mouvoirs des enfants de Roumanie », « Les orphelins de Ceausescu ». Les images choquantes présentées à la télévision montraient principalement des enfants porteurs de handicap – des enfants prisonniers derrière les barreaux de leur lit et qui se balançaient d'avant en arrière, sales, mal nourris et habillés en haillons. La révélation du sort de ces enfants « orphelins » horrifia la Communauté internationale, ainsi que la population mondiale qui réagit en adoptant de nombreux enfants roumains. De 1989 à juillet 1991, la Roumanie a vu plus de 10'000 enfants quitter le pays pour être adoptés. « Une tragédie nationale », selon la déléguée roumaine de l'époque (Nigel Cantwell In Office Fédéral de la Justice en qualité d'autorité centrale fédérale, l'Ufficio del tutore ufficiale & l'Autorité centrale du Canton du Tessin, 2004, p. 8). Un autre exemple est celui du tsunami survenu en Indonésie en 2004. Suite aux images diffusées à la télévision, des familles américaines qui aspiraient à l'adoption d'un enfant dans un autre pays ont soudainement souhaité adopter un enfant d'Indonésie, lorsqu'ils ont vu les visages des orphelins « dans le besoin » (Sims, 7 janvier 2005).<sup>37</sup> Le cas d'Haïti a également défrayé la chronique, alors que dans le même temps les inondations survenues au Pakistan en juillet 2010 ont fait au moins 1'600 morts et affecté plus de 15 millions d'habitants, et qui auront engendré de nombreux enfants sans parents, ont peu été médiatisées. Certes, il s'agit

---

<sup>37</sup> « My heart just breaks with those pictures. I called my social worker this morning and said, 'Hold on, I don't if know if we want to do Guatemala anymore. Let's try Thailand » said Katherine Hart, who adopted her 2-year-old daughter, Jayden, last winter. « I would love to be able to take in even more than one of those children » (Sims, 7 janvier 2005).

d'un pays islamique, mais les dangers de trafic d'enfants demeurent présents. Selon Maurizio Giuliano, porte-parole du Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'Organisation des Nations Unies (Ocha), cette catastrophe serait « pire que le tsunami de 2004, le tremblement de terre au Pakistan en 2005 et le récent tremblement de terre à Haïti » (AFP, 2010, 9 août). Ce qui nous fait dire que ce sont avant tout des enjeux géopolitiques qui façonnent l'actualité.

Par leurs reportages, leurs documentaires, par une surenchère des termes usités (exagération de la situation, emphase du nombre de morts, des risques encourus, etc.) (Rony Brauman, 2008) comme l'utilisation du terme « orphelin » qui renvoie à une victime innocente, ils dramatisent la situation et incitent de manière insidieuse le spectateur à agir, que ce soit en donnant de l'argent, en adoptant un enfant ou autre, suite à un sentiment de culpabilité. Par conséquent, ils contribuent à dépeindre un visage négatif de l'adoption internationale.

Aux médias usuels, n'oublions pas non plus Internet, qui est instrumentalisée pour permettre à toutes les rumeurs possibles et imaginables de devenir réalité, quel qu'en soit la dangerosité et qui permet à toutes les fantasmagories de prendre forme et de biaiser la réalité en tentant d'émouvoir l'internaute, mais sans pour autant chercher à l'instruire. On y découvre également des blogs gérés par des familles d'accueil qui expliquent notamment le déroulement d'adoption privée et le conseillent à d'autres.

Par conséquent, lors de catastrophes, il serait légitime de se demander si les médias ne seraient pas instrumentalisés. Car il est difficile de conserver toute neutralité dans un domaine aussi sensible que l'adoption internationale. « C'est, en somme, en voulant rendre plus visibles les malheurs du monde, qu'on rend le monde moins lisible encore » (Backmann & Brauman, 1996, p. 69). A leur niveau, les médias peuvent également "encourager" des pratiques illicites en diffusant une vision dramatique de la situation de certains enfants, en encourageant des « réflexes charitables » (Cantwell, 1998, p. 319), incitant dès lors certains organismes comme certaines familles à contourner les canaux officiels de l'adoption internationale pour remédier à leur sort et leur offrir une meilleure vie.

#### 4.4 SYNTHÈSE

---

L'ampleur des pratiques illégales liées à l'adoption internationale sont difficiles à évaluer. Les méthodes actuelles sont telles que certains auteurs parlent même de *blanchiment* d'enfants (Smolin, 2006) plutôt que de trafic. Dans ce cadre, les enfants sont pris de manière

illégale aux parents d'origine, mais l'adoption passera par les procédures officielles et le système légal. Au final, l'enfant sera légalement adopté. Cependant, les dérives de l'adoption internationale ne surgissent pas ex nihilo en temps de crise, à cause d'un chaos général. Elles trouvent un terreau favorable dans des pays en proie

Au dysfonctionnement originel s'ajoute, en temps de crise, le chaos engendré par la destruction des principaux organismes en la matière et l'anéantissement des infimes barrières ou mesures de protection existantes. Cet état de fait couplé au sensationnalisme des images chocs et des articles, le désarroi et l'empressement des familles d'accueil, le désir de sauver des enfants, dans un climat de tension et de stress élevés, la célérité des interventions pour sauver le plus de vies, le capharnaüm des actions menées par les différents organismes nationaux comme internationaux offrent un terreau particulièrement propice aux pratiques illégales. Il suffit d'une seule semaine, même moins, pour que des centaines d'enfants qui sont momentanément séparés de leur famille soient adoptés à l'étranger.

Lors d'une catastrophe naturelle ou anthropique, ces abus sont exacerbés. D'une part, parce que les gouvernements et leurs administrations déjà précaires sont affaiblis, voire momentanément paralysés. D'autre part, davantage d'enfants sont abandonnés, momentanément séparés ou non accompagnés, voire même orphelins suite aux effets dévastateurs de la crise. Pour les trafiquants, ces situations représentent une opportunité de pallier à la demande toujours croissante des pays occidentaux. Certaines pratiques illégales sont favorisées par l'anarchie engendrée par la situation de crise, car il est d'autant plus difficile d'exercer des contrôles accrus sur les documents ou les différentes procédures d'adoption. La preuve en est avec les tentatives avortées de certains « humanitaires » d'évacuer des enfants qui n'étaient pas orphelins. Certaines dérives sont même perpétrées par les Etats receveurs qui, en accélérant les procédures d'adoption qui n'étaient pas en cours avant la catastrophe, ne respectent pas l'esprit et la lettre de la ClaH. Ces différents éléments sont interprétés et analysés différemment selon les acteurs, certains prônant pour des solutions parfois radicalement opposées.

Ainsi, de bonnes intentions peuvent mener à des pratiques illégales, et bien qu'en l'occurrence l'adoption sera positive pour l'enfant, la fin ne justifie pas toujours les moyens. Selon Emmanuel Kant (1788), une action cesse d'être morale dès lors qu'il y a un calcul d'intérêt ou une satisfaction espérée comme c'est le cas pour les différents protagonistes de l'adoption internationale.

L'adoption, nationale comme internationale, est une mesure de protection sociale et légale de l'enfant. Toutefois, la pauvreté des pays en voie de développement, la corruption, les politiques natalistes, le manque de ressources et de personnels qualifiés sont autant de facteurs qui concourent au dysfonctionnement du système de protection de l'enfant, dont l'adoption fait partie. Cet état de fait a permis à des trafiquants, des personnes malintentionnées ou des fonctionnaires sous-payés ou d'autres privés, de participer aux différentes pratiques illégales liées à l'adoption internationales. Mais répétons-le, les acteurs impliqués dans l'établissement d'un environnement protecteur pour l'enfant, possèdent des intérêts divergents et peuvent participer involontairement à certaines pratiques frauduleuses.

En temps de crise, les abus sont identiques, sauf qu'ils sont exacerbés. D'une part grâce au nombre plus élevé d'enfants non accompagnés, d'autre part le chaos régnant et l'urgence permettent plus facilement aux trafiquants d'agir. Les principaux acteurs que nous avons identifiés estiment que l'intérêt supérieur des enfants victimes d'une catastrophe naturelle par exemple est d'être évacués, comme pour certains organismes humanitaires, certains Etats d'accueil ou certaines familles d'accueil. Quant à la famille d'origine, elle estime que c'est dans l'intérêt de son enfant d'être placé en institution, voire même d'être adopté à l'étranger. De nouveaux acteurs apparaissent donc, peu expérimentés, mais principalement mus par ce que certains qualifient « paternalisme et sentimentalisme » (Cantwell, 1998, p. 318).

## 5. LES REPRÉSENTATIONS SOCIALES

---

Dans de nombreux cas, on ne cherche plus tant à offrir un foyer à un enfant qui en est dépourvu qu'à offrir un enfant à des parents qui en sont privés. Du coup, s'est développée une véritable "industrie"...notamment le recours à des manœuvres frauduleuses ou à la contrainte pour persuader les mères célibataires de donner leurs enfants à l'adoption. (Lammerant, 2001, p. 334)

Face à cette réalité, les représentations sociales de l'adoption internationale oscillent principalement entre deux extrémités, lesquelles sont façonnées par des postulats antagonistes.

Selon Denise Jodelet (1993), une représentation sociale c'est « une forme de connaissance, dite de sens commun ». La représentation implique toujours une certaine lecture de la réalité, qui dépend du contexte culturel et normatif dans laquelle évolue l'individu. Elle décrit, explique et prescrit quelque chose. C'est ce que nous allons découvrir notamment chez les partisans et les détracteurs de l'adoption internationale.

Nous allons, dans ce chapitre, tenter de décrire quelles sont les représentations sociales liées à l'adoption internationale. Cet exercice est intéressant dans la mesure où il permet de mieux saisir les comportements et les actions qui paraissent parfois antagonistes, des différents acteurs décrits précédemment, notamment en temps de crise. Enfin, c'est à partir de ces conceptions que nous pouvons comprendre l'essor de certaines pratiques. En agissant en fonction de certaines convictions, on ouvre plus ou moins la porte à des pratiques illégales.

### 5.1. LES PRO-ADOPTIONS

---

Les pro-adoptions regroupent des professeurs, des chercheurs, des associations d'adoption, des parents adoptifs, des organismes laïcs comme religieux. Ils présentent l'adoption internationale comme étant la réponse appropriée à la pauvreté existante dans de nombreux pays en voie de développement, comme un acte humanitaire qui arrache l'enfant aux limitations et à l'indigence pour le conduire vers le confort, la richesse et les opportunités des pays riches. Cette conception sous-entend, quelque part, que les parents plus aisés feront de meilleurs parents puisqu'ils ont beaucoup à offrir. C'est un courant quelque peu « salvationniste » qui présente l'adoption internationale comme une manière de sauver les enfants de la misère (Fonseca, 2000, p. 65). Ces défenseurs nient le droit à l'auto-détermination de l'enfant au détriment des droits des parents adoptifs et leur responsabilité de

contrôler la vie de l'enfant. Pour eux, interdire l'adoption internationale reviendrait à condamner les enfants sans famille à vivre dans la rue ou dans une institution (Dillon, 2003, p. 198).<sup>38</sup> De plus, les partisans à l'adoption trouvent inadmissible les contraintes imposées aux futurs parents adoptifs qui, à l'instar des parents naturels, ne devraient pas être soumis à des restrictions ou des appréciations (Masson, 2001).

Cette perception les conduit à minimiser les incidents tels que l'achat, le kidnapping ou le trafic d'enfants dans le cadre du système d'adoption internationale. Pour Elizabeth Bartholet,<sup>39</sup> mère adoptive, il est absolument absurde de parler comme si les dangers réels pour les enfants étaient de se faire enlever aux parents d'origine, via le kidnapping ou l'achat aux parents en vue d'être abusés, exploités ou vendus dans les pays riches. Certes, il y a eu quelques cas de kidnapping ou de paiements indus aux parents, mais il n'y a pas de preuves formelles que ces pratiques soient répandues et il est d'ailleurs peu probable qu'elles le soient (Bartholet, 1996). De plus, lorsque les abus sont avérés, les auteurs sont poursuivis (Bartholet, 2007, November 4).

D'autres conçoivent l'existence de problème dans le cadre du système d'adoption internationale, mais les considèrent comme des dommages collatéraux. Pour ces derniers, le système offre plus de positif que de danger.

Sous prétexte de quelques dérives répréhensibles, très médiatisées, ne cachons pas la réalité de ces millions d'enfants qui attendent et grandissent nourris et parqués sur leur terre natale, dans des lieux sans âme et sans espoir. [...] L'adoption n'est pas une prédation, elle est la juste réponse à la pire des solitudes, celle pour un enfant de grandir sans personne à qui se lier. (Mowbray, 4 mai 2010)

D'autres encore estiment que malgré le trafic d'enfants, ces derniers sont mieux à l'Ouest, loin des restrictions économiques, culturelles, éducationnelles et de genre qui auraient empêché leur développement au sein de leur famille d'origine (éléments cités par David Smolin, inscrit dans le camp des anti-adoption - Smolin, 2006, p. 116). Pour eux, l'adoption internationale répond à l'intérêt supérieur de l'enfant. Par conséquent, ils jugent la

---

<sup>38</sup> Many millions of children worldwide are living and dying in orphanages or on the streets, with no possibility of finding homes in their own country (The New York Times, 2009).

<sup>39</sup> Elizabeth Bartholet is the Morris Wasserstein public interest professor of law and faculty director of the child advocacy program (CAP) at Harvard Law School « international adoption is under siege, with the number of children placed dropping each of the last several years, and many countries imposing severe new restrictions [against kidnapping, stealing and corruption]. Key forces mounting the attack claim the child human rights mantle, arguing that such adoption denies heritage rights, and often involves abusive practices. Many nations assert rights to hold onto the children born within their borders, and others support these demands citing subsidiarity principles. But children's most basic human rights, at the heart of the true meaning of subsidiarity, are to grow up in the families that will often be found only in international adoption. These rights should trump any conflicting state sovereignty claims » (Bartholet, 2010).

ClaH trop flexible, puisqu'aisément manipulable pour limiter l'adoption internationale (Myers, 2009, p. 797). En effet, ils estiment que son utilisation a incité de nombreux pays d'origine à fermer leurs portes à l'adoption internationale, comme ce fut par exemple le cas de la Roumanie pour entrer dans l'Union européenne, du Guatemala et de la Chine. Suite à l'interdiction de l'adoption en Roumanie, la pratique de l'abandon d'enfants, bien ancrée dans la culture a continué. Ces enfants abandonnés ou orphelins n'ont d'autre espoir que de finir dans une institution (Yemm, 2010, pp. 566-567). Pour eux, l'adoption internationale représente donc la meilleure solution permettant de sauvegarder l'intérêt supérieur d'enfants orphelins ou abandonnés provenant des pays en développement. Ils le justifient d'autant plus lorsqu'une crise survient dans un pays et que ses conséquences sur les enfants sont relayées par les médias.

## 5.2 LES ANTI-ADOPTIONS

---

Les détracteurs de l'adoption internationale regroupent également des professeurs, des chercheurs, des organisations, ainsi que de nombreux politiciens des pays d'origine. Pour ces derniers, l'adoption internationale, ainsi que les pratiques illégales y affiliées ternissent l'image de leur pays, en insinuant que leur gouvernement est incapable de s'occuper de ses propres enfants.

Pour les anti-adoptions, l'adoption internationale répond à un humanitarisme idéologique, qui postule que tout est humanitaire, basé sur la croyance qu'un enfant issu d'un pays en voie de développement sera de toute façon plus heureux dans un pays occidental. Ce dogme s'ancre dans des vestiges néocolonialistes dont l'impérialisme se justifie par le droit à l'enfant d'être élevé dans une famille capable de favoriser son développement (CDE, art. 5). L'adoption internationale symbolise donc une sorte de néocolonialisme, poussé notamment par des considérations et conceptions chrétiennes. Ce comportement engendre une double domination : culturelle, puisqu'il apparaît que seule la culture occidentale permettra à l'enfant d'être scolarisé et économique, vu que seule une famille occidentale possède les moyens financiers pour élever un enfant.

D'autres détracteurs, comme l'association des travailleurs sociaux noirs des Etats-Unis (NASBW), estiment qu'un enfant doit être élevé par des membres qui possèdent la même culture afin de préserver l'héritage de l'enfant, son identité et son ethnicité. Ils dénoncent l'adoption « transraciale » comme étant un génocide, car les adoptés n'ont plus conscience, ni fierté de leur héritage et, pour cette organisation, les enfants noirs ne doivent jamais être



placés dans des foyers de blancs.<sup>40</sup> Ces critiques avaient déjà émergées lors de la guerre du Vietnam où certaines personnes estimaient que retirer les enfants de leur patrie et les priver de leur culture d'origine relevait de l'impérialisme culturel américain. D'autres critiquaient ouvertement l'adoption interracial (Martin, mars 2000).

L'adoption internationale représente donc pour les pays d'origine une autre manière d'exploiter les enfants (Myers, 2009, p. 791). D'ailleurs, Emma Nicholson (2006),<sup>41</sup> affirme que la corruption et les abus perpétrés dans le cadre de l'adoption internationale en Roumanie durant les années '90 l'ont convaincue que les adoptions devaient être interdites (Kunz & Reese, 2005) et que de nombreux efforts devaient être entrepris pour soutenir les familles, ainsi que renforcer le système de famille d'accueil dans le pays (Roy, 12 octobre 2010). L'argent dépensé pour adopter les enfants devraient être utilisés pour renforcer les différents services d'aide dans les pays d'accueil (Masson, 2001). En effet, Gita Ramaswamy, qui dirige la campagne en Andhra Pradesh pour stopper l'adoption étrangère, s'insurge qu'au lieu de soutenir les familles, on convint les femmes de vendre leur bébé.<sup>42</sup>

Les abolitionnistes critiquent le fait que l'adoption internationale est progressivement devenue un marché lucratif régi par les lois capitalistes d'une demande en perpétuelle croissance et d'une offre qui se tarit progressivement, situation qui engendre un déséquilibre entre les deux et qui par conséquent, selon les lois du marché, augmente le prix. En effet, le business lié à l'adoption internationale génère de tels profits commerciaux qu'il incite certains intermédiaires peu scrupuleux à développer un commerce illégal d'enfants adoptables (Hürzeler-Caramore *et al.*, 2004, p. 97).

Pour eux, la Convention de la Haye est trop flexible pour limiter et contrôler les adoptions internationales, car elle légitimerait le processus de l'adoption internationale et symboliserait l'institutionnalisation du processus quand bien même la Convention juge l'adoption internationale comme un processus de dernier recours. En effet, la mise en œuvre

---

<sup>40</sup> « Culture is the essence of being human. Culture is the bridge that links the present with the past and the past with the future. Culture provides a sense of historical continuity. It is a protective device structured to eliminate trial and error in the past and the future. Culture is second nature. It is a person's values, beliefs, learnings, practices, and understandings that are passed on... » (National Association of Black Social Workers [NABSW], 1994, p. 8). Children removed from their home, school, religious environment, physicians, friends, and families are disengaged from their cultural background. They are denied the opportunity for optimal development and functioning (NABSW, s. d.).

<sup>41</sup> Elle fut anciennement présidente du Comité du Parlement européen sur la Roumanie, puis vice présidente du Comité des Affaires Étrangères du Parlement européen. Elle est connue pour ses positions anti-adoption.

<sup>42</sup> Ms. Ramaswamy argues that poverty and the degradation of women in Indian society are the reasons that so many poor women are induced to sell their girl babies. Rather than address those problems, the Indian government allows foreigners to adopt babies as a partial solution, she said. What really drives baby trafficking, she says [Ms. Ramaswamy], is demand from rich Western couples. Anti adoption Mme Poor women do not go around offering their babies, she said, but are persuaded to sell by offers of what to them are irresistible amounts of money. « Her faith in the power of the color of her skin, and the superpower status of her country, is so strong » that she is convinced « she must win ». Ms. Ramaswamy wrote in April in an op-ed article against foreign adoptions in the Deccan Chronicle, the state's leading English-language daily. Gita Ramaswamy, left, is leading the campaign in Andhra Pradesh to stop foreign adoptions, arguing that the practice encourages baby trafficking (Bonner, 2003).

de la ClaH est laissée à la libre discrétion des volontés gouvernementales. Vu que les processus durent parfois longtemps, cela prolongerait le placement des enfants en institution, donc à leur détriment. De plus, elle ne demande pas la condamnation des trafiquants d'enfants, ni de tous ceux qui pourraient profiter du processus adoptif (Myers, 2009, p. 797). Ainsi, à défaut de pouvoir la réguler, éliminer l'adoption internationale, ou du moins la restreindre dans les pays non membres de la ClaH, permettrait de renforcer la protection des familles et des enfants contre tout abus potentiel de kidnapping, trafic et toute autre exploitation (Myers, 2009, p. 781).

### 5.3 LES PRAGMATIQUES

---

Il y a également les pragmatiques, pour qui l'adoption internationale devrait être davantage régulée afin d'éliminer les mauvaises pratiques et améliorer les standards. Ils estiment que la législation existante n'est pas satisfaisante et qu'il faut repenser le processus adoptif, ainsi que l'implication des acteurs, des agences et des intermédiaires (Masson, 2001, pp. 150-151).

### 5.4 SYNTHÈSE

---

Les pro- comme les anti-adoptions cherchent à empêcher toute exploitation, souffrance et mort des enfants orphelins, mais ils diffèrent sur les moyens à mettre en œuvre. Les opposants affirment que cette pratique exploite les nations pauvres, empêche les enfants d'avoir la possibilité d'être élevés dans leur communauté d'origine, leur enlève leur identité, utilise les ressources qui pourraient être dévolues à l'amélioration de la vie de nombreux enfants et contribue enfin au problème de l'enlèvement, de la coercition et du trafic d'enfants (Javier *et al.*, 2007, p. 168). L'adoption internationale se résumerait, dans cette perspective, à une sorte de vol d'enfants d'inspiration néocolonialiste (Smolin cité par the New York Times, 1 février 2010). Au final, selon eux, « l'adoption internationale ne représente finalement qu'une goutte d'eau dans l'océan du besoin » (Triseliotis, 2000, p. 46).

Pour les pro-adoptions, l'adoption internationale représente l'unique solution pour sauver les enfants orphelins et les empêcher de vivre dans un milieu institutionnel ou dans les rues, ce qui aurait des effets délétères sur eux, en leur fournissant des familles permanentes. Ces familles aident les enfants qui seraient autrement marginalisés dans leur société, que cela soit à cause de leur illégitimité, leur handicap ou leur différence raciale / ethnique. L'adoption internationale offre à chaque enfant une famille, puisque ni l'élimination, ni la restriction de

l'adoption internationale ne diminueront les problèmes de pauvreté qui contribuent à l'abandon des enfants (Bartholet, 2005).<sup>43</sup> Il y a également les pragmatiques, qui souhaitent une sorte de révolution du processus adoptif. Quant aux associations de protection de l'enfance, l'adoption internationale est bénéfique lorsque toutes les autres alternatives locales, hormis l'institutionnalisation, ont été étudiées.

On comprend que de telles différences entre les acteurs dans leur manière d'appréhender la même réalité, fait référence à des représentations sociales différentes. Par exemple, Elizabeth Bartholet, fervente partisane de l'adoption, a adopté elle-même des enfants, tandis que le NASBW, associations afro-américaines, voient dans l'adoption une aliénation et une négation de leur identité culturelle.

Néanmoins, il semblerait qu'il existe un point commun entre ces différents courants idéologiques. Chacun perçoit l'enfant, et d'autant plus l'enfant privé de parents, dans sa vulnérabilité. Par conséquent, l'enfant est davantage considéré comme un objet de protection, donc dans sa spécificité et particularité plutôt qu'en tant qu'enfants détenteurs de l'ensemble des droits définis dans la Convention (Dominicy, 2008, p. 85). Ils axent leurs théories et leurs actions sur la protection à apporter à ces enfants et sur les prestations que les Etats devraient fournir, reléguant en arrière-plan la participation de l'enfant, voire l'ignorent. Ce qui pourrait correspondre à l'école de pensée « paternaliste », évoquée en droits de l'enfant, qui ne reconnaît à l'enfant que le droit de protection et celle du « bien-être » où la protection prime sur les prestations et la participation. Par conséquent, sur l'échelle de Roger Hart, Professeur de psychologie environnementale (cf. annexe 5), qui désigne huit niveaux de participation des enfants, il semblerait que la participation de l'enfant vulnérable soit purement de la « décoration », voire éventuellement une « politique de pure forme », donc clairement de non participation. Or, pour que l'intérêt de l'enfant soit pleinement pris en considération, il faut que l'audition de l'enfant devienne la norme plutôt que l'exception. Or ce thème n'est que rarement, voire pas du tout abordé tant par les pro- que les anti-adoptions internationale.

---

<sup>43</sup> « International adoption represents an extraordinarily positive option for the homeless children of the world, compared to all other realistic options. Most of these children will not be adopted otherwise. They will continue to live in inadequate institutions or on the streets. Foster care is available only to a limited degree and sometimes results in little more than indentured servitude. The homeless children who survive to grow up often will face virulent forms of discrimination in their own country, based on their racial or ethnic status, or simply on the fact that they are illegitimate or orphaned » (Bartholet, 1993, pp. 97-98).

## 6. DISCUSSION ET CONCLUSIONS

---

### 6.1 DISCUSSION

---

A présent, puisque nous avons identifié les principaux comportements et intérêts choisis par les différents protagonistes de l'adoption internationale, nous souhaiterions discuter de l'éthique de ces actions.

La notion d'éthique, vient du grec *ethos*, qui se réfère à la morale et aux mœurs. En simplifiant, nous pouvons dire que cette discipline établit des critères pour agir dans une situation pratique et faire le choix d'un comportement dans le respect de soi-même et d'autrui. Elle permet de décider le comportement à adopter, que ce soit individuellement ou collectivement, en fonction des enjeux sociétaux. Par conséquent, pour déterminer si une action est éthique ou non, il faut identifier les raisons qui poussent l'acteur à agir, ainsi que la finalité de son action.

Dans le cadre de l'adoption internationale, il y a une sorte de code éthique érigé aux travers des nombreux textes législatifs, dont la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention de la Haye de 1993, ainsi que d'autres textes législatifs. La principale raison qui devrait inciter les acteurs de l'adoption internationale à agir est d'offrir une protection et une aide spéciales aux enfants "sans parents". La finalité devrait être par conséquent de leur offrir une solution stable et durable à long terme en respectant l'intérêt supérieur de l'enfant, par des alternatives nationales et en dernier recours par l'adoption internationale (moyens). Une adoption est donc éthique si elle respecte les principes que nous avons énoncés à savoir l'intérêt supérieur de l'enfant, l'adoptabilité, la subsidiarité de l'adoption internationale, etc..

En cas de crise humanitaire, un code éthique particulier a été à maintes reprises réitéré, soit par des organisations internationales, soit par la Conférence de la Haye ou autre. Aucune adoption internationale ne doit être permise dans un laps de temps de deux ans minimum, si la famille de l'enfant, de même que celle élargie n'a pas été retrouvée (BBC Worldservice, s. d.). Les procédures d'adoption en cours avant la catastrophe peuvent être accélérées, en respectant les standards internationaux, mais aucune nouvelle procédure d'adoption ne doit être considérée dans la période qui suit la catastrophe ni avant que les autorités de cet État soient en mesure d'appliquer les garanties nécessaires (SSI, juin 2010). Par conséquent, il faut geler toutes les adoptions durant deux ans pour permettre aux efforts pour retrouver les familles d'être épuisés. L'accent doit être mis sur l'identification des enfants séparés, la recherche de leur famille et la réunification familiale (CDE, art. 22, al. 2) (Psychosocial

Working Group, 2003, p. 2). La source de réconfort pour l'enfant est auprès de sa famille, d'autant plus dans les cas d'urgence. Comme nous l'avons montré dans ce travail, il est prouvé qu'ils se remettent plus facilement lorsqu'ils sont pris en charge par leurs familles ou leurs communautés avec des soins et une protection appropriées de la part de leurs « caregivers ». En résumé, en situation de crise, l'adoption internationale ne doit être envisagée que lorsque tous les efforts de recherche ont été vains et qu'aucune autre solution stable ne soit envisageable dans le pays.<sup>44</sup>

Si nous considérons le comportement des acteurs en situation "ordinaire", nous avons vu que chacun est mu par un intérêt différent que celui de l'intérêt supérieur de l'enfant : le désir de parentalité, la conviction de pouvoir offrir davantage à ses enfants vivant dans la pauvreté, le sentimentalisme et le compassionnel, l'appât du gain, etc.. Mais de façon générale, nous pouvons distinguer deux sortes de protagonistes. Ceux qui sont mus par un intérêt purement financier, il s'agit des trafiquants *stricto sensu* et ceux qui cherchent à répondre à leur propre intérêt confondu avec celui de l'enfant. Hormis pour les trafiquants, la considération prédominante est d'offrir une famille qui répondra aux besoins matériels, psychologiques et affectifs de l'enfant. Certes, la finalité se veut en tout cas positive, mais elle ne répond pas forcément à l'intérêt supérieur de l'enfant et ne respecte pas non plus ses droits fondamentaux. Mais ce qui est le plus problématique, ce sont les moyens utilisés pour réaliser cet objectif, qui sont parfois illégaux comme nous l'avons vu. Certes, l'intérêt supérieur de l'enfant est toujours mis en avant pour justifier une décision, mais non seulement il n'est pas toujours compris, mais il masque d'autres intérêts. Par conséquent, ces moyens et les comportements adoptés ne sont pas éthiques, car violent les législations et les prescriptions en la matière. Car, chaque acteur possède un code éthique qu'il devrait respecter. Par exemple, les parents adoptifs doivent suivre un ensemble de procédures et répondre à certains critères pour être accepté comme parents adoptifs.

Or, pour beaucoup d'acteurs, peu importe les raisons pour agir et la légalité des moyens, du moment que l'enfant puisse grandir dans une famille. Par conséquent, on peut se poser la question suivante : la fin justifie-t-elle les moyens ? Comme le disait Weber (1919) :

Il n'existe aucune éthique au monde qui puisse négliger ceci : pour atteindre des fins "bonnes", nous sommes la plupart du temps obligés de compter avec, d'une part des moyens moralement malhonnêtes ou pour le moins dangereux, et d'autre part la

---

<sup>44</sup> Cette position est partagée par l'UNICEF, l'UNHCR, le Comité des droits de l'enfant, la Conférence de la Haye sur le droit international privé, le CICR et des ONG internationales telles que l'Alliance Save the Children Alliance et le Service Social International.

possibilité ou encore l'éventualité de conséquences fâcheuses. Aucune éthique au monde ne peut nous dire non plus à quel moment et dans quelle mesure une fin moralement bonne justifie les moyens et les conséquences moralement dangereuses. (p. 68)

Comme le soulève Weber dans cette citation, aucun de ces acteurs ne pensent aux conséquences dramatiques que peuvent engendrer les dérives auxquelles ils ont directement ou non, volontairement ou non, participé. Ces conséquences peuvent se répercuter non seulement sur l'enfant, mais également sur les autres acteurs du triangle adoptif, à savoir la famille biologique et celle adoptive. En effet débiter une filiation sur une action illégale est un facteur de risque pour l'avenir : sentiment de culpabilité du couple ou de l'un des deux rendant l'autre responsable de la démarche, extrême difficulté et risque de mensonges pour raconter son histoire à l'enfant. Il est même arrivé que l'enfant soit abandonné une deuxième fois, après certaines adoptions douteuses (Choulot, Carbonnier & Guérin, 2007, p. 751).

Les principes éthiques offrent un cadre de référence et recommandent des comportements, mais ils n'obligent pas à l'adopter. Nous le voyons bien, le non respect des procédures adoptives n'est nullement sanctionné. Toutefois, user de moyens douteux même pour réaliser une bonne action relève plutôt de la morale. Mais toujours est-il que l'éthique fait figure de parent pauvre, si l'on peut dire, dans l'ensemble des considérations prises en compte lors d'une procédure d'adoption internationale. Alors, s'agirait-il de redonner à l'éthique un rôle central dans la problématique de l'adoption internationale ?

## 6.2 CONCLUSIONS

---

Notre travail aspirait à déterminer si l'intérêt supérieur de l'enfant représentait la considération primordiale dans toute adoption. Cet intérêt qui n'est apparu que tardivement sur la scène juridique n'est pas une notion universelle et préétablie. En effet, nous l'avons vue varier selon les époques et les pays, mais également selon les acteurs impliqués dans le processus de l'adoption internationale. En effet, l'intérêt supérieur de l'enfant n'est pas une notion objective, mais dépend étroitement des représentations sociales des individus.

A l'origine, l'adoption était une mesure privée qui impliquait la famille biologique et l'adoptant. Le but était uniquement d'offrir un héritier, de perpétuer une lignée et aucunement d'offrir un environnement protecteur à l'enfant. Dans ces circonstances, il est clair que l'intérêt supérieur de l'enfant n'était pas pris en considération, surtout que l'enfant était principalement considéré comme un être imparfait, peu digne d'intérêt. L'adoption connut

une réelle consécration avec le Code Napoléon en 1804 et les premières législations en la matière apparurent dans les différents pays européens. La Deuxième Guerre mondiale et ses milliers d'enfants orphelins élargirent l'horizon de l'adoption qui pour la première fois devint internationale. Le sentiment qui poussa de nombreuses familles à adopter était principalement d'ordre humanitaire. Par conséquent, les parents adoptifs, agissant uniquement par esprit de compassion et de charité, n'avaient aucune « exigence » concernant les enfants adoptés qui étaient âgés et souvent profondément marqués physiquement comme psychologiquement. Cette perception, partagée par différents protagonistes perdura lors de la guerre de Corée, ainsi que celle du Vietnam et encouragea des évacuations massives, sans s'inquiéter de la légitimité des processus. En effet, il était dans l'intérêt supérieur de l'enfant de le retirer des zones de conflit. Par la suite, il s'est avéré que plusieurs adoptions internationales qui relevaient d'un souci humanitaire étaient plus souvent que d'autres associées à un rejet de l'enfant ou à des difficultés d'intégration (Terre des hommes, 1992). En effet, un geste humanitaire, aussi bienfaisant soit-il, ne saurait se confondre avec une démarche d'adoption (Giraud, s. d.).

Progressivement, les transformations socio-économiques des années '60, le féminisme et l'apparition du système social – nous entendons par là les aides allouées aux familles en difficulté – modifièrent considérablement les comportements. La légalisation de l'avortement et les moyens de contraception permirent à la femme, ainsi qu'au couple de choisir le moment adéquat pour fonder une famille. Le sentiment charitable cède le pas au désir de parentalité qui augmenta considérablement la demande d'enfants à laquelle les pays occidentaux ne pouvaient répondre. C'est donc naturellement qu'ils se tournèrent vers les pays du Tiers Monde (Sud), dont les politiques pro-natalistes, ainsi que les conceptions de l'enfant avaient encouragé les femmes à enfanter. Les adoptions internationales suivirent tout naturellement la géopolitique : chute du communisme (Russie), guerres, catastrophes naturelles, etc.. La demande d'enfants devint de plus en plus sélective, à savoir des enfants en bonne santé, jeunes et de même « ethnie ». Alors que l'offre des pays en développement, mais également des pays industrialisés eux-mêmes, comprenaient principalement des enfants placés dans des institutions, qu'ils soient abandonnés ou orphelins.

C'est sur de telles prémices que les trafiquants se lancèrent dans un commerce lucratif d'enfants. Les pratiques illégales utilisées sont très variables, allant de la falsification de documents à la contrainte auprès des mères, en passant par l'enlèvement. Ces pratiques trouvent un terrain favorable dans les pays émergents puisque ces derniers sont souvent en

proie à la pauvreté, la corruption, la violence, une instabilité politiques, des changements socio-économiques, etc.. Elles sont exacerbées lorsque ces Etats connaissent une situation de crise, favorisé par une sorte d'anarchie régnante, la destruction des infrastructures, un accroissement de la violence, des services insuffisants et un affaiblissement, voire une perte de contrôle et de maîtrise de la part du gouvernement sur certaines parties du territoire, ainsi qu'une forte augmentation du nombre d'enfants momentanément séparés, abandonnés et / ou orphelins. Ce phénomène est récurrent puisque ce qui s'est passé en Haïti présente de fortes ressemblances avec l'« Opération Babylift » au Vietnam quelques décennies auparavant. En effet, la catastrophe, qu'elle prenne la forme d'un tremblement de terre ou d'une guerre, fait des milliers de morts et déstabilise le pays en question. Face à ce drame, la population des pays industrialisés est profondément marquée par les images d'enfants errant et souffrant diffusées à foison par les médias et désireuse de venir en aide soit par des donations, soit par des adoptions. Les politiques des pays d'accueil réagissent dans l'urgence notamment en accélérant les processus d'adoption. Or, une fois l'urgence passée, une prise de conscience révèle que plusieurs enfants possédaient encore de la famille dans leur pays d'origine et qu'ils n'étaient par conséquent pas adoptables. Néanmoins, il y a eu une amélioration entre ces deux situations : l'arrêt et la condamnation des auteurs de trafic.

Alors que l'intérêt supérieur de l'enfant est étroitement lié à sa famille (y inclus la famille élargie) pour favoriser son développement moral, spirituel et intellectuel de l'enfant, les Etats occidentaux, eux, semblent privilégier leur perception de l'intérêt supérieur de l'enfant (Post, 2009). A savoir, la nécessité pour un enfant de grandir dans une famille qui pourra assumer ses besoins matériels comme affectifs, dans un environnement stable. Ainsi, l'intérêt supérieur de l'enfant deviendrait une sorte de super-droit, un *blanc-seing* qui permettrait de bafouer d'autres droits « pour le bien de l'enfant ». Pour certains, il s'agit d'accélérer des procédures, pour d'autres de déplacer l'enfant sans avoir vérifié au préalable son adoptabilité, pour d'autres encore d'offrir des « meilleures conditions matérielles de vie » et tant d'autres réactions consistant à « sortir les enfants à tout prix et peu importe les conséquences » (Cantwell, 2010). Par conséquent, le flou lié à la notion d'intérêt supérieur de l'enfant, qui permettait d'être en adéquation avec les besoins de l'enfant, semble profiter aux autres protagonistes. En effet, ils confondent leur propre besoin et intérêt avec celui de l'enfant et qui peut s'expliquer par des représentations sociales différentes du concept d'intérêt supérieur de l'enfant. Dans ces conditions, l'adoption internationale n'est pas éthique, dans le sens où elle ne répond pas réellement à l'intérêt supérieur de l'enfant, dont la



réalisation passe également par le respect et la mise en œuvre de tous les autres droits inscrits dans la Convention relative aux droits de l'enfant. De plus, si les futurs parents adoptifs se focaliseraient davantage sur l'intérêt supérieur de l'enfant et ses besoins, ils ne seraient certainement pas aussi sélectifs dans leur demande d'un enfant "parfait".

Dans toute situation, le retrait de l'enfant à sa famille doit être considéré comme une mesure de dernier recours, puisque la famille représente « l'unité fondamentale de la société et milieu naturel pour la croissance et le bien-être de tous ses membres et en particulier des enfants » (préambule de la Convention). Elle est donc la cellule de protection de base. C'est pour cela que la famille doit « recevoir la protection et l'assistance dont elle a besoin pour pouvoir jouer pleinement son rôle dans la communauté » (préambule de la Convention). La Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention de la Haye sont claires, l'adoption internationale est subsidiaire et doit répondre à l'adoptabilité de l'enfant et au consentement éclairé des parents biologiques.

Mais l'évolution de l'adoption internationale où on assiste à des demandes d'enfants bien particulières à laquelle répond une offre d'enfants plus ou moins diversifiée, nous sommes en droit d'être interpellés par ce qui pourrait être considéré comme un véritable marché lucratif. La protection de l'enfant et son intérêt supérieur semble être relégué au second plan pour laisser la place à d'autres aspirations. Mais le fait est que l'adoption internationale est un processus complexe, qui doit répondre à l'intérêt supérieur de l'enfant, mais doit également considérer d'autres intérêts selon la Convention de la Haye de 1993. Il est bien clair, que les adoptions internationales sont pour la majorité réalisées dans une finalité positive et bienveillante de protection. Malheureusement, les bonnes intentions ne suffisent pas toujours et s'avèrent même parfois être contreproductives.

Ce travail n'a pas pu aborder en détails tous les aspects de la vaste problématique de l'adoption internationale, car le cadre restreint de notre étude n'a pas permis un développement plus approfondi. Peut-être que certains éléments auraient mérité davantage d'explications. En outre, nous avons principalement axé notre recherche sur des sources bibliographiques et documentaires diverses, donc des sources indirectes. En effet, nous n'avons pas cherché à connaître et comprendre le point de vue de l'enfant adopté sur son expérience et son identité. Ce choix est délibéré dans la mesure où une telle étude qualitative aurait été certes enrichissante et nécessaire, mais aurait nécessité davantage de temps pour pouvoir entre autre interroger un échantillon valable de personnes adoptées de tout âge, mais également qui auraient été adopté à des âges différents. De même, nous avons montré que

l'information diffusée par les médias n'était pas toujours analysée, et pourtant nous avons utilisé à maintes reprises des articles. Pour obtenir certaines informations ou renseignements, nous étions obligés d'en faire usage, mais avons essayé dans la mesure du possible de prendre une distance raisonnable avec ces articles. Pour finir, nous avons tenté de conserver une certaine objectivité tout au long de ce travail, mais l'adoption est un sujet hautement sensible qui rend difficile la neutralité axiologique du chercheur.

### 6.3 RECOMMANDATIONS

---

Bien que de nombreuses recommandations aient déjà été formulées, nous souhaiterions, sans prétention aucune, en formuler quatre.

Premièrement, il nous semble impératif de renforcer la responsabilité individuelle de chaque acteur dans le processus adoptif, ce qui encouragera peut-être à adopter des comportements plus éthiques. « L'adoption internationale doit permettre à un enfant de trouver une mère et un père dans le respect de ses droits et non à des parents étrangers de satisfaire à tout prix un désir d'enfant ; il ne saurait y avoir un droit à l'enfant » (Commission des questions sociales, de la santé et de la famille, 1999, p. 1). Par conséquent, la prévention et l'information devraient guider les différents protagonistes dans la recherche et la concrétisation de l'intérêt supérieur de l'enfant et non pas de leurs intérêts particuliers. Il faut renforcer l'information au public qu'il y a peu d'enfants adoptables et en parfaite santé qui correspondraient aux désirs parentaux et que les enfants "sans parents" ne sont pas forcément abandonnés et adoptables. Par conséquent, les enfants disponibles pour l'adoption sont principalement des enfants à « besoins spéciaux » et de nos jours, plusieurs pays d'origine ne permettent plus que ce genre d'adoption. Dans ces cas, les futurs parents adoptifs devront être davantage préparés à accueillir de tels enfants, car les conséquences d'une impréparation peuvent être dramatiques. Un des cas qui a récemment défrayé la chronique est celui d'un jeune garçon de 7 ans, Artyom Savelyev, adopté par une famille américaine qui l'a renvoyé quelques mois plus tard en Russie dans son pays natal, sans même l'accompagner (Vasilyeva & Hall, 2010). Cet enfant aura vécu un deuxième abandon. Comme l'a affirmé Mme LaBarbera, spécialiste de l'évaluation psychosociale des enfants qui a déjà travaillé avec de nombreux enfants adoptés en Russie et d'autres pays :

Parents enter into it (foreign adoption) with positive motivations but, in a sense, they are a little bit blindsided by their desire to adopt. They're not prepared to appreciate,

psychologically, the kinds of conditions these kids have been exposed to and the effect it has had on them. (Vasilyeva & Hall, 2010)

Cette affaire a engendré un gel des adoptions entre la Russie et les Etats-Unis jusqu'à ce qu'un accord soit signé entre les deux. Car la Russie n'est pas membre de la ClaH. Car les autorités russes affirment que depuis les années '90, 18 orphelins adoptés internationalement sont morts dans leur famille adoptive, dont 17 aux USA (BBC, 16 mai 2010). Dans ces cas, aspirait-on réellement à favoriser l'intérêt supérieur de l'enfant ?

Deuxièmement, l'enfant devrait davantage être considéré comme un acteur actif de l'adoption internationale et sa participation renforcée, selon son âge et sa maturité cela va de soi. Car, l'enfant momentanément séparé, non accompagné ou orphelin, est considéré comme un acteur passif, un être en devenir qu'il faut protéger. Or, le « nouveau contrat social » devait lui offrir une place à part entière ainsi qu'une participation dans toutes les décisions le concernant. De sujet de droit, l'enfant se trouve à nouveau réifié, voire pire puisqu'on le traite parfois comme une marchandise qu'on peut choisir et même "ramener"... Il serait souhaitable de favoriser cette participation, en informant l'enfant de ce qu'implique l'adoption internationale (rupture avec les parents, etc.), en lui permettant de s'exprimer librement, car il devrait être consulté avant que des décisions ne soient prises. Il faudrait encourager ce que certains ont appelé l'*empowerment*<sup>45</sup> qui permettrait de renverser les relations actuelles de dépendance de l'enfant.

Troisièmement, nous estimons que les pays industrialisés prennent conscience que l'adoption internationale n'est pas une mesure de protection de l'enfance universellement admise. En effet, cette solution qui s'est révélée majoritairement positive, semble plutôt être européocentrée, car dans de nombreux pays, que ce soit en Afrique, en Asie ou en Amérique latine, c'est la famille élargie ainsi que la communauté qui offrent des solutions aux enfants momentanément séparés ou orphelins. En Afrique noire francophone par exemple, « le milieu humain est assez vaste pour qu'à tout moment, d'autres figures puissent se substituer au père et à la mère, de sorte qu'au-delà du sevrage, il n'existe plus de dépendance exclusive à l'égard d'une personne précise ou d'un couple... Les enfants sont le bien commun du groupe ». L'enfant a donc souvent quelqu'un qui le prend en charge lorsque ses géniteurs se trouvent absents (Amsatou, 1993, pp. 142-143). Par conséquent, il est primordial de respecter, lorsque cela est possible, les dynamiques locales de protection de l'enfant, les pratiques traditionnelles de circulation d'enfants qui sont des alternatives à prendre en considération, surtout qu'elles

---

<sup>45</sup> Eisen (1994) définit l'*empowerment* comme la façon par laquelle l'individu accroît ses habiletés favorisant l'estime de soi, la confiance en soi, l'initiative et le contrôle.

sont en parfaite adéquation avec l'article 20 de la CDE, puisqu'elle favorise « la continuité dans l'éducation de l'enfant, ainsi que de son origine ethnique, religieuses, culturelle et linguistique ». Une fois de plus, il ne faudrait pas tomber dans le travers de considérer que la famille dans laquelle l'enfant doit s'épanouir est forcément une famille nucléaire.

Pour terminer, la création d'autorité centrale avec la ClaH représente une avancée importante dans l'histoire de l'adoption internationale. Toutefois, il paraît surprenant que de telles autorités soient insérées notamment au sein de Ministère des Affaires étrangères et européennes comme en France ou en Italie par exemple. Est-ce réellement la place qui incombe à un service chargé de la protection de l'enfance ? Nous pouvons imaginer que de nombreux désavantages résident dans cet emplacement. Un des dangers serait notamment qu'une relation de pouvoir puisse s'exercer entre les ministères, les politiques, les gouvernements et les autorités centrales qui entravent non seulement le bon fonctionnement de ces autorités, mais également peuvent entacher le processus adoptif. Or, ces autorités centrales devraient à l'instar d'un ombudsman, regrouper des professionnels et experts pluridisciplinaires en matière des droits de l'enfant et agir de manière neutre, impartiale et indépendante, notamment financièrement, afin d'éviter toute éventuelle pression. Par conséquent, ne faudrait-il pas par conséquent repenser l'autorité centrale comme une entité indépendante ?

Pour terminer sur une note positive, l'adoption internationale est un processus qui se doit d'évoluer perpétuellement pour rendre en considération les changements socio-économiques de nos sociétés et s'adapter aux nouveaux défis. Dans la majorité des cas, l'adoption internationale ne saurait être définie comme un problème social, car il apparaît que le développement des enfants adoptés à l'étranger et leur adaptation à leur nouveau milieu se soldent positivement (Ouellette & Belleau, 1999, p. 3), mais il s'agirait de se prémunir afin qu'il n'en devienne pas un.

## 7. BIBLIOGRAPHIE

---

- Agence France Presse (2010, 17 janvier). Adoption en Haïti. Prudence des autorités face à l'impatience des familles. *Le Télégramme.com*. [Page Web], consultée le 15 mars 2010, accès :  
<http://www.letelegramme.com/ig/generales/france-monde/monde/adoption-en-haiti-prudence-des-autorites-face-a-l-impatience-des-familles-17-01-2010-741111.php>
- Agence France Presse (2010, 9 août). Pakistan - La crise liée aux inondations pire que le tsunami de 2004, d'après l'ONU. *Le Point.fr*. [Page Web], consultée le 20 octobre 2010, accès :  
[http://www.lepoint.fr/monde/pakistan-la-crise-liee-aux-inondations-pire-que-le-tsunami-de-2004-d-apres-l-onu-09-08-2010-1223391\\_24.php](http://www.lepoint.fr/monde/pakistan-la-crise-liee-aux-inondations-pire-que-le-tsunami-de-2004-d-apres-l-onu-09-08-2010-1223391_24.php)
- Alstein, H. & Simon, R. J. (1991). *Intercountry adoption : a multinational perspective*. New York : Praeger.
- Amsatou, S. S. (1993, janvier-mars). L'adoption au Sénégal et en Afrique francophone. *Revue internationale de droit comparé*, 45(1), 129-154.
- An, D. (2008, 14 juillet). Démantèlement d'un réseau d'adoption illégale à Nam Dinh. *Le Courrier du Vietnam*. [Page Web], consultée le 20 octobre 2010, accès :  
<http://lecourrier.vnagency.com.vn/default.asp?xt=&ct=&page=newsdetail&newsid=43847>
- Ancel, M. (1961). Introduction. *Revue internationale de droit comparé*, 13(3), 563-567.
- Ariès, P. (1960). *L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime* (éd. 1975). Paris : Plon.
- Associated Press (2007, 30 octobre). Africa charity workers charged with kidnapping. *MSNBC*. [Page Web], consultée le 10 novembre 2010, accès :  
<http://www.msnbc.msn.com/id/21547226>
- Atzet, I. (2010). Post-crisis actions to avoid international child trafficking. *Journal of Law & Family Studies*, 12, 499-510.
- Avery, A. (2004). Return to life : the right to identity and the right to identify Argentina's "Living Disappeared". *Harvard Journal of Law and Gender* (formerly *Harvard Woman's Law Journal*), 27, 236-272.

- Backmann, R. & Brauman, R. (1996). *Les médias et l'humanitaire*. Paris : CFPJ.
- Bartholet, E. (1993). International adoption : current status and future prospects. *Future of Children*, 3, 89-103.
- Bartholet, E. (1996). International adoption : propriety, prospects and pragmatics. *Journal of the American Academy of Matrimonial Lawyers. A journal and digest of family law*, 13(2), 181-210.
- Bartholet, E. (2005). International Adoption. In L. Askeland (Ed.), *Children and youth in adoption, orphanages, and foster care* (pp. 107-130). Westport, CT : Greenwood Publishing.
- Bartholet, E. (2007, 4 novembre). Slamming the door on adoption depriving children abroad of loving homes. *The Washington Post*. [Page Web], consultée le 5 juin 2010, accès : <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2007/11/02/AR2007110201782.html>
- Bartholet, E. (2010, January). International adoption : the human rights position. *Global Policy*, 1(1), 91-100.
- BBC (2001, 12 avril). Italy may return rwandan children. *BBC News*. [Page Web], consultée le 16 juin 2010, accès : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/1272250.stm>
- BBC (2007, 29 octobre). Profile : Zoe's ark. *BBC News*. [Page Web], consultée le 22 août 2010, accès : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/7067374.stm>
- BBC (2010, 5 février). Profile : new life children's refuge. *BBC News*. [Page Web], consultée le 28 juillet 2010, accès : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/americas/8490843.stm>
- BBC (2010, 16 mai). Adopting from Russia with love... and trepidation. *BBC News*. [Page Web], consultée le 30 octobre 2010, accès : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/8684093.stm>

- BBC World Service (s. d.). Global Crime report. Investigation case study. Intercountry adoption : trafficking children. *BBC News*. [Page Web], consultée le 10 septembre 2010, accès :  
[http://www.bbc.co.uk/worldservice/programmes/global\\_crime\\_report/investigation/children1.shtml](http://www.bbc.co.uk/worldservice/programmes/global_crime_report/investigation/children1.shtml)
- Bergquist, K. J. S. (2009). Operation babylift or babyabduction ? : implications of the Hague Convention on the humanitarian evacuation and "rescue" of children. *International Social Work*, 52(5), 621-633. Washington DC : Sage Publications. [Page Web], consultée le 8 septembre 2010, accès :  
<http://isw.sagepub.com/content/52/5/621>
- Boéchat, H. (2006). *Adoption internationale : une évolution entre éthique et marchés*. Suisse : Fondation Suisse du Service Social International.
- Bold, C., Henderson, M. & Baggaley, R. (2006, août). *A matter of belonging. How faith-based organizations can strengthen families and communities to support orphans and vulnerable children*. London : Christian Aid.
- Bonner, R. (2003, 23 juin). A challenge in India snarls foreign adoptions. *The New York Times*. [Page Web], consultée le 5 octobre 2010, accès :  
<http://www.nytimes.com/2003/06/23/world/a-challenge-in-india-snarls-foreign-adoptions.html?ref=raymondbonner>
- Bowlby, J. (1988). *A secure base : parent-child attachment and healthy human development*. New York : Basic Books.
- Braumann, R. (2008, 18 janvier). L'affaire de l'arche de Zoé, ex-président de MSF [Emission TV]. In *Le Nouvel Observateur*. [Page Web], consultée le 10 novembre 2010, accès :  
[http://www.dailymotion.com/video/xbl6ba\\_l-affaire-de-l-arche-de-zoe-par-ron\\_news#from=embed](http://www.dailymotion.com/video/xbl6ba_l-affaire-de-l-arche-de-zoe-par-ron_news#from=embed)
- Browne, K. & Hamilton-Giachritsis, C. (2004). *Mapping the number and characteristics of children under 3 in institutions across Europe at risk of harm*. London : Save the Children.
- Browne, K. (2009). *The risk of harm to young children in institutional care*. London : Save the Children.

- Bucher, A. (2003). *L'enfant en droit international privé*. Bâle : Helbing & Lichtenhahn.
- Bureau permanent de la Conférence de la Haye de droit international privé (2001, avril). *Rapport et conclusions de la commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la Convention de la Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale* (28 novembre-1<sup>er</sup> décembre 2000). La Haye : HccH.
- Calcetas-Santos, O. (2000). *Rapport de mission du Guatemala*. Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la vente d'enfants, la prostitution d'enfants et la pornographie impliquant des enfants. UN Doc. E/CN.4/2000/73/Add.2.
- Cantwell, N. (1997). *The promotion and protection of children's rights in post-genocide Rwanda July 1994 - December 1996. Starting from zero*. Florence : UNICEF.
- Cantwell, N. (1998). Promoting children's rights in a post-disaster situation : less charity, more co-operation. In P. H. Jaffé (Ed.). *Défier les mentalités. La mise en œuvre de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant* (pp. 311-329). Ghent papers on children's rights (No 4). Switzerland : University of Geneva.
- Cantwell, N. (2003, printemps). Adoption internationale. Commentaire du nombre d'enfants "adoptables" et du nombre de personnes qui cherchent à adopter au niveau international. *Protection internationale de l'enfant. La lettre des juges, Tome V*, pp. 70-73.
- Cantwell, N. (2010, 20 novembre). *La genèse de l'intérêt supérieur de l'enfant dans la Convention relative aux droits de l'enfant*. Texte présenté lors de la journée d'études sur L'intérêt supérieur de l'enfant en question, Paris. [Page Web], consultée le 10 décembre 2010, accès :  
[http://www.dei-france.org/journees-etude/je2010/doc\\_interet-superieur-de-l-enfant/cantwell-nigel\\_bic\\_interv-je-20nov2010\\_6p.pdf](http://www.dei-france.org/journees-etude/je2010/doc_interet-superieur-de-l-enfant/cantwell-nigel_bic_interv-je-20nov2010_6p.pdf)
- Caroit, J.-M. (2010, 11 février). Haïti, de l'adoption au trafic. *Le Monde*. [Page Web], consultée le 25 octobre 2010, accès :  
[http://belvag.com/index.php?option=com\\_content&view=article&id=1477:haiti-de-ladoption-au-traffic&catid=1:latest-news&Itemid=398](http://belvag.com/index.php?option=com_content&view=article&id=1477:haiti-de-ladoption-au-traffic&catid=1:latest-news&Itemid=398)



- Choulot, J. J., Carbonnier, H. & Guérin, B. (2007). *Les dérives non-éthiques de l'adoption internationale. Consultation de Conseil et d'Orientation en Adoption*. Pau : Centre Hospitalier de Pau. *Archives de pédiatrie*, 14(6), 750-751.
- Choulot, J. J. & Diribarne-Somers, H. (2007). *Le guide de l'adoption*. Paris : Odile Jacob.
- Citoyenneté et immigration Canada (2010, 4 mars). *Avis : fin de l'Opération cigogne*. [Page Web], consultée le 25 novembre 2010, accès : <http://www.cic.gc.ca/francais/ministere/media/avis/avis-haiti35.asp>
- Collard, C. (2005). Triste terrain de jeu. À propos de l'adoption internationale. *Gradhiva : Haïti et l'anthropologie*, 1, 209-223. [Page Web], consultée le 17 octobre 2010, accès : <http://gradhiva.revues.org/68>
- Colombani, J.-M. (2008). *Rapport sur l'adoption*. Paris : Documentation française.
- Comité des Droits de l'Enfant (2005). *Observation générale N°6. Traitement des enfants non accompagnés et des enfants séparés en dehors de leur pays d'origine*. UN. Doc. CRC/GC/2005/6.
- Comité de la Pédiatrie Communautaire (2006). L'adoption interracial. *Paediatric Child Health*, 11(7), 448-453.
- Comité International de la Croix Rouge (2004, juillet). *Principes directeurs inter-agences relatifs aux enfants non accompagnés ou séparés de leur famille*. Genève : auteur.
- Comité Permanent Interorganisations (2007). *Directives du CPI concernant la santé mentale et le soutien psychosocial dans les situations d'urgence*. Genève : auteur.
- Commission des Questions sociales, de la santé et de la famille (1999). *Pour un respect des droits de l'enfant dans l'adoption internationale*. (Doc. 8592). *Recommandation 1443* (2000).
- Commission Economique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (2003). *Manuel pratique d'évaluation des effets socio-économiques des catastrophes*. New York : Economic Commission for Latin America and the Caribbean and International Bank for Reconstruction and Development. [Page Web], consultée le 20 juillet 2010, accès :

[http://www.eclac.org/noticias/paginas/4/35494/DALA\\_%28ECLAC%29\\_HANDBOOK\\_-FRENCH\\_VERSION.pdf](http://www.eclac.org/noticias/paginas/4/35494/DALA_%28ECLAC%29_HANDBOOK_-FRENCH_VERSION.pdf)

Conférence de la Haye de droit international privé (2008). *La mise en œuvre et le fonctionnement de la Convention de la Haye de 1993 sur l'adoption internationale : guide de bonnes pratiques. Guide No 1 en vertu de la Convention de la Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale.* La Haye : auteur.

Conférence de la Haye de droit international privé (2010, 20 janvier). *Note informative adressée aux Etats et aux autorités centrales. Tremblement de terre en Haïti et adoption internationale d'enfants.* La Haye : auteur.

Conférence de la Haye de droit international (2010, mai). *Projet : l'agrément et les organismes agréés en matière d'adoption : principes généraux et guide de bonnes pratiques. Guide no 2 en vertu de la Convention de la Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale établi par le bureau permanent.* La Haye : auteur.

Conférence de la Haye de droit international privé (2010, 17-25 juin). *Conclusions et recommandations adoptées par la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la Convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale.* La Haye : auteur.

*Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale*, conclue le 29 mai 1993 par la Conférence de La Haye de droit international privé. [Page Web], consultée le 14 septembre 2010, accès : [http://hcch.e-vision.nl/index\\_fr.php?act=conventions.text&cid=69](http://hcch.e-vision.nl/index_fr.php?act=conventions.text&cid=69)

*Convention relative aux droits de l'enfant*, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1989. UN Doc. A/RES/44/25. [Page Web], consultée le 27 septembre 2010, accès : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=A/RES/44/25](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/44/25)

Coordination des ONG pour les droits de l'enfant (2005). *L'adoption d'enfants : vers une humanisation de la législation en Communauté française ?* Bruxelles : auteur.

- Cuche, D. (1996). *La notion de culture dans les sciences sociales*. Paris : La Découverte.
- Darbellay, F. & Paulsen, T. (Dir.) (2008). *Le défi de l'inter- et transdisciplinarité. Concepts, méthodes et pratiques innovantes dans l'enseignement et la recherche*. Lausanne, Suisse : Presses Polytechniques Universitaires Romandes.
- Déclaration des droits de l'enfant*, adoptée le 20 novembre 1959 par l'Assemblée générale des Nations Unies. UN doc. A/RES/1386 (XIV). [Page Web], consultée le 15 octobre 2010, accès :  
[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=A/RES/1386 \(XIV\)](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/1386(XIV)).
- Déclaration sur les droits et la protection de l'enfant dans le monde islamique*, adoptés par les Rois, Chefs d'Etats et de Gouvernements de l'Organisation de la Conférence islamique le 15 décembre 1994. [Page Web], consultée le 15 mars 2010, accès :  
[http://www.aidh.org/Biblio/Txt\\_Arabe/inst\\_org-decla94.htm](http://www.aidh.org/Biblio/Txt_Arabe/inst_org-decla94.htm)
- Degeling, J. (2008, avril). *How the international scenario of intercountry adoption has changed after the approval of the Hague Convention* (4-5 avril). Colloque sur les « Scenarios and challenges of intercountry adoption », Venise : Italie.
- Delannoy, C. (2006). L'adoption, les deux faces du miroir. Témoignage d'une mère adoptive. *Informations sociales*, 3(131), 42-48.
- Delfieu, F. & De Gravelaine, J. (1988). *Parole d'adopté. Héros d'une histoire fausse qu'il connaît et d'une histoire vraie qu'il ignore*. Paris : Robert Laffont.
- Dillon, S. (2003). Making legal regimes for intercountry adoption reflect human rights principles : transforming the united nations convention on the rights of the child with the Hague Convention on intercountry adoption. *Boston University International Law Journal*, 21(2), 179-258.
- Dominicy, M. (2008). Faire entendre la voix des enfants vulnérables auprès du Comité des droits de l'enfant. In D. Ferring, K. Hanson, M. Majerus, C. Schmit & J. Zermatten (Ed. 2007). *Les droits de l'enfant : citoyenneté et participation. Actes de conférences de l'école d'été, 2007* (pp. 85-93). Luxembourg : Université du Luxembourg.

- Dottridge, M. (2004). *Les enfants, une marchandise ? Agir contre la traite des enfants*. Lausanne : Terre des hommes.
- Doyle, L. & Searle, L. (1995, 4 avril). All I ever did was arrange adoptions for mothers who would otherwise have had an abortion. What's wrong with that ? *The Independent*. [Page Web], consultée le 6 décembre 2010, accès : <http://www.independent.co.uk/life-style/all-i-ever-did-was-arrange-adoptions-for-mothers-who-would-otherwise-have-had-an-abortion-whats-wrong-with-that-1614158.html>
- Dunn, A., Jareg, E. & Webb, D. (2003). *A last resort : the growing concern about children in residential care*. London : International Save the Children Alliance. [Page Web], consultée le 4 novembre 2010, accès : [http://www.savethechildren.net/alliance/resources/last\\_res.pdf](http://www.savethechildren.net/alliance/resources/last_res.pdf)
- Eisen, A. (1994). Survey of neighborhood-based, comprehensive community empowerment initiatives. *Health Education Quaterly*, 21(2), 235-252.
- Emerson, G. (1975, 26 avril). Operation babylift. *The New Republic*, 8-10. [Page Web], consultée le 25 novembre 2010, accès : <http://pages.uoregon.edu/adoption/archive/EmersonOB.htm>
- Encyclopaedia Universalis (2008). Paris : Encyclopaedia Universalis France S.A..
- Estéus, S., Chalmers, C. & Fils-Aimé, M. C. (2010, 31 janvier). Haïti : quelles perspectives après la catastrophe ? *CADTM*. [Page Web], consultée le 19 août 2010, accès : <http://www.cadtm.org/Haiti-queelles-perspectives-apres>
- Faliu, M., Bjorgvinsson, J., Castellino, R., Dussey, L. & Biondina, E. (2010, 14 mars). Lovely Haïti [ Emission Vidéo]. No 604. Genève : Mise au Point, TSR.
- Fine, A. (1998). *Adoptions : ethnologie des parentés choisies*. Paris : Maison des sciences de l'homme.
- Fletcher, M. (2010, 26 janvier). Aid agencies in Haiti race to save "orphans" from child traffickers. *Sunday Times*. [Page Web], consultée le 20 octobre 2010, accès : [http://www.timesonline.co.uk/tol/news/world/us\\_and\\_americas/article7002406.ece](http://www.timesonline.co.uk/tol/news/world/us_and_americas/article7002406.ece)

- Fonseca, C. (2000). La circulation des enfants pauvres au Brésil : une pratique locale dans un monde globalisé. *Anthropologie et Sociétés* (24)3, 53-73.
- France Diplomatie (2009, 6 mars). *Adoption internationale. Actualités 2009. Pakistan*. [Page Web], consultée le 5 octobre 2010, accès :  
[http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/actions-france\\_830/adoption-internationale\\_2605/actualites\\_3230/2009\\_19707/pakistan-06.03.09\\_71051.html](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/actions-france_830/adoption-internationale_2605/actualites_3230/2009_19707/pakistan-06.03.09_71051.html)
- Frenkiel, F. (2001, 12 avril). Rwanda's tug-of-war children. *BBC news*. [Page Web], consultée le 23 juillet 2010, accès :  
[http://news.bbc.co.uk/2/hi/programmes/crossing\\_continents/africa/1271890.stm](http://news.bbc.co.uk/2/hi/programmes/crossing_continents/africa/1271890.stm)
- Freundlich, M. & Lieberthal, J. K. (2000). *The gathering of the first generation of adult korean adoptees : adoptees' perceptions of international adoption*. New York : Evans B Donaldson Institute.
- Freud, S. (1920). *Au delà du principe du plaisir* (éd. 1971). Paris : Petite Bibliothèque Payot.
- Giraud, C. (s. d.). Rapatriement des enfants d'Haïti en fin de procédure. *La Voix des Adoptés s'exprime*. [Page Web], consultée le 27 août 2010, accès :  
<http://blog.lavoixdesadoptes.com/?p=392#more-392>
- Goldsmith, R. (2000, 1 septembre). Guatemala's baby business. *BBC News*. [Page Web], consultée le 10 juillet 2010, accès :  
[http://news.bbc.co.uk/1/hi/programmes/crossing\\_continents/879859.stm](http://news.bbc.co.uk/1/hi/programmes/crossing_continents/879859.stm).
- Gonnet, P. (1935). *L'adoption lyonnaise des orphelins légitimes (1536-1793)*. Thèse de doctorat en droit, Université de Paris.
- Goody, J. (1985). *L'évolution de la famille et du mariage en Europe*. Paris : Armand Colin.
- Goubau, G. & Beaudoin, S. (1996). Adoption "ouverte" : quelques enjeux et constats. *Service Social*, 45(2), 51-72. [Page Web], consultée le 4 novembre 2010, accès :  
<http://id.erudit.org/iderudit/706726ar> le 10 novembre 2010.
- Graff, E. J. (2008, 1 novembre). The lie we love. *Foreign Policy*.

- Graff, E. J. (2010, été). The baby business. *Democracy a journal of ideas*. [Page Web], consultée le 17 septembre 2010, accès :  
<http://democracyjournal.org/article2.php?ID=6757&limit=0&limit2=1500&page=1>
- Guidelines for the alternative care of children*, adopted by the General Assembly on 20 November 2009. UN doc. A/RES/64/142.
- Hart, R. (1992, avril-juin). Monter l'échelle de la participation. In UNICEF (Ed.), *Les enfants d'abord*.
- Hofstetter, M. (2001, octobre). *Campagne « Stop Trafic d'Enfants » - Trafics d'enfants et adoption internationale*. Lausanne : Terre des hommes.
- Hofstetter, M. (2010, 10 juin). *Haïti : mettre fin aux abus dans les adoptions internationales*. Lausanne : Terre des hommes.
- Hollingsworth, L. D. (2003, avril). International adoption among families in the United States : considerations of social justice. *Social Work*.
- Huet-Weiller, D. (1985). France. *Revue Internationale de Droit Comparé*, 37(3). 611-630.
- Hunt, K. (1991, 24 mars). The romanian baby bazaar. *The New York Times*. [Page Web], consultée le 11 octobre 2010, accès :  
<http://query.nytimes.com/gst/fullpage.html?res=9D0CEEDE103DF937A15750C0A967958260>
- Hürzeler-Caramore, S., Hofstetter, M., Bengoa, M. & Chibatte, M. (2004). *L'adoption dans tous ses états : enjeux et pratiques*. Lausanne : Terre des hommes.
- Inter-Agency Standing Committee (2010, janvier). *Reference group on mental health and psychosocial support. Guidance note for mental health and psychosocial support Haiti earthquake emergency response*. New York : auteur.
- Inter-Agency Standing Committee Task Force on Humanitarian Action and Human Rights (2004). *Frequently asked questions on international humanitarian, human rights and refugee law*. [Page Web], consultée le 19 septembre 2010, accès :  
[http://www.unicef.org/emerg/files/FAQs\\_IHL.pdf](http://www.unicef.org/emerg/files/FAQs_IHL.pdf)

- International Labour Organization (2006). *Child-friendly standards and guidelines for the recovery and integration of trafficked children*. Bangkok : ILO Regional Office for Asia and the Pacific, Regional Project on combating child trafficking for labour and sexual exploitation.
- Javier, R. A., Baden, A. L., Biafora, F. A. & Camacho-Gingerich, A. (2007). *Handbook of adoption. Implications for researchers, practitioners, and families*. California : Sage Publications.
- Jodelet, D. (1993, avril). Les représentations sociales. Regard sur la connaissance ordinaire. *Sciences Humaines*, N°27.
- Joint United Nations Programme on HIV/AIDS, United Nations Children's Fund & United States Agency for International Development (2004). *Children on the brink 2004. A joint report of new orphan estimates and a framework for action* (4th éd.). New York : USAID. [Page Web], consultée le 10 juillet 2010, accès : [http://pdf.usaid.gov/pdf\\_docs/PNACY333.pdf](http://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PNACY333.pdf)
- Kant, E. (1788). *Critique de la raison pratique* (Ed. 2006). Paris : Flammarion.
- Kellerhals, J. & Widmer, E. (2005). *Familles en Suisse : les nouveaux liens*. Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes.
- Khaïat, L. (2003). L'adoption internationale : panacée immémoriale ou nouveau produit porteur ? *Revue Internationale de Droit Comparé*, 55(4), 775-788.
- King, L. W. trans (1915). *The Code of Hammurabi*. [Page Web], consultée le 25 juillet 2010, accès : [http://avalon.law.yale.edu/subject\\_menus/hammenu.asp](http://avalon.law.yale.edu/subject_menus/hammenu.asp)
- Kuehn, T. (1998). Adoption à Florence à la fin du Moyen Âge. *Médiévales*, 17(35), 69-81.
- Kunz, D. & Reese, D. (2005). East of the oder : a one-woman war against intercountry adoption. *The Wall Street Journal Europe*, XXIII(5). [Page Web], consultée le 3 octobre 2010, accès : [http://www.adoptionpolicy.org/pdf/WSJE\\_CAP.pdf](http://www.adoptionpolicy.org/pdf/WSJE_CAP.pdf).

- Lallemand, S. (1993). *La circulation des enfants en société traditionnelle. Prêt, don, échange*. Paris : L'Harmattan.
- Lammerant, I. (2001). *L'adoption et les droits de l'homme en droit comparé*. Bruxelles : Bruylant.
- Lammerant, I. (2005). L'évolution et les enjeux de l'adoption nationale et internationale. *Texte publié suite aux journées de formation pluridisciplinaire (Fondation Charles-Coderre, 5-7 mai 2004)* (pp. 329-353). R.D.U.S, 35.
- Lammerant, I. & Hofstetter, M. (2007). *Adoption : à quel prix ? Pour une responsabilité éthique des pays d'accueil dans l'adoption internationale*. Lausanne : Terre des hommes.
- Leduc, L. (2001, 14 mai). Adoption internationale : l'UNICEF brosse un portrait inquiétant. *La Presse*.
- Le Gal, J. (2008). *Les droits de l'enfant à l'école. Pour une éducation à la citoyenneté*. Bruxelles : De Boeck Université.
- Lett, D. (1998). Droits et pratiques de l'adoption au Moyen Âge. *Médiévales*, 35, 5-8.
- Machel, G. (1996, août). *L'impact des conflits armés sur les enfants*. UN doc. A/51/306.
- Mamère, N. (2007, 6 novembre). Colonialisme compassionnel. *L'Ecologie Les Verts*. [Page Web], consultée le 28 août 2010, accès : [http://wikiwix.com/cache/?url=http://noelmamere.fr/article.php3?id\\_article=891&title=N%03%ABl%20Mam%C3%A8re.%20%C2%AB%C2%A0N%C3%A9ocolonialisme%20compassionnel%C2%A0%C2%BB](http://wikiwix.com/cache/?url=http://noelmamere.fr/article.php3?id_article=891&title=N%03%ABl%20Mam%C3%A8re.%20%C2%AB%C2%A0N%C3%A9ocolonialisme%20compassionnel%C2%A0%C2%BB)
- Martin, A. (2000, mars). The legacy of operation babylift. *Adoption Today*, 2(4). [Page Web], consultée le 23 juillet 2010, accès : <http://www.adoptvietnam.org/adoption/babylift.htm>
- Masson, J. (2001). Intercountry adoption : a global problem or a global solution ? (Vol. 55) *Journal of International Affairs*, 1, 146-161.
- Morin, E. (2003, mai). Sur l'interdisciplinarité. *L'Autre Forum*, pp. 5-10.



- Morin, E., Gonod, P. F. & Paskua (2009, 21 mars). *Le manifeste pour la métamorphose du monde dit "L'Appel de Bora Bora"*. [Page Web], consultée le 20 septembre 2010, accès : <http://www.paskua.net/Manifeste%20pour%20la%20Metamorphose%20du%20Monde.html>
- Mowbray, P. (2010, 4 mai). L'adoption internationale n'est pas une prédation. *Le Monde*. [Page Web], consultée le 7 août 2010, accès : <http://bambou.et.sourire.over-blog.com/article-article-du-monde-l-adoption-internationale-n-est-pas-une-predation-49770860-comments.html>
- Muntarhorn, V. (1994). *Promotion and protection of the rights of children : sale of children, child prostitution and child pornography*. UN doc. A/49/478.
- Myers, L. (2009). Preserving the best interests of the world's children : implementing the Hague treaty on intercountry adoption through public-private partnerships. *Rutgers Journal of Law & Public Policy*, 6(3), 780-818.
- National Association of Black Social Workers (1994). *Preserving African American families*. Washington DC : auteur.
- National Association of Black Social Workers (s. d.). *Preserving families of African ancestry*. Washington DC : auteur. [Page Web], consultée le 22 août 2010, accès : <http://www.nabsw.org/mserver/PreservingFamilies.aspx>
- New York Times (2009, 10 mai). Celebrity adoptions and the real world. *The New York Times, The opinion pages*. [Page Web], consultée le 22 août 2010, accès : <http://roomfordebate.blogs.nytimes.com/2009/05/10/celebrity-adoptions-and-the-real-world>
- New York Times (2010, 26 janvier). Haiti's children adrift in a world of chaos. *The New York Times*. [Page Web], consultée le 13 octobre 2010, accès : <http://www.nytimes.com/2010/01/27/world/americas/27children.html?pagewanted=1&ref=americas>
- New York Times (2010, 1 février). Haiti's children and the adoption question. *The New York Times, The opinion pages*. [Page Web], consultée le 13 octobre 2010, accès :

<http://roomfordebate.blogs.nytimes.com/2010/02/01/haitis-children-and-the-adoption-question/>

Nicholson, E. (2006, 17 mars). My position on intercountry adoptions. *Vivid Magazine Romania*. [Page Web], consultée le 15 octobre 2010, accès :

<http://www.vivid.ro/index.php/issue/78/page/Opinion>

Office Fédéral de la Justice en qualité d'autorité centrale fédérale, l'Ufficio del tutore ufficiale & l'Autorité centrale du Canton du Tessin (2004). *Premier colloque suisse sur l'adoption internationale (28-29 octobre)*. Bellinzone : Castel Grande.

Ouellette, F-R & Belleau, H. (1999, avril). *L'intégration familiale et sociale des enfants adoptés à l'étranger : recension des écrits*. Canada : INRS-Culture et Société.

Ouellette, F-R., Collard, C. & Lavallée, C. (2005). *Les ajustements du droit aux nouvelles réalités de l'adoption internationale*. Paris : Institut national de la recherche scientifique Urbanisation, Culture et Société.

Parra-Aranguren, G. (1994). *Rapport explicatif sur la Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale*. Caracas : auteur.

Perlez, J. & Rusli, E. (2005, 7 janvier). Uncounted costs : legions of orphans and broken hearts. *The New York Times*. [Page Web], consultée le 6 août 2010, accès :

<http://www.nytimes.com/2005/01/07/international/worldspecial4/07orphan.html>

Pertman, A. (2000). *Adoption nation : how the adoption revolution is transforming America*. New York : Basic Books.

Petit, J. M. (2003). *Rapport sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, conformément à la résolution 2002/92 de la Commission des Droits de l'Homme*. UN doc. E/CN.4/2003/796.

Plasse, S. (2007, 30 octobre). Tchad : la part d'ombre de l'affaire Arche de Zoé. *Afrika.com*. [Page Web], consultée le 20 octobre 2010, accès :

<http://www.afrik.com/article12798.html>

Post, R. (2009, août/septembre). International adoption child protection or a breach of rights ? *Conducive*. [Page Web], consultée le 14 septembre 2010, accès :

[http://www.conducivemag.com/index.php?option=com\\_content&view=article&id=93:romania-how-can-we-improve-on-adoption-international-law903&catid=38:innovative-thinking&Itemid=61#Top](http://www.conducivemag.com/index.php?option=com_content&view=article&id=93:romania-how-can-we-improve-on-adoption-international-law903&catid=38:innovative-thinking&Itemid=61#Top)

Programme Alimentaire Mondial (2005). Questions de politique générale. Définition des situations d'urgence. *Première session ordinaire du Conseil d'administration (Rome ,31 janvier- 2 février 2005)* WFP doc. EB.1/2005/4-A/Rev.1.

*Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants* adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 25 mai 2000. UN doc. A/RES/54/263.

Psychosocial Working Group (2003). *Psychosocial intervention in a complex emergency : a conceptual framework* (Working paper). United Kingdom : auteur. [Page Web], consultée le 4 septembre 2010, accès : <http://www.forcedmigration.org/psychosocial/papers/Conceptual%20Framework.pdf>

Radio Suisse Romande La Première (2010, 1 février). L'invité du 12 h30 : Marlène Hofstetter [Emission radio]. Genève : auteur.

Riley, N. E. (1997). American adoptions of Chinese girls : the socio-political matrices of individual decisions. *Women's Studies International Forum*, 20, 87-102.

Roumy, F. (1998a). *Adoptio naturam imitatur* : étendue et portée d'une maxime aristotélicienne dans la pensée juridique médiévale (XII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles). *Médiévales*, 35, 51-60.

Roumy, F. (1998b). *L'adoption dans le droit savant du XII<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècles*. Paris : Librairie générale de droit et de jurisprudence.

Rousseau, J. J. (1762). *Emile ou De l'éducation* (Ed. 2008). Paris : Larousse.

Roy, C. B. (2010, 12 octobre). Child trafficking new form of slavery. *The Arab Times*. [Page Web], consultée le 25 juillet 2010, accès : <http://www.arabtimesonline.com/NewsDetails/tabid/96/smId/414/ArticleID/160266/t/Child-trafficking-new-form-of-slavery/Default.aspx>

- Save the Children Sweden (2006). *Child rights perspective in response to natural disasters in South Asia. A retrospective study*. Nepal : Save the Children Sweden, Regional Office for South and Central Asia.
- Save the Children (2009). *La protection de l'enfant dans les situations d'urgence : priorités, principes et pratiques*. Suède : Alliance Internationale Save the Children.
- Save the Children (2010, 23 janvier). *Every child to be given best possible chance of being reunited with family members*. [Page Web], consultée le 29 octobre 2010, accès : <http://www.savethechildren.org/site/c.8rKLIXMGIpI4E/b.6150569/apps/s/content.asp?ct=8577059#>
- Secrétariat à l'Adoption Internationale (s. d.). *Historique de l'adoption internationale*. Québec : auteur. [Page Web], consultée le 17 juillet 2010, accès : [http://www.adoption.gouv.qc.ca/site/fr\\_adoption\\_internationale\\_historique.phtml](http://www.adoption.gouv.qc.ca/site/fr_adoption_internationale_historique.phtml)
- Selman, P. (2006). Trends in intercountry adoption analysis of data from 20 receiving countries, 1998 – 2004. *Journal of Population Research*, 23(2).
- Service Social International (2010, juin). *Résumé : Haïti : « accélérer » les adoptions internationales suite à une catastrophe naturelle ...* Document d'information No 4 à l'intention de la Commission spéciale de juin 2010 sur le fonctionnement pratique de la Convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale. La Haye : auteur.
- Sims, M. (2005, 7 janvier). Red light for tsunami adoptions. *CBS News*. [Page Web], consultée le 11 novembre 2010, accès : <http://www.cbsnews.com/stories/2005/01/07/world/main665382.shtml>
- Smolin, D. M. (2004, hiver). Intercountry adoption as child trafficking. *Valparaiso, University Law Review*, 39(2), 281-325.
- Smolin, D. M. (2006). Child laundering : how the intercountry adoption system legitimizes and incentivizes the practices of buying, trafficking, kidnapping, and stealing children. *The Wayne Law Review*, 52, 113-200. [Page Web], consultée le 27 août 2010, accès : <http://law.bepress.com/expresso/eps/749>

- Smolin, D. M. (2010). Child laundering and the Hague Convention on intercountry adoption : the future and past of intercountry adoption. *University of Louisville Law Review*, 48(441), 441-498.
- Sudre, E. (2010). Les Conseils Généraux : acteurs de l'adoption internationale. Les réalités de l'adoption internationale [PowerPoint]. *Journée d'échanges et de partage d'informations (Centre de Conférences ministérielles, 16 novembre 2010)*. Paris : Service de l'adoption internationale. [Page Web], consultée le 25 novembre 2010, accès : [http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/entrees-thematiques\\_830/adoption-internationale\\_2605/les-conseils-generaux\\_20491/journee-echanges-partage-informations\\_87842.html](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/entrees-thematiques_830/adoption-internationale_2605/les-conseils-generaux_20491/journee-echanges-partage-informations_87842.html)
- Terre des hommes (2010, mars). *Urgence Haïti* (Magazine N°29). Lausanne : auteur.
- Thom, R. (1976). Crise et catastrophe. *Communications*, 25, 34-38.
- Trenka, J. J. (2009, août/septembre). Transnational adoption and the "financialization of everything". *Conducive*. [Page Web], consultée le 16 septembre 2010, accès : [http://www.conducivemag.com/index.php?option=com\\_content&view=article&id=82:transnational-adoption-and-the-financialization-of-everything4569&catid=38:innovative-thinking&Itemid=61](http://www.conducivemag.com/index.php?option=com_content&view=article&id=82:transnational-adoption-and-the-financialization-of-everything4569&catid=38:innovative-thinking&Itemid=61)
- Triseliotis, J. (2000). Intercountry adoption : global trade or global gift ? *Adoption and Fostering*, 24(2), 45-54.
- Troubé, C. (2008). *Les forcenés de l'humanitaire. Les leçons de l'arche de Zoé*. Paris : Editions Autrement.
- United Nations High Commissioner for Refugees (2008, mai). *Principes directeurs du HCR relatifs à la détermination de l'intérêt supérieur de l'enfant*. Genève : auteur. [Page Web], consultée le 27 juillet 2010, accès : <http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/refworld/rwmain/opensslpdf.pdf?reldoc=y&docid=4bbaedd82>
- United Nations Children's Fund (1998, décembre). Intercountry adoption. *Innocenti Digest*, 4. Florence : International Child Development Centre.

United Nations Children's Fund (2004). *Child care system reform in Romania*. Bucarest : auteur.

United Nations Children's Fund (2007). *Programme policy and procedure manual programme operations*. New York : auteur.

United Nations Children's Fund (2009). *Orphans*. New York : auteur. [Page Web], consultée le 12 juillet 2010, accès : [http://www.unicef.org/media/media\\_45279.html](http://www.unicef.org/media/media_45279.html)

United Nations Children's Fund (2010a). *Principaux engagements pour les enfants dans l'action humanitaire*. New York : auteur.

United Nations Children's Fund (2010b). *Rapport 2010. Action humanitaire de l'UNICEF. Partenariats pour les enfants en situation d'urgence*. New York : auteur.

United Nations Children's Fund (2010c). *Tinan, témoignage d'un enfant déraciné*. New York : auteur. [Page Web], consultée le 3 novembre 2010, accès : <http://www.unicef.fr/contenu/actualite-humanitaire-unicef/tinan-temoignage-d-un-enfant-deracine-2010-02-18>

United Nations Children's Fund & Service Social International (2004a). *Pour une meilleure protection des enfants ne bénéficiant pas d'une prise en charge parentale. La nécessité de normes internationales*. Document de travail conjoint : auteurs.

United Nations Children's Fund & Service Social International (2004b). *Pour une meilleure protection des enfants ne bénéficiant pas d'une prise en charge parentale. La prise en charge des enfants dans les situations d'urgence : enjeux dans la perspective de normes internationales*. Document de travail conjoint : auteurs.

United Nations Population Division (2009). *Child adoption : trends and policies*. New York : United Nations, Department of Economic and Social Affairs. UN. Doc. ST/ESA/SER.A/292. [Page Web], consultée le 16 septembre 2010, accès : [http://www.un.org/esa/population/publications/adoption2010/child\\_adoption.pdf](http://www.un.org/esa/population/publications/adoption2010/child_adoption.pdf)

United Nations Population Division (2010). *Guidelines for improving data on child adoption*. New York : United Nations, Department of Economic and Social Affairs.

- Van IJzendoorn, M. H. & Bakermans-Kranenburg, M. J. (2010). Attachement sécurisé et désorganisé dans les familles et les orphelinats où il y a maltraitance. In R. E. Tremblay, R. G. Barr, R. De V. & M. Boivin, (Ed.), *Encyclopédie sur le développement des jeunes enfants* (pp. 1-8). Montréal, Québec : Centre d'excellence pour le développement des jeunes enfants. [Page Web], consultée le 30 juin 2010, accès : [http://www.enfant-encyclopedie.com/documents/van\\_IJzendoorn-Bakermans-KranenburgFRxp-Attachement.pdf](http://www.enfant-encyclopedie.com/documents/van_IJzendoorn-Bakermans-KranenburgFRxp-Attachement.pdf)
- Van Loon, H. A. (1990, avril). *Rapport sur l'adoption d'enfants originaires de l'étranger*. Pays-Bas : Bureau Permanent de la Conférence de la Haye.
- Vasilyeva, N. & Hall, K. M. (2010, 4 septembre). American Torry-Ann Hansen sends back Adopted Russian Son. *The Huffington Post*. [Page Web], consultée le 21 octobre 2010, accès : [http://www.huffingtonpost.com/2010/04/09/american-torryann-hansen-\\_n\\_531477.html](http://www.huffingtonpost.com/2010/04/09/american-torryann-hansen-_n_531477.html)
- Verdier, P. (2008, décembre). Pour en finir avec l'intérêt de l'enfant. *JDJ-RAJS*, N°280, 34-40.
- Verhellen, E. (1999). *La Convention relative aux droits de l'enfant*. Louvain, Belgique : Verhellen & Garant-Editeurs.
- Vulbeau, A. (2008). ... en contrepoint - La kafala ou le recueil légal de l'enfant. *Caisse nationale des Allocations familiales. Informations sociales*, 2(146), 23-24.
- Weber, M. (1919). *Le savant et le politique* (éd. 1963). Paris : Union Générale d'Editions.
- Web in France Magazine (2008, 29 janvier). *Zoe's ark french charity workers back in France from Chad to serve 8 years in French prison*. [Page Web], consultée le 26 juin 2010, accès : <http://www.webinfrance.com/index.php?s=zoe%27s+ark>
- Westcott, K. (2010, 1 février). Protecting Haiti's Children from Cowboy Adoptions. *BBC News*. [Page Web], consultée le 20 juin 2010, accès : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/8491981.stm>
- Wingfield-Hayes, R. (2010, 1 février). Haiti "orphans" case : misunderstanding or kidnap ? *BBC News*. [Page Web], consultée le 8 août 2010, accès : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/8491981.stm>

- Yemm, L. M. (2010). International adoption and the "best interest" of the child : reality and reactionism in Romania and Guatemala. *Washington University global studies law review*, 9(555).
- Zeanah, C.H. Jr. & Shah, P. (2005). L'attachement et son impact sur le développement des enfants : commentaires sur van IJzendoorn, Grossmann et Grossmann, Hennighausen & Lyons-Ruth. In R. E. Tremblay, R. G. Barr & R. De V. Peters (Ed.). *Encyclopédie sur le développement des jeunes enfants* (pp. 1-7). Montréal, Québec : Centre d'excellence pour le développement des jeunes enfants. [Page Web], consultée le 8 octobre 2010, accès : <http://www.enfant-encyclopedie.com/documents/Zeanah-ShahFRxp.pdf>
- Zermatten, J., Trembley, E., Rausis, R. & Pillet, C. (1997). *Une Convention, plusieurs regards. Les droits de l'enfant entre théorie et pratique*. Sion, Suisse : IDE.
- Zermatten, J. (2005). *L'intérêt supérieur de l'enfant*. Sion, Suisse : IDE.
- Zermatten, J. (2008). *La petite histoire d'une révolution : celle des droits de l'enfant*. Sion, Suisse : IDE.



## 8. ANNEXES

---

### ANNEXE 1 : LE CODE D'HAMMURABI DU XVIII<sup>E</sup> SIÈCLE AV. J. C.

---

185. If a man adopt a child and to his name as son, and rear him, this grown son can not be demanded back again.

186. If a man adopt a son, and if after he has taken him he injure his foster father and mother, then this adopted son shall return to his father's house.

188. If an artisan has undertaken to rear a child and teaches him his craft, he can not be demanded back.

189. If he has not taught him his craft, this adopted son may return to his father's house.

190. If a man does not maintain a child that he has adopted as a son and reared with his other children, then his adopted son may return to his father's house.

191. If a man, who had adopted a son and reared him, founded a household, and had children, wish to put this adopted son out, then this son shall not simply go his way. His adoptive father shall give him of his wealth one-third of a child's portion, and then he may go. He shall not give him of the field, garden, and house.

192. If a son of a paramour or a prostitute say to his adoptive father or mother : "You are not my father, or my mother," his tongue shall be cut off.

193. If the son of a paramour or a prostitute desire his father's house, and desert his adoptive father and adoptive mother, and goes to his father's house, then shall his eye be put out.

(King, L. W. trans (1915). *The Code of Hammurabi*)

## ANNEXE 2 : LES PRINCIPES ÉNONCÉS À LEYSIN LES 22 ET 23 MAI 1960

---

**Principe 1.** « L'adoption est ce qui remplace le mieux les soins donnés à un enfant par ses parents ou par ses proches, à la condition que cette adoption soit fondée essentiellement sur le bien-être de l'enfant ».

**Principe 2.** « Étant donné qu'il est hasardeux de transplanter un enfant hors de son milieu culturel, il faudrait, avant d'envisager son adoption à l'étranger, étudier sérieusement les autres possibilités qui existent pour lui dans son propre pays ».

**Principe 3.** « Il faudrait, dans chaque pays, étudier le plus tôt possible les moyens de proposer certains enfants à l'adoption à l'intérieur de leur propre pays plutôt que de les laisser indéfiniment dans les institutions à cause de liens familiaux assez faibles, et examiner attentivement ce que ces liens, qui sont un obstacle à son adoption, représentent pour l'enfant ».

**Principe 4.** « Il faudrait que des efforts soient faits dans chaque pays pour trouver des familles adoptives à l'intérieur de leur propre pays pour des enfants atteints de déficiences physiques ou mentales, ainsi que pour les enfants dont les antécédents familiaux constituent un obstacle à leur adoption ».

**Principe 5.** « Il est nécessaire de réfléchir sérieusement à toutes les solutions possibles avant de séparer un enfant de sa famille pour le proposer à l'adoption ; un parent, quel que soit son statut légal ou social, devrait avoir la possibilité d'évaluer toutes les conséquences de l'adoption, y compris les facteurs juridiques et psychologiques, avant de laisser adopter son enfant ; les facteurs psychologiques du bien de l'enfant et de la famille doivent prévaloir sur les facteurs matériels et sociaux ».

**Principe 6.** « Ceux qui ont des liens légaux ou affectifs avec l'enfant proposé à l'adoption doivent être aidés à comprendre le sens de l'adoption selon les us et coutumes de l'autre pays ; si l'enfant est assez grand, il faudrait lui expliquer ce qu'implique l'adoption et ce que serait sa vie dans le nouveau pays ; si les conséquences de l'adoption projetée ne sont pas acceptées par tous les intéressés, il ne faudrait pas faire adopter l'enfant dans un autre pays ».

**Principe 7.** « Avant de proposer un enfant à un couple ou de le placer auprès de ce couple en vue d'une adoption entre pays, il convient de mener une étude appropriée du foyer des adoptants éventuels. Il est également nécessaire de faire une étude adéquate de l'enfant, de ses

antécédents, de sa santé, du développement de sa personnalité ; une étude du foyer des parents adoptifs, faite dans un endroit où ils ne résident que temporairement, n'a qu'une valeur limitée. Il y a donc de bonnes raisons de ne considérer ces couples comme d'éventuels adoptants que s'ils résident dans un même endroit assez longtemps pour que des assistants, connaissant bien la culture de leur pays, puissent les étudier, et qu'il soit possible d'obtenir des renseignements de leur communauté d'origine, avant de leur proposer un enfant ou de le placer auprès d'eux ».

**Principe 8.** « Le processus du choix de la famille adoptive la plus apte à convenir à tel enfant pour une adoption entre pays (*matching*) doit être une responsabilité partagée entre l'organisme de protection de l'enfance qui a procédé à l'étude du foyer des adoptants envisagés, et l'agence de protection de l'enfance responsable de l'enfant, avec participation de l'agence sociale internationale spécialisée agissant comme intermédiaire entre l'un et l'autre. Lorsqu'il s'agit de choisir la famille adoptive la plus apte à convenir à l'enfant dans des adoptions locales, il convient de prendre en considération tous les facteurs pertinents que l'on admet comme valables, y compris en particulier le facteur religion ».

**Principe 9.** « Avant de conclure les formalités d'adoption, il faut que l'enfant ait été placé chez les adoptants éventuels pendant une période d'essai de six mois au moins, sous la surveillance d'une assistante sociale attachée à un organisme compétent et capable de comprendre la culture des adoptants et celle du pays de l'enfant. Dans le cas d'enfants plus âgés, cette période doit être plus longue ».

**Principe 10.** « Avant de parachever la procédure d'adoption, il faut s'assurer que les documents indispensables pourront être obtenus, en particulier que tous les consentements nécessaires ont été donnés dans une forme qui soit légalement valable dans les deux pays ; qu'il est clairement établi que l'enfant sera à même d'immigrer dans le pays des adoptants proposés, et qu'il pourra par la suite acquérir leur nationalité ».

**Principe 11.** « Il est essentiel d'assurer une protection adéquate de l'enfant dans son nouveau pays et, comme il est difficile d'exercer une tutelle par dessus les frontières nationales, il faut examiner la valeur des obligations découlant de l'ancienne tutelle légale. Il faut rapidement établir la responsabilité légale vis-à-vis de l'enfant dans son nouveau pays ».

**Principe 12.** « Il est indispensable de veiller à ce que l'adoption de l'enfant soit valable dans les deux pays ».

### ANNEXE 3 : LES TEXTES LÉGISLATIFS LIÉS À L'ADOPTION INTERNATIONALE

- 1) La *Convention de La Haye du 5 octobre 1961 concernant la compétence des autorités et la loi applicable en matière de protection des mineurs* règle l'ensemble des problèmes liés à la protection de la personne et des biens des mineurs dans les relations internationales. Le champ d'application de cette Convention est en effet très large, tant dans l'espace qu'à raison de la matière (Bucher, 2003, p. 115).
- 2) Sous l'égide du Conseil de l'Europe, une *Convention européenne en matière d'adoption d'enfants* a été signée à Strasbourg le 24 avril 1967 (Lammerant, 2001, p. 22).
- 3) La *Convention interaméricaine sur les conflits de lois en matière d'adoption de mineurs* (ratifiée le 11 juin 1997)
- 4) La *Convention de La Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants* (Choulot & Diribarne-Somers, 2007, p. 115).
- 5) En 1982, la communauté internationale franchit une étape importante en reconnaissant des standards de pratique pour assurer la protection de l'enfant. Des professionnels de divers pays endossent alors les *Brighton Guidelines For Intercountry Adoption*, dont le Service social international, parmi d'autres organisations non gouvernementales, fait la promotion. Les guides de pratique en adoption nationale et internationale et en placement de l'enfant seront par la suite révisés et endossés durant la conférence du Conseil international de l'action sociale tenue en 1996, à Hong Kong.
- 6) La *Déclaration de l'Assemblée générale des Nations Unies du 3 décembre 1986, sur les principes sociaux et juridiques applicables à la protection et au bien-être des enfants, envisagés surtout sous l'angle des pratiques en matière d'adoption et de placement familial sur les plans national et international* (Résolution de l'Assemblée générale 41/85), précise les principes et pose également les principes fondamentaux qui doivent régir l'adoption (Lammerant, 2001). Elle affirme la priorité de la prise en charge parentale, le caractère subsidiaire des institutions en tant qu'option de prise en charge extrafamiliale, et stipule les conditions générales dans lesquelles le placement familial devrait se dérouler. La Déclaration rend également attentif aux risques d'enlèvement et de gains financiers impropres, ainsi que veille à la protection des intérêts sociaux et juridiques de l'enfant (A voir article 17). Bien qu'elle ait été ratifiée par un grand nombre d'Etats, sa nature déclarative ne lui donne que peu de poids en pratique.
- 7) Le 20 novembre 1989, la *Convention internationale relative aux droits de l'enfant*. Elle reconnaît les droits de l'homme à l'enfant. Elle élève l'enfant au rang de sujet de droits, et le

reconnait comme personne à part entière (Zermatten *et al.*, 1997, p. 3), un individu autonome qui doit être entendu, et dont l'opinion doit être prise en considération selon son âge et sa maturité.

- 8) Le 29 mai 1993, la dix-septième session de la Conférence de La Haye de droit international privé a adopté la *Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale*, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 1995. Il s'agit d'un instrument multilatéral qui établit une coopération entre les autorités des Etats d'origine et des Etats d'accueil. La Convention de la Haye veille à ce que l'adoption internationale se fasse dans l'intérêt supérieur de l'enfant, avec le respect de ses droits fondamentaux et à empêcher l'enlèvement, la vente ou le trafic d'enfants. Cette convention a engendré **une réforme dans la pratique de l'adoption internationale pré-Hague**, qui était considérée comme chaotique, incohérente et particulièrement sujette aux abus comme le trafic d'enfants (Van Loon, 1990, p. 129). La réforme a été accomplie à travers la création d'un système ordonné d'adoption internationale caractérisée par des garanties et une coopération internationale dont le but est d'éviter l'enlèvement, la vente ou le trafic d'enfants (Smolin, 2010). La mise en œuvre et le fonctionnement de la Convention sur l'adoption internationale de 1993 : Guide de bonnes pratiques. Actuellement, 83 Etats sont signataires de la Haye (Etat au 3 août 2010, [http://www.hcch.net/index\\_fr.php?act=conventions.status&cid=69](http://www.hcch.net/index_fr.php?act=conventions.status&cid=69))
- 9) La *Convention de La Haye de 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants* couvre des situations dans lesquelles des enfants ont besoin d'une prise en charge de remplacement parce qu'ils se trouvent hors de leur pays de résidence habituelle. Elle autorise « le placement de l'enfant dans une famille d'accueil ou dans un établissement, ou son recueil légal par *kafalah* ou par une institution analogue » ainsi que « la supervision par les autorités publiques des soins dispensés à l'enfant par toute personne ayant la charge de cet enfant ». Élément important : son chapitre sur la coopération prévoit un mécanisme et un cadre permettant de garantir la protection lorsque deux États sont concernés.
- 10) La *Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant*, entrée en vigueur le 29 novembre 1999. L'article 24 parle de l'adoption.
- 11) La Recommandation 1443 (2000), adoptée le 26 janvier 2000 par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, et intitulée « **Pour un respect des droits de l'enfant dans l'adoption internationale** », confirme l'accent placé sur les droits de l'enfant et insiste pour que les Etats membres ratifient la Convention de La Haye (21bis) (Lammerant, 2001, p. 25)

- 12) Le ***Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants*** des Nations Unies du 25 mai 2000 joue également un rôle important en termes de lutte contre les trafics liés à l'adoption internationale. Il demande ainsi que soit considéré comme infraction pénale « le fait d'obtenir indûment, en tant qu'intermédiaire, le consentement à l'adoption d'un enfant, en violation des instruments juridiques internationaux relatifs à l'adoption » (art. 3) (Bochéat, 2006, p. 32). Le Protocole, qui vise également la tentative, la complicité et la participation relatives aux actes incriminés (art. 3.2), s'applique aux *agissements perpétrés « au plan interne ou transnational »* (art. 3.1) (Lammerant, 2001).
- 13) En 2000, le ***Protocole additionnel à la Convention contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants***. Dans le *Protocole*, on fait la distinction entre la « traite » et le « trafic », c'est-à-dire l'« immigration illégale », qui implique de faire traverser illégalement des frontières à des personnes, mais sans intention de les exploiter ensuite. Le *Protocole* se concentre sur les personnes victimes d'une traite transfrontalière, mais des enfants et des adultes sont aussi victimes de la traite au sein de leur propre pays. Les huit formes d'exploitation décrites en détail sont : l'exploitation sexuelle à des fins commerciales (pour la prostitution ou la pornographie), le mariage, le travail en tant que domestique, l'adoption, la servitude pour dettes, la mendicité, certaines autres activités illicites telles que des cambriolages et, finalement, une activité dangereuse qui met en péril la santé ou la vie de l'enfant en question (Dottridge, 2004).
- 14) Le Haut commissaire de l'ONU pour les droits de l'homme a publié un ensemble de ***Principes et directives concernant les droits de l'homme et la traite des êtres humains*** en 2002 et l'UNICEF un ensemble de ***Principes directeurs pour la protection des droits des enfants victimes de la traite*** en 2003 qui étaient spécialement conçus pour l'Europe du Sud-Est.
- 15) Les ***lignes directrices pour une prise en charge alternative de l'enfant***, adoptée par l'Assemblée générale le 20 novembre 2009. Ce texte ne parle pas spécifiquement d'adoption, mais parle de prise en charge de l'enfant durant les situations d'urgence. Les Lignes directrices insistent d'abord et avant tout pour que tous les efforts soient faits pour renforcer les familles vulnérables, avec comme objectif le maintien des enfants dans leurs familles.

Nous pouvons également faire référence au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, aux Conventions européenne et américaine des droits de l'Homme et à la Convention africaine sur les droits et le bien-être de l'enfant, puisque tous défendent un certain nombre de droits de l'enfant et de la famille concernés par une procédure d'adoption (protection de la famille ou de l'identité par exemple) (Bochéat, 2006).

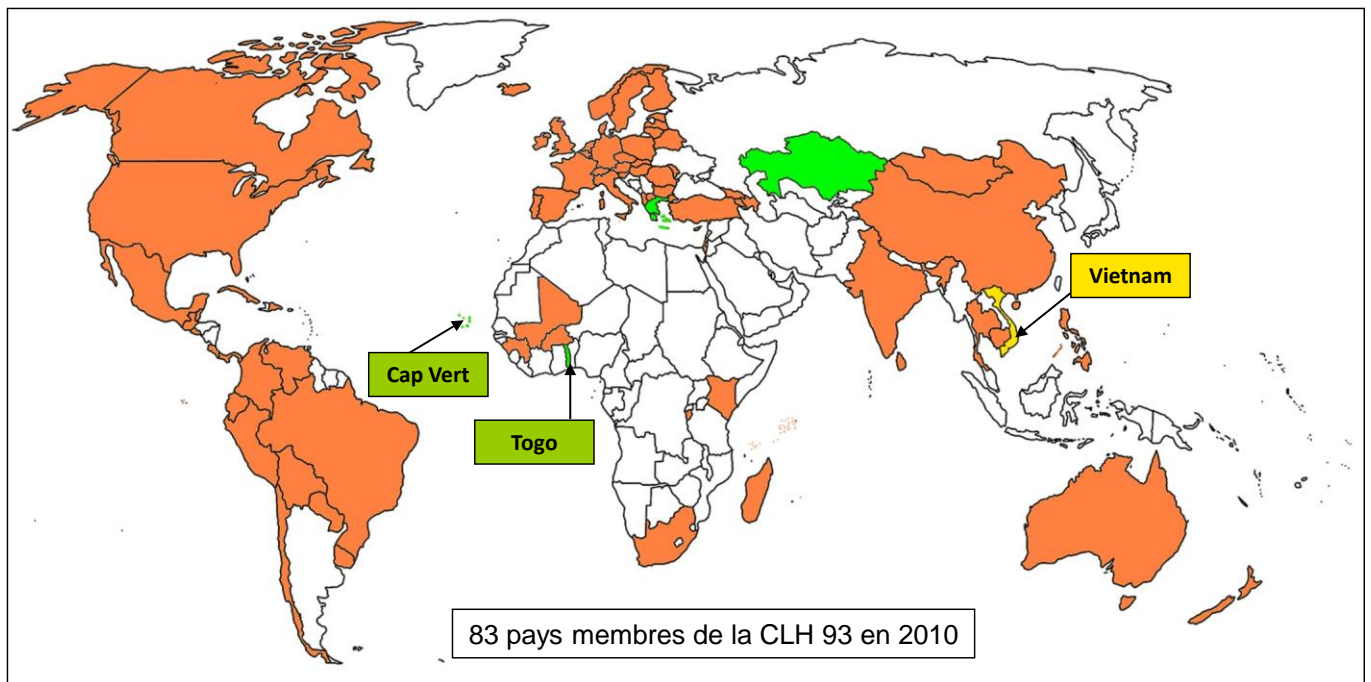
« Entre 1966 et 2000, ces différents textes internationaux témoignent, en matière d'adoption, d'une gradation :

- dans leur précision : de deux articles sur la famille à une convention exclusivement consacrée à l'adoption internationale ;
- dans leur force juridique : d'une déclaration à des conventions ;
- et dans leur représentation de l'enfant : d'un objet de protection à un sujet de droits.

Ces textes peuvent être considérés comme engageant l'ensemble de la Communauté internationale dans une évolution remarquable vers un véritable Code éthique international de l'adoption » (Lammerant, 2001, p. 337).

Précisons également que de nombreux accords et conventions existent également au niveau régional, comme en Amérique latine ou en Europe, ainsi qu'il existe des accords bilatéraux entre pays, ainsi que de nombreuses déclarations internationales qui ne possèdent aucun effet, et les conventions dont nous avons énuméré les principales ci-dessus.

#### ANNEXE 4 : LES PAYS AYANT RATIFIÉ LA CONVENTION DE LA HAYE DE 1993

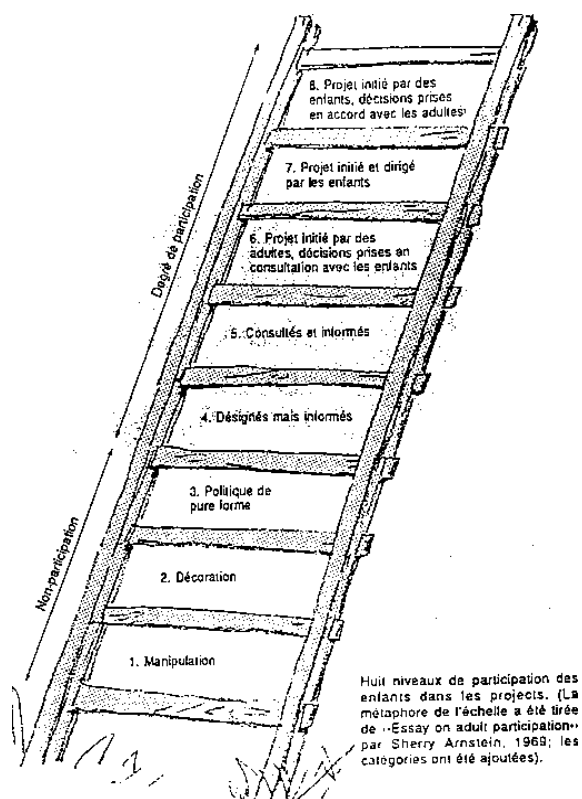


- Etats ayant ratifié la CLH 93
- Etats ayant ratifié la CLH 93 en 2010
- Ratification de la CLH93 courant 2011

(Sudre, 2010, p. 13)



## ANNEXE 5 : L'ÉCHELLE DE HART



Au bas de l'échelle, Hart (1992) situe trois niveaux de non-participation :

1. **La manipulation** : cette notion décrit les situations où les enfants sont entraînés à participer à un projet d'adultes sans comprendre les problèmes qui se posent.
2. **La décoration** : cette notion décrit les situations où les enfants participent non pas à l'organisation d'une manifestation, mais uniquement à la manifestation elle-même et n'ont qu'une idée très vague des objectifs de cette celle-ci. Ils sont utilisés.
3. **La politique de pure forme** : cette notion décrit les situations où les enfants ont apparemment la parole, mais n'ont en fait pas vraiment pu choisir le sujet du débat ou le mode de communication, et où ils n'ont qu'une possibilité limitée, lorsqu'elle existe, d'exprimer leur opinion.

Hart (1992) définit ensuite 5 degrés de participation véritable :

4. **Désignés mais informés** : les enfants se portent volontaires après avoir pris connaissance des objectifs du projet, du pourquoi de leur participation, de qui en a décidé et de leur rôle.
5. **Consultés et informés** : les enfants comprennent le processus de réalisation du projet conçu et dirigé par des adultes. Ils ont été consultés et leurs opinions sont prises au sérieux.
6. **Projet initié par les adultes** : les décisions sont prises en consultation avec les enfants ; ici les enfants participent à la décision.
7. **Projet initié et dirigé par les enfants**
8. **Projet initié par les enfants** : les décisions sont prises en accord avec les adultes.

(Jean Le Gal, 2008, p. 125)